

# *SOURCE(S)*

Cahiers de l'équipe de recherche  
Arts, Civilisation et Histoire  
de l'Europe

ARCHE



ARTS, CIVILISATION ET  
HISTOIRE DE L'EUROPE

2014 - N° 4

Dossier:  
L'individu dans les conflits

# *SOURCE(S)*

Cahiers de l'équipe de recherche  
Arts, Civilisation et Histoire de l'Europe

N° 4

-

premier semestre

2014

## *SOURCE(S)*

Cahiers de l'équipe de recherche Arts, Civilisation et Histoire de l'Europe

*Directeur de la publication* : Nicolas Bourguinat

*Comité de rédaction* : Laurence Buchholzer, Anne Corneloup, Jean-Pascal Gay

*Numéro coordonné par* : Jean-Pascal Gay

*Secrétariat de rédaction* : Laurence Buchholzer, Anne Corneloup, Simone Herry

*Assistant de rédaction* : Guillaume Porte

La revue *SOURCE(S)* est un organe de l'Équipe d'Accueil ARCHE-EA 3400 de l'Université de Strasbourg. Pour les informations sur la revue et les autres activités de l'équipe : [www.ea3400.unistra.fr](http://www.ea3400.unistra.fr)

*Adresse de la rédaction* :

Revue *SOURCE(S)* - Faculté des Sciences  
Historiques, équipe ARCHE, à l'att. de  
N. Bourguinat - Palais universitaire -  
67084 Strasbourg Cedex - tél. 03 68 85 68 08  
courriel : [bourguin@unistra.fr](mailto:bourguin@unistra.fr)

*Impression* :

Service imprimerie et reprographie  
de l'Université de Strasbourg

ISSN de la version imprimée : 2265-1306  
ISSN du présent support électronique : 2261-8592

### I. DOSSIER : L'INDIVIDU DANS LES CONFLITS

---

- 7 *Présentation*  
Jean-Pascal Gay
- 11 « *Que faisais-tu sous l'oligarchie ?* » *La guerre civile de 404-403 et ses lendemains à Athènes*  
Anne Jacquemin
- 23 *Pierre II de Challes, capitaine armagnac (1409-1436). Renseignement, désinformation et pillage durant la guerre civile*  
Benoît Léthenet
- 37 *Face à l'occupation étrangère de 1815-1818. Les sorties de guerre des Alsaciens*  
Christine Haynes
- 51 « *Un métier de chien que de suivre l'armée* ». Prosper Baccuët (1797-1864), peintre militaire au service de l'exploration scientifique de l'Algérie  
Nicolas Schaub
- 65 *Quand un neutre prend les armes. Wilhelm Dinesen (1845-1895), un Danois dans la guerre franco-allemande de 1870-1871*  
Gilles Vogt
- 77 *Expulsion, grand récits nationaux et petits récits européens. Mémoires individuelles et construction des communautés en Europe centrale depuis 1945*  
Ségolène Plyer

### II. AUTOUR D'UNE SOURCE

---

- 95 « *Seul celui qui y a participé sait ce que signifie la guerre* ». *Le journal de guerre de Matthias Weiskircher*  
Jean-Noël Grandhomme
- 99 *Erlebnisse aus dem Weltkrieg 1914-1918*  
Édition annotée

### III. TRAVAUX DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE

---

- 125 *Retour sur l'Atlante storico dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica*  
Jean-François Chauvard

- 131 Résumés



I.

DOSSIER

L'INDIVIDU DANS LES CONFLITS



## PRÉSENTATION

Jean-Pascal GAY

En consacrant ce numéro à la place de l'individu dans les conflits, notre intention était d'essayer de rapprocher deux historiographies qui ont connu des renouvellements significatifs : l'étude de la conflictuosité comme dynamique sociale et culturelle d'une part<sup>1</sup> et l'histoire de la guerre d'autre part. Pour articuler deux régimes de conflictualité (un régime ordinaire, social et local d'un côté, et de l'autre un régime extraordinaire, géopolitique et se jouant à des échelles plus vastes), se placer au niveau de l'individu revient à engager l'étude de plusieurs de leurs dynamiques communes et notamment de la manière dont les modalités de l'engagement individuel dans les conflits (ou de celle du désengagement) participent de leur intensité.

À l'heure des célébrations de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, les débats historiographiques autour du consentement, de la (les) culture(s) de guerre, ou de la « brutalisation » ne semblent plus aussi âpres que dans les deux premières décennies qui ont suivi la parution de l'ouvrage fondateur de George Mosse en 1990<sup>2</sup>. Cependant, les termes dans lesquels ils ont structuré l'approche historique des faits guerriers pour la période contemporaine demeurent encore d'actualité. Tant les historiens liés à l'Historial de Péronne que ceux qui se sont opposés à eux sur la question du consentement à la guerre partagent des orientations historiographiques par delà leurs désaccords. Stéphane Audoin Rouzeau et Annette Becker entendaient proposer une « histoire d'en bas »<sup>3</sup> de la guerre, partant de l'expérience du combat. Frédéric Rousseau, dans la *Guerre censurée*, affirmait aussi comme postulat fondateur la centralité de l'homme « au cœur de

---

<sup>1</sup> Voir l'introduction par Frédéric Chauvaud du dossier que le GEHRICO (Université de Poitiers) a consacré à ce thème : *La conflictuosité en histoire : quelques approches*, Les Cahiers du GEHRICO, 3, 2002.

<sup>2</sup> George MOSSE, *Fallen soldier. Reshaping the Memory of the World War*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

<sup>3</sup> Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 24-25.

tout dispositif militaire<sup>4</sup> ». Ce tournant n'a pas concerné que l'historiographie de la Première Guerre mondiale, même si celle-ci a certainement joué un rôle essentiel dans les déplacements de paradigme de l'historiographie du fait guerrier. Pour les périodes médiévales et modernes, l'intérêt ancien pour la culture de guerre<sup>5</sup> et le renouveau de l'intérêt pour la bataille ont nourri la recherche d'un nouvel équilibre entre études des données matérielles (équipement, tactique) et étude des phénomènes de subjectivation (émotions, perceptions, représentations, récits)<sup>6</sup>.

Bien sûr l'intérêt pour l'individu dans les conflits militaires est ancien, mais un faisceau d'études nouvelles (H. Drévilion, *L'individu et la guerre*<sup>7</sup>, J. Le Gac, *Vaincre sans gloire*<sup>8</sup>) et la republication récente de la traduction du texte essentiel de John Keegan (*The Face of Battle*, 1976)<sup>9</sup> – qu'on peut voir comme le point de basculement de l'histoire militaire contemporaine – signalent l'actualité historiographique en France du thème qui est celui qu'ont accepté d'affronter les auteurs qui ont contribué à ce dossier. Le débat historiographique autour de la Première Guerre mondiale avait aussi engagé un débat épistémologique implicite autour de l'accès à l'expérience combattante, notamment autour de la mobilisation des différentes formes de témoignage<sup>10</sup>. Il a aussi permis de redéployer la question de la place de l'individu dans les conflits au-delà des seules questions du consentement ou de la capacité à tenir, en déplaçant l'attention vers le statut du soldat, à la fois juridique et militaire, les dynamiques d'autonomisation et de perte d'autonomie, les ressources linguistiques à disposition des combattants pour dire et vivre l'ordre militaire et l'expérience combattante, ou encore l'exceptionnalité de cette dernière. Se tourner vers l'individu pour étudier les conflits n'est pas donc pas simplement se situer méthodologiquement dans le cadre d'une micro-histoire, mais accepter que la perspective micro-historique a dans le cas de l'étude des conflits des enjeux spécifiques, en ce que l'histoire de la guerre engage de manière originale l'histoire de l'individuation.

---

4 Frédéric ROUSSEAU, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 1999, p. 25.

5 Franco CARDINI, *Quella antica festa crudele. Guerra e cultura della guerra dall'età feudale alla Grande Rivoluzione*, Florence, Sansoni, 1982.

6 Hervé DRÉVILLON, *Batailles. Scènes de guerre de la Table ronde aux tranchées*, Paris, Seuil, 2007 ; Olivier CHALINE, *La Bataille de la Montagne Blanche*, Paris, Noésis, 1999.

7 Hervé DRÉVILLON, *L'individu et la guerre. Du chevalier Bayard au soldat inconnu*, Paris, Belin, 2013.

8 Julie LE GAC, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942 – juillet 1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

9 John KEEGAN, *The Face of Battle. A Study of Azincourt, Waterloo and the Somme*, Londres, Jonathan Cape, 1976 [*Anatomie de la Bataille*, Paris, Robert Laffont, 1993, rééd. Paris, Perrin, 2013].

10 Voir sur ce point les remarques d'Élise JULIEN, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », *Labyrinthe*, 18, 2004/2, p. 53-68.

Pour une histoire des rapports entre conflictuosité et guerre, l'étude des après-conflits offre un point d'observation idéal, de même qu'à l'inverse l'étude des sorties des conflits sociopolitiques s'est avérée d'une grande valeur heuristique pour comprendre la conflictualité sociale<sup>11</sup>. Les articles rassemblés dans ce dossier qui s'intéressent aux situations d'après-conflits les analysent notamment de ce point de vue. Deux questions ici circulent et travaillent les deux temps de la guerre et de l'après-guerre : celle de la reconfiguration de l'*agency* individuelle et celle de la manière dont la guerre mobilise mais aussi modifie et éventuellement déstabilise les grammaires de l'action individuelle. Notre parcours commence aux V<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> siècles avant notre ère avec l'étude qu'Anne Jacquemin consacre à la mémoire de la guerre civile athénienne de 404-403. Elle signale l'injonction à l'engagement dans le conflit à laquelle l'individu-citoyen est confronté, la diversité des mises en causes des engagements individuels en fonction de circonstances politiques variables, malgré la décision initiale d'apaiser le conflit par l'amnistie, mais aussi la manière dont le passage du temps de la mémoire vécue à celui de l'histoire produit une relecture évidente et, finalement, lisse des parcours individuels, condition d'une histoire apaisée liée à une conception spécifique de la communauté civique. C'est aussi à une situation de guerre civile que s'intéresse l'étude que Benoît Léthenet consacre au capitaine armagnac Pierre II de Challes. Ce vassal du duc de Bourbon, à l'origine d'une série de coups de force dans le Mâconnais, apparaît comme un acteur individuel du marché de la guerre, mobilisant à son profit les opportunités offertes par la guerre mais dont l'action s'articule aussi à des opérations qui se jouent à une échelle plus macroscopique. La grammaire de ses actions évolue mais selon un principe permanent : la non-contradiction (et donc la nécessaire conciliation) entre l'intérêt égoïste et les normes imposées par la guerre. En même temps, l'étude de son cas signale déjà aussi une perte d'autonomie face au prince acteur principal de la guerre et dont les actions politiques et publiques qui accompagnent les opérations militaires sont au cœur des évolutions auxquelles Pierre de Challes doit s'adapter. C'est donc bien déjà une question d'*agency* individuelle qui se pose ici. Le même enjeu traverse l'étude que Christine Haynes consacre à l'expérience de l'occupation militaire en Alsace après 1815. Si un va-et-vient permanent entre violence et fraternisation régit les rapports entre militaires occupants et civils confrontés à l'occupation, et si, bien sûr, cette expérience varie socialement, la communauté de langage y apparaît comme centrale dans la manière dont se structurent ces expériences : violence et fraternisation vont plus loin là où le langage est commun entre occupants et occupés. Action et réactions individuelles s'en trouvent intensifiés. C'est encore le même type d'interrogation autour de l'intensité de l'action individuelle que l'on retrouve dans l'étude du cas de Prosper Baccuët par Nicolas Schaub. Baccuët, comme les autres artistes militaires, engagés dans une entreprise de

---

<sup>11</sup> J. C. CARON (dir.), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

représentation visuelle des territoires de la conquête coloniale, non seulement expérimente le terrain et ses résistances de manière subjective mais entend aussi affirmer, selon un *ethos* professionnel propre, une forme d'autonomie nécessaire à son auto-définition comme artiste, qui l'engage dans une résistance relative aux injonctions politiques des autorités au service desquelles il travaille. Le cas de Wilhelm Dinesen, un aristocrate danois, engagé dans la guerre franco-prussienne de 1870-1871, étudié ici par Gilles Vogt, signale pour sa part combien l'affirmation des grands récits nationaux convoque l'engagement individuel, même pour un volontaire qui se pense aussi comme un « combattant de la liberté ». Cette articulation des « grands » et des « petits » récits est au cœur de l'analyse que Ségolène Plyer propose des mémoires individuelles des expulsions consécutives à la Seconde Guerre mondiale. Elle montre la manière dont les récits individuels ont aussi une histoire et comment ils se détachent progressivement des grands récits nationaux exclusifs et normatifs – et ainsi les déconstruisent. Le caractère de rôle et de performance de l'assignation nationale apparaît alors dans toute son évidence. L'étude signale aussi l'importance pour la reconfiguration des récits des périodes anomiques où se réinstalle justement une véritable *agency* rendue possible par la déstabilisation des grammaires de l'action et du récit. Apparaît aussi en pleine lumière une question qu'on voit poindre dans plusieurs de ces études : l'importance pour l'historien de l'étude de l'articulation par les acteurs de chronologies individuelles et collectives.

La publication du journal de guerre de Matthias Weiskircher, soldat lorrain combattant dans les armées allemandes pendant la Première Guerre mondiale, proposée ici par Jean-Noël Grandhomme, vient compléter cet ensemble. Le document est original à plus d'un titre, il est un des rares témoignages directs de soldats originaires de la Lorraine annexée. Il présente le double intérêt d'avoir été écrit par un infirmier et de concerner à la fois le front occidental pour la première partie de la guerre puis les opérations dans les Balkans. Le témoignage individuel exorcise ici en permanence le risque de l'individualisme, critiquant tour à tour l'égoïsme d'un confrère, l'absence de souci des officiers pour les conditions de vie de leurs soldats, ou encore les trafics d'un garde-malade dans le train qui le ramène des Balkans. Les sentiments personnels ne trouvent d'ailleurs guère de place dans cet écrit du for privé. C'est bien à une dés-individuation du récit que le récit individuel peut aussi parfois donner accès.

Ce qui se dégage de l'ensemble de ces études n'est donc pas seulement l'irréparable complexité des parcours individuels dans les conflits, mais bien en réalité leur profonde historicité et l'importance au cœur de cette historicité de régimes de narrativité qui ne font pas que retranscrire les conditions sociales de l'énonciation de récits individuels mais où compte tout autant la variabilité de la force performative de ce même récit individuel et des mécanismes de son articulation avec les grands récits collectifs, dans les engagements et les accommodements individuels en situation de conflit.

« *QUE FAISAIS-TU SOUS L'OLIGARCHIE ?* »  
*LA GUERRE CIVILE DE 404-403 ET SES LENDEMAINS À ATHÈNES*

Anne JACQUEMIN

Athènes connu dans le dernier quart du V<sup>e</sup> siècle deux épisodes de guerre civile qui aboutirent à un renversement de la démocratie au profit d'un régime oligarchique qui dura peu de temps, mais marqua profondément les esprits. Le retour de la norme s'accompagna d'un souci de réformes marqué notamment par une révision et une réaffirmation des lois de la cité. Dans les deux cas, la démocratie avait été abolie par l'assemblée même qui aurait dû en être la gardienne, au terme, certes, dans le premier cas, de manœuvres d'éléments factieux<sup>1</sup> qui exploitèrent la situation de détresse née des difficultés de la guerre, de la défaite et de l'occupation ennemie, dans le second<sup>2</sup>. Plus que le retour de la démocratie en 410, qui se fit sans qu'il y eût guerre civile<sup>3</sup>, c'est le renversement de l'oligarchie par les armes en 403 qui devint l'épisode de référence de l'histoire athénienne, en raison notamment du comportement aussi singulier qu'exemplaire des démocrates vainqueurs. Très vite leur modération dans la victoire, leur souci de rétablir la concorde, de recréer le tissu politique devinrent un objet d'admiration, y compris chez des auteurs dont les sympathies n'allaient pas de leur côté<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir pour 411, THUCYDIDE, VIII, 65-70 ; PS.-ARISTOTE, *Constitution des Athéniens*, XXIX et, pour 404, Xénophon, *Helléniques*, II, 3, 1-2 ; LYSIAS, *Contre Ératosthène*, 72-76 ; PS.-ARISTOTE, *Constitution des Athéniens*, XXXIV, 3.

<sup>2</sup> Le parallèle qui pouvait être tracé entre le renversement de la démocratie athénienne et la fin de la Troisième République fut à l'origine de deux ouvrages, tous deux écrits en 1942, celui de Pierre JOUGUET, *Révolution dans la défaite. Études athéniennes*, Le Caire, Édition de la Revue du Caire, 1942, et celui de JUNIUS (Jules ISAAC), *Les oligarques. Essai d'histoire partielle*, Paris, Éditions de Minuit, 1945. Ce dernier ouvrage a été republié, avec une préface de Pascal ORY, Paris, Calmann-Lévy, 1989.

<sup>3</sup> Alcibiade avait en effet convaincu les marins de la flotte basée à Samos de ne pas abandonner leur poste face à l'ennemi pour aller faire la guerre aux oligarques athéniens (THUCYDIDE, VIII, 82).

<sup>4</sup> XÉNOPHON, *Helléniques*, II, 4, 38-42 ; ISOCRATE, *Contre Callimachos*, 20-25 ; PS.-ARISTOTE, *Constitution des Athéniens*, XI, 3 : « Les Athéniens, en particulier et en corps, semblent avoir adopté la conduite la plus belle et la plus civique à propos des malheurs précédents. »

Quoique, depuis Homère, la guerre civile fût jugée comme un état où ne saurait se plaire que celui qui était sans toit ni loi<sup>5</sup>, comme la mère de tous les maux, comme une nourrice de haine et une source de pauvreté<sup>6</sup>, le citoyen était cependant sommé de s'engager, car le refus de prendre parti était vu non point comme signe de sagesse, mais comme indifférence au sort de la patrie, comme un manque de piété envers la mère commune. Ce qui était partout l'usage pouvait même faire l'objet d'une loi, comme celle qui, à Athènes, était attribuée à Solon<sup>7</sup>. On constate cependant, à partir du IV<sup>e</sup> siècle, qu'il n'y a plus de référence en contexte d'actualité à cette loi, alors que subsistent et sont même renouvelés les serments de défendre la démocratie et de mettre à mort tout individu qui chercherait à installer une tyrannie, comme le montre bien le décret d'Eucratès voté au lendemain de la défaite de Chéronée en 338 : ce texte qui concernait tout particulièrement le conseil de l'Aréopage fut gravé sur deux stèles, placées l'une à l'entrée du lieu de réunion de ce conseil, l'autre à l'assemblée. L'exemplaire qui a été retrouvé porte, comme en-tête, un relief représentant le couronnement du Peuple sous les traits d'un homme d'âge mûr assis, par la Démocratie, une jeune femme debout<sup>8</sup>. Cet oubli d'une règle due au Législateur par excellence pourrait s'expliquer par le discrédit du parti oligarchique à la suite de la tyrannie des Trente et la revendication par tous de la démocratie, même si le mot pouvait recouvrir des réalités différentes : la *stasis* comme opposition de deux factions était alors peu crédible, sauf en cas de circonstances exceptionnelles et le seul risque pour le régime venait d'un tyran qui était alors vu comme un individu isolé, sans ami<sup>9</sup>. Même si bon nombre des auteurs athéniens dont les œuvres nous sont parvenues n'étaient pas partisans de la démocratie telle qu'elle s'était constituée à Athènes, que ce soient les historiens Thucydide et Xénophon, le rhéteur Isocrate ou les philosophes Platon et Aristote<sup>10</sup>, l'identification de l'État athénien à la démocratie était un fait reconnu, entretenu par une histoire officielle, réactualisée en fonction des événements. Dans cette vision des choses<sup>11</sup>, les « bons citoyens » qui constituaient la très large majorité du corps civique avaient toujours défendu les droits du Peuple<sup>12</sup> contre les tyrans. C'est ainsi que s'est élaborée une histoire

---

<sup>5</sup> *Iliade*, I, 63-64. Il convient de remarquer que le poète ignore le terme technique de *stasis*, littéralement « la pose dressée face à » : voir Hans-Joachim GEHRKE, *Stasis. Untersuchungen zu den inneren Kriegen des 5. und 4. Jahrhunderts v. Chr.*, Munich, Beck, 1985, p. 2.

<sup>6</sup> PINDARE, fragment 109 Snell ; BACCHYLIDE, fragment 24 Snell ; ESCHYLE, *Euménides*, 976.

<sup>7</sup> PLUTARQUE, *Solon*, 20.

<sup>8</sup> Peter John RHODES et Robin OSBORNE, *Greek Historical Inscriptions 404-323 BC*, Oxford, Oxford University Press, 2003, n° 79, p. 388-393, pl. 7.

<sup>9</sup> XÉNOPHON, *Hiéron*. Sur la légende noire du tyran telle qu'elle se forme au V<sup>e</sup> siècle en référence à la tragédie, voir Diego LANZA, *Il tiranno e suo pubblico*, Turin, Einaudi, 1977.

<sup>10</sup> Aristote n'était pas citoyen athénien.

<sup>11</sup> Comme il existait plusieurs versions de cette tradition, elle était acceptable par un large spectre allant des démocrates radicaux aux démocrates les plus modérés.

<sup>12</sup> Le thème de la « Constitution des ancêtres » (*patrios politeia*), lancé par les adversaires de la démocratie, avait pu ainsi être largement repris : tout dépendait des « ancêtres » de référence :

officielle de la chute des Pisistratides qui marquait la naissance de la démocratie, même si le mot n'existait pas encore<sup>13</sup>, histoire que B. M. Lavelle a pu comparer à celle de la France entre 1940 et 1944 dans un ouvrage qui reprend le titre du célèbre film de Max Ophüls *Le chagrin et la pitié*<sup>14</sup> : un siècle et plus après les faits, outre les plaisanteries des auteurs comiques<sup>15</sup>, il y avait lors des procès la mention des grands-pères ou des arrière-grands-pères résistants comme garants de civisme et la stigmatisation des ancêtres gardes du corps du tyran<sup>16</sup>. Les diverses dénominations du régime que connut Athènes en 404-403 sont révélatrices, du neutre « les Trente », renvoyant au nombre des membres de la commission chargés d'élaborer la nouvelle constitution, à « l'oligarchie », qui joue sur l'opposition avec la « démocratie ». En revanche, quoique certains des Trente, comme Thérarmène, aient été conscients de la dérive « tyrannique » du pouvoir<sup>17</sup>, le terme de tyrannie, qui a souvent été retenu par les Modernes, ne s'est pas imposé dans le discours athénien, sans doute parce que le terme évoque originellement un monarque<sup>18</sup>.

### Oublier pour reconstruire

La tyrannie des Trente a été marquée par sa violence extrême, selon les critères du temps : en effet, comme dans les guerres contre des étrangers, on ne mit à mort que les hommes en âge de porter les armes, et l'interdit de soumettre des citoyens à la torture fut respecté<sup>19</sup>. Les Trente mirent à mort mille cinq

---

voir la leçon inaugurale de Moses I. Finley, prononcée à Cambridge le 4 mai 1971 et publiée en français sous le titre « La constitution des ancêtres », dans Moses I. FINLEY, *Mythe, mémoire, histoire*, Paris, Flammarion, 1981, p. 209-251.

<sup>13</sup> Édouard WILL, *Le monde grec et l'Orient*, tome 1 : *Le V<sup>e</sup> siècle (510-403)*, Paris, Presses Universitaires de France (Peuples et civilisations II), 1972, p. 445-448.

<sup>14</sup> Brian M. LAVELLE, *The Sorrow and the Pity. A Prolegomenon to a History of Athens under the Pisistratids, c. 560-510*, Stuttgart, Steiner (Historia Einzelschriften 80), 1993.

<sup>15</sup> ARISTOPHANE, *Cavaliers*, 448-449 : le grand-père de Cléon garde du corps de la femme d'Hippias, Myrrhinè/Myrsinè dont le nom est écorché en Byrsinè, de façon à évoquer le cuir, source de la richesse de l'homme politique.

<sup>16</sup> Lors de son procès après la chute des Quatre-Cents, l'accusation reprocha à l'orateur Antiphon son grand-père garde du corps des tyrans (ANTIPHON, fragment 1). ANDOCIDE (*Sur les Mystères*, 106) exalte, en revanche, le rôle de deux de ses arrière-grands-pères, l'un du côté paternel, l'autre du côté maternel.

<sup>17</sup> XÉNOPHON, *Helléniques*, II, 5, 39. L'idée que tout exercice du pouvoir (*arkhè*) devient tyrannique est très présente à Athènes au V<sup>e</sup> siècle : Thucydide (II, 63) fait dire à Périclès que l'alliance entre Athènes et les cités égéennes est devenue une tyrannie.

<sup>18</sup> Ce qui n'empêche pas les Athéniens d'avoir conscience que le peuple pouvait devenir un tyran. La démocratie réinstallée en 403, sans revenir sur un certain nombre d'acquis, notamment les plus radicaux, comme la rétribution des fonctions politiques, a affirmé de façon claire la supériorité de la loi sur le peuple, même si elle trouve en lui son origine : Martin OSTWALD, *From the Popular Sovereignty to the Sovereignty of Law. Law, Society, and Politics in the Fifth-Century Athens*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1966.

<sup>19</sup> Voir la remarque de Louis GERNET dans sa notice du *Contre Agoratos*, dans LYSIAS, *Discours*, I, Paris, Collection des Universités de France, 1924, p. 184.

cents citoyens et c'est alors que le mode d'exécution par la ciguë se diffusa pour des raisons pratiques : relativement rapide, économe en personnel, il n'était pas sanglant et avait un aspect de suicide déculpabilisant pour ceux qui l'ordonnaient et honorable pour le condamné, à la différence des modes d'exécution employés auparavant comme le supplice de la planche ou la précipitation dans le Barathre.

Le régime montra cependant toute sa perversité dans la façon avec laquelle ses chefs associèrent à leurs crimes les Trois Mille, les seuls vrais citoyens, dont la liste fut longtemps secrète, avant de se révéler d'une grande variabilité, ce qui provoqua un sentiment d'incertitude peu favorable à l'action chez des hommes qui n'étaient pas des démocrates convaincus<sup>20</sup>. Pour cela, ils utilisèrent la procédure de la prise de corps, qui existait dans le cas de flagrant délit de vol, et firent de leurs concitoyens des sbires ayant mission de procéder à l'arrestation de leurs futures victimes : c'est ainsi que Socrate fut chargé avec quatre autres citoyens de s'emparer de la personne de Léôn de Salamine, un homme respecté de tous. Socrate, seul, n'obtempéra point ; il ne lui arriva rien<sup>21</sup>. Certes, Critias avait été de ses familiers, mais le point est digne de mention et peut être rapproché de faits plus récents où le choix fait par des soldats de s'abstenir des actions criminelles qu'on leur commandait ne fut suivi d'aucune sanction<sup>22</sup>. Cette volonté de compromettre les Athéniens modérés fut particulièrement manifeste lors de l'exécution des citoyens qui habitaient Éleusis et Salamine : lorsque les Trente virent que le mouvement de résistance démocratique gagnait en force, ils décidèrent de se ménager un refuge, procédèrent à l'arrestation de tous les citoyens présents en ces deux lieux et firent voter par l'assemblée leur mise à mort, afin d'empêcher, pensaient-ils, toute réconciliation future<sup>23</sup>. Le premier échec moral des Trente correspondit à leur défaite lors de la bataille de Mounychie au Pirée : si les démocrates prirent les armes des vaincus — ils en manquaient —, ils ne dépouillèrent pas les morts de leurs vêtements<sup>24</sup>. L'espoir d'une réconciliation au lendemain du combat avorta à cause de l'intransigeance des oligarques, aussi bien de celle des Trente réfugiés à Éleusis que des Dix, devenus les nouveaux chefs de la Ville, qui

---

<sup>20</sup> Les démocrates qui n'étaient ni morts, ni exilés, furent expulsés de la ville et contraints d'habiter le Pirée, un dème connu pour ses sympathies démocratiques, sous les ordres de dix gouverneurs nommés par les Trente. C'est la révolte du Pirée à la suite de la « descente » des démocrates installés depuis l'hiver dans la place forte de Phylè, près de la frontière béotienne, qui marqua le commencement de la fin pour les oligarques.

<sup>21</sup> PLATON, *Apologie de Socrate*, 32 ed. ANDOCIDE, qui évoque ce cas célèbre (*Sur les Mystères*, 94), ne parle pas de Socrate, mais rapporte que l'un des auteurs de l'arrestation, un dénommé Méléto, homonyme de l'accusateur de Socrate, échappa à son juste châtement à cause des mesures d'amnistie.

<sup>22</sup> Christopher Robert BROWNING, *Des hommes ordinaires. Le 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994 (traduction par Élie BARNAVI de *Ordinary Men. The Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, New York, Harper Collins, 1992).

<sup>23</sup> XÉNOPHON, *Helléniques*, II, 4, 8-9.

<sup>24</sup> *Ibidem*, II, 4, 19.

lancèrent un double appel à Sparte, en accusant les démocrates installés au Pirée d'atteintes au traité de paix<sup>25</sup>. Ces derniers furent sauvés par leur énergie, le sens politique et stratégique de leur principal chef Thrasybule, mais aussi par les conflits internes à Sparte qui opposaient l'ambitieux général Lysandre au roi Pausanias. Celui-ci, quoiqu'il fût vainqueur des démocrates qui avaient repoussé ses troupes dans un premier temps, joua un rôle décisif dans les négociations qui aboutirent à la réconciliation entre les factions<sup>26</sup>.

L'accord juré à l'agora et à l'acropole devant les dieux protecteurs de la cité reposait sur un oubli du passé — les citoyens jurèrent de ne pas se souvenir à l'avenir des maux (*mè mnèsikakhssein*), une expression euphémique —, une amnistie générale dont n'étaient exclus que ceux qui avaient tué de leur propre main et les principaux magistrats, à savoir les Trente et leurs successeurs les Dix, les Onze, chargés de la prison et des exécutions, et les dix gouverneurs du Pirée, les premiers relevant alors de la procédure normale des procès de meurtre devant l'Aréopage, les autres pouvant se soumettre à la procédure de reddition de comptes (*enthynai*)<sup>27</sup>, dont relevaient les magistrats. Un temps était laissé aux oligarques qui le souhaitaient pour quitter la ville et s'installer à Éleusis<sup>28</sup>.

La volonté de réconciliation conduisit les démocrates à prendre des décisions qui parfois n'étaient pas à leur avantage : ainsi, deux des principaux chefs, Thrasybule et Anytos, ce dernier étant plus connu pour son rôle d'accusateur de Socrate, renoncèrent à revendiquer leurs biens fonciers qui avaient été confisqués et étaient devenus la propriété d'autres citoyens<sup>29</sup>. Le régime démocratique remboursa l'emprunt contracté auprès des Lacédémoniens par les Dix<sup>30</sup>. Cette décision, qui fit débat sur le moment, étonna par la suite<sup>31</sup>, mais elle assurait l'unité de la cité et celle de son histoire : dire qu'Athènes durant les mois du gouvernement des Trente n'était plus à Athènes, mais qu'elle était avec Thrasybule à Thèbes — chez d'anciens ennemis qui avaient bien ravagé le territoire de l'Attique pendant la guerre qui venait de s'achever —, puis à Phylè et enfin au Pirée, ne convenait pas au principe de réconciliation mis en avant. Ce remboursement avait un autre avantage, il enlevait aux Spartiates un motif d'intervention dans les affaires athéniennes.

---

<sup>25</sup> *Ibidem*, II, 4, 28.

<sup>26</sup> *Ibidem*, II, 4, 35-38.

<sup>27</sup> Sur la procédure, voir Pierre FRÖHLICH, *Les cités grecques et le contrôle des magistrats (IV<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> siècle av. J.-C.)*, Hautes Études du monde gréco-romain, Genève, Droz, 2004.

<sup>28</sup> PS.-ARISTOTE, *Constitution des Athéniens*, 39, 1-4.

<sup>29</sup> ISOCRATE, *Contre Callimachos*, 23.

<sup>30</sup> PS.-ARISTOTE, *Constitution des Athéniens*, XI, 3.

<sup>31</sup> DÉMOSTHÈNE, *Contre Leptine*, 12-13 ; Jules ISAAC, *Les oligarques* (cf. n° 2), 1989, p. 190. Aristote pose, sans vraiment la résoudre, la question de la continuité de l'État et de l'obligation d'honorer les contrats passés par un autre régime (*Politique*, III, 3, 1276 a-b).

Malgré la force du discours de Thrasybule à l'assemblée<sup>32</sup>, l'accord n'aurait pu se faire sans l'action du démocrate Archinos qui força le destin, en avançant le terme laissé aux oligarques pour quitter Athènes, les contraignant ainsi à partager la cité avec les démocrates, et en arrêtant, puis en faisant condamner à mort sans jugement, un démocrate qui voulait rappeler le passé<sup>33</sup>. S'il manifestait ainsi ses qualités d'homme d'État, il n'en violait pas moins la loi par cet exemple qui ne pouvait être qu'unique. C'est pourquoi il le fit suivre d'une proposition de loi instaurant l'exception d'irrecevabilité (*paragraphe*) qui pouvait être opposée par l'accusé, qui parlait alors en premier : si le jury le suivait, l'accusateur était condamné à une amende ; dans le cas contraire, l'accusé payait l'amende et faisait face au procès<sup>34</sup>.

### Les ruses de la mémoire

Un certain nombre de discours prononcés devant le Conseil ou le tribunal populaire de l'Héliée témoignent de la difficulté qu'il y eut à oublier le passé, à vivre dans la même cité, à partager les mêmes responsabilités politiques, à participer aux mêmes cérémonies culturelles que ceux qui avaient été des ennemis. Le ressentiment était évidemment plus fort du côté des démocrates dont certains avaient du mal à accepter de devoir être modérés dans la victoire. Il fallait trouver le moyen de satisfaire une revendication de justice, qui tenait parfois du désir de vengeance, sans violer les dispositions de l'amnistie.

À une exception près, celle du *Contre Ératosthène* de Lysias, qu'il prononça lui-même, les textes qui nous sont parvenus ont tous été écrits par des logographes, ces professionnels de l'écriture, ce qui explique qu'un même auteur ait pu rédiger des textes d'accusation ou de défense. On peut seulement supposer qu'un homme qui avait perdu son frère sous les Trente, comme Lysias, n'aurait pas travaillé pour un oligarque coupable de crimes.

Comme il était très rare de pouvoir accuser un homme qui avait tué de sa propre main, puisque les victimes étaient mortes par ingestion létale de ciguë ou avaient été tuées au combat, l'accusateur, pour éviter une exception en irrecevabilité, ne pouvait d'ordinaire intervenir que dans deux situations, celle de la reddition de comptes des magistrats en fonction sous les Trente et celle de

<sup>32</sup> XÉNOPHON, *Helléniques*, II, 4, 40-42.

<sup>33</sup> PS.-ARISTOTE, *Constitution des Athéniens*, XI, 2. En 401, l'État athénien régla de façon aussi expéditive la question d'Éleusis, en faisant exécuter les chefs venus pour une conférence et en réintégrant dans la cité, après un nouvel échange de serments, le reste des oligarques à qui on avait député parents et amis (XÉNOPHON, *Helléniques*, II 4, 43). Le traité aristotélicien se contente de mentionner l'accord avec les gens d'Éleusis (*Constitution des Athéniens*, XI, 4).

<sup>34</sup> L'exception d'irrecevabilité est connue principalement grâce au *Contre Callimakbos* d'Isocrate, qui serait, d'après le plaideur, le premier exemple de recours à cette disposition légale, ce qui justifie, à ses yeux, le développement qu'il y consacre en début de discours (ISOCRATE, *Contre Callimakbos*, 1-3).

l'examen préliminaire des magistrats et conseillers, ainsi que de leurs éventuels suppléants<sup>35</sup>. S'il n'y eut qu'une occasion de reddition de comptes, sous l'archontat d'Euclide, au début de l'été 403, les examens préliminaires servirent longtemps d'exutoire à certains démocrates mécontents de la façon dont la cité avait tiré un trait sur le passé.

Les personnalités les moins impliquées dans les exactions du régime oligarchique profitèrent de la possibilité de rendre les comptes de leurs magistratures selon l'usage<sup>36</sup> : parmi eux, Rhinôn, l'un des Dix qui avait joué un rôle important dans les négociations préluant à la réconciliation<sup>37</sup> et Ératosthène. En effet, ce ne peut-être qu'à cette occasion que Lysias l'accusa d'avoir été à l'origine de la mort de son frère Polémarque<sup>38</sup>. La modération dont l'oligarque avait fait preuve, quoiqu'il fût membre des Trente, ses liens avec Théramène que sa mort avait quasiment transformé en héros de la démocratie, avaient dû l'inciter à se soumettre à cette procédure. Si Lysias avait ému les juges dans sa première partie où il racontait avec talent la vie d'une famille de métèques bien intégrée et la fatale journée où, arrêté, il parvint à s'évader, tandis que son frère était exécuté, il ne put les convaincre du caractère criminel d'Ératosthène<sup>39</sup>, d'autant plus qu'il insista sur les liens de ce dernier avec Théramène<sup>40</sup>. Son seul argument était qu'Ératosthène avait rencontré Polémarque dans la rue et qu'il lui aurait été plus facile, à lui qui, de surcroît, prétendait s'être opposé à la mesure hostile aux métèques, de ne pas remplir sa mission qu'à Théognis et Pison, les auteurs de la proposition, qui l'avaient trouvé, lui Lysias, dans sa maison à table avec des hôtes<sup>41</sup>.

Un semblable échec fut sans doute le lot des accusateurs d'Agoratos, un personnage de bien moindre importance qui avait cherché à faire oublier son origine vraisemblablement servile dans une activité brouillonne entre 410 et 403<sup>42</sup>. Après le retour de la démocratie, la famille d'un certain Dionysiodôros,

35 Sur l'examen préliminaire (*dokimasia*) qui concernait à Athènes les conseillers, les archontes, les stratèges, les orateurs, les cavaliers, mais aussi les invalides pensionnés par l'État, sans oublier les pièces de monnaie et les animaux de sacrifice, voir Christophe FEYEL, *DOKIMASIA. La place et le rôle de l'examen préliminaire dans les institutions des cités grecques*, Nancy, Association pour la Diffusion de la Recherche sur l'Antiquité (Études d'histoire ancienne, 36), 2009.

36 Cette décision des démocrates était aussi conforme à l'idée de la continuité de l'État athénien.

37 PS.-ARISTOTE, *Constitution des Athéniens*, XXXVIII 3. Même si le second collège des Dix est une fiction et s'il n'y a pas d'autre attestation de son élection comme stratège, sa charge probable de trésorier d'Athènes en 402/401 prouve qu'il reçut quitus de sa charge : Peter John RHODES, *A Commentary on the Aristotelian Athenaion Politeia*, Oxford, Clarendon Press, 1993, p. 459-462.

38 LYSIAS, *Contre Ératosthène*.

39 Quoiqu'il n'existe aucune preuve d'une activité politique ultérieure d'Ératosthène, son acquittement est quasi certain, compte tenu de son implication réelle, du désir d'apaisement largement répandu dans la société athénienne et du poids de ses relations : voir Louis GERNET, notice au *Contre Ératosthène*, dans LYSIAS, *Discours*, I (n° 19), p. 159.

40 LYSIAS, *Contre Ératosthène*, 62-79.

41 LYSIAS, *Contre Ératosthène*, 8 ; 16.

42 LYSIAS, *Contre Agoratos*.

vraisemblablement un chef de contingent militaire (taxiarque), exécuté pour son opposition à la paix en 404, eut recours à la prise de corps contre Agoratos qui, arrêté, avait dénoncé leur parent et provoqué sa mort. La cause des accusateurs était mauvaise, car Agoratos avait rejoint les démocrates à Phylé et n'était donc pas un résistant de la dernière heure ; il n'avait pas tué la victime de sa main propre, il était donc couvert par l'amnistie ; enfin, la prise de corps était discutable en ce cas, même si le statut de métèque, d'un métèque qui avait de surcroît usurpé à un certain moment la citoyenneté, pouvait expliquer la procédure sommaire.

Les redditions de compte de l'été 403, les procès pour meurtre, souvent légalement discutables, ce qui explique les acquittements qui en furent souvent la conclusion, n'épuisèrent pas le ressentiment de certains démocrates. Les examens préliminaires permirent pendant près d'un quart de siècle de ressortir le passé des futurs conseillers et magistrats. Ils servaient prioritairement à établir si la personne désignée par le sort ou élue répondait bien aux critères de citoyenneté et d'âge exigés et se passaient sous la forme d'un questionnaire auquel la personne concernée répondait en fournissant des témoins. La séance était ouverte et n'importe quel citoyen jouissant de ses droits pouvait intervenir comme accusateur. Ce qui donnait lieu un procès s'achevant ou non par l'invalidation de l'accusé et la nécessité de recourir à un suppléant.

Le premier discours conservé relatif à cet examen nous est parvenu incomplet et sous un titre qui ne correspond pas à son contenu. *Pour un citoyen accusé de menées contre la démocratie* est en effet un discours que Lysias écrivit vers 400 pour un modéré dont le seul tort, à l'entendre, aurait été d'être resté dans la Ville avec les oligarques : « [il s'est] conduit comme l'aurait fait le meilleur des citoyens du Pirée, s'il était resté dans la Ville »<sup>43</sup>. Il n'avait pas exercé de magistrature ni fait partie du Conseil sous les Trente ; d'abord favorable au régime oligarchique, il devint un modéré, mais ne manifesta jamais une opposition qui aurait conduit à son bannissement. Ce personnage terne de bon citoyen, bon soldat, qui s'était donné pour principes de « ne pas convoiter le bien des autres, sous l'oligarchie, et, sous la démocratie, [de] dépenser le [s]ien pour [le Peuple] de bon cœur »<sup>44</sup>, fut sans doute accusé pour des raisons d'inimitié personnelle et sa nomination à une fonction que nous ignorons ne dut point être invalidée<sup>45</sup>.

Dans le cas de Philôn<sup>46</sup> que le sort désigna en 398 pour être conseiller, l'accusation fut celle de manque de civisme. On lui reprocha de s'être tenu à l'écart du conflit entre les démocrates et les oligarques, sans qu'il fût fait

---

<sup>43</sup> LYSIAS, *Pour un citoyen accusé de menées contre la démocratie...*, 2.

<sup>44</sup> LYSIAS, *Pour un citoyen accusé...*, 17.

<sup>45</sup> Louis GERNET, notice au *Pour un citoyen accusé...*, dans LYSIAS, *Discours*, II, Paris, Collection des Universités de France, 1926, p. 113.

<sup>46</sup> LYSIAS, *Contre Philôn. Examen devant le conseil*.

d'ailleurs allusion à la loi attribuée à Solon<sup>47</sup> : banni de la Ville avec ceux qui n'avaient pas été jugés dignes de faire partie des Trois Mille, au lieu d'aller au Pirée ou de participer à la résistance à l'étranger, il avait vécu à la campagne avant de s'installer à Ôrôpos, à la frontière de l'Attique, au moment précisément de la « descente » au Pirée des hommes de Phylé. Choisir de vivre à l'étranger comme métèque, alors que la patrie vit des heures difficiles, a toujours été considéré comme un crime par l'opinion athénienne<sup>48</sup>. Circonstance aggravante, Philôn utilisa Ôrôpos comme base pour des opérations de pillage dans la campagne de l'Attique pendant la période qui s'écoula entre le combat de Mounychie et la réconciliation des deux partis, alors qu'il prétendait avoir été empêché de rejoindre les combattants du Pirée par une infirmité<sup>49</sup>. Le chef d'accusation est ainsi passé d'incivisme à brigandage, ce qui relevait de la peine de mort en cas de flagrant délit. Pour achever son portrait de l'accusé en « indigne du nom de citoyen », l'accusateur le peint en mauvais fils, puisqu'il déclare que sa mère avait donné de l'argent pour son enterrement à un homme avec qui elle n'avait aucun lien de parenté, faute de pouvoir compter sur son fils<sup>50</sup>. Il annonce ainsi l'orientation que l'examen préliminaire connu au cours du IV<sup>e</sup> siècle quand le thème de la moralité privée comme signe de la moralité publique prit une place de plus en plus importante<sup>51</sup>. Le cas de Philôn s'oppose à celui de l'invalidé soumis à un autre examen, celui qui lui permettait de toucher son indemnité : ce dernier rappelle en effet que, sous les Trente, il se trouvait en exil à Chalkis avec les démocrates, alors qu'il aurait pu tranquillement jouir de ses droits politiques à Athènes<sup>52</sup>.

Le *Pour Mantithéos*, prononcé vers 392-390, montre que les passions sont encore vives plus de dix ans après les événements : désigné par le sort pour être conseiller, Mantithéos fut accusé d'avoir servi comme cavalier sous les Trente. L'homme à la moralité privée et publique irréprochable avait de quoi irriter : il continuait de porter les cheveux longs des jeunes aristocrates laconophiles<sup>53</sup> et, pendant la guerre de Corinthe en 394, son zèle le poussa à demander l'envoi au front de son bataillon sans tirage au sort<sup>54</sup>. On peut comprendre alors que ses détracteurs aient utilisé son inscription parmi les cavaliers sous la démocratie<sup>55</sup> pour lui reprocher des actes hostiles aux démocrates sous le régime

47 Louis GERNET, notice au *Contre Philôn*, dans LYSIAS, *Discours*, II, *op. cit.*, n° 45, p. 171.

48 Voir LYCURGUE, *Contre Léocrate*, 21-25.

49 LYSIAS, *Contre Philôn*, 15-18.

50 LYSIAS, *Contre Philôn*, 20-22.

51 Christophe FEYEL, *DOKIMASIA...*, *op. cit.*, n° 35, p. 198-207.

52 LYSIAS, *L'invalidé*, 22.

53 LYSIAS, *Pour Mantithéos*, 18. Cette coiffure n'était pas si innocente que Mantithéos le prétend : voir Jean TAILLARDAT, *Les images d'Aristophane. Études de langage et de style*, Paris, Belles Lettres, 1965, § 327.

54 LYSIAS, *Pour Mantithéos*, 16.

55 LYSIAS, *Pour Mantithéos*, 13 : en 395, il fut enrôlé comme cavalier, mais demanda à servir comme fantassin pour ne pas avoir l'air de chercher à éviter les risques.

oligarchique<sup>56</sup>. L'argument qu'opposa Mantithéos — il ne figurait pas parmi ceux qui durent rembourser l'indemnité de cavalier<sup>57</sup> — a du poids, même si, comme le remarque L. Gernet, l'accusé laisse dans l'ombre certains points, comme ses activités sous les Dix<sup>58</sup>. L'alibi, solide, que lui avait fourni son père en l'envoyant auprès de Satyros, le dynaste du Pont, ne valait que pour la période qui s'étendait entre les mois précédant la défaite d'Aigos-Potamos et la veille de la chute des Trente, puisqu'il reconnaît être rentré cinq jours avant la « descente » au Pirée des hommes de Phylé<sup>59</sup>.

L'examen d'Évandros qui se déroula en 383/382 est le dernier cas connu où la question de l'action sous les Trente fût posée<sup>60</sup>. Évandros avait été tiré au sort pour être archonte suppléant, mais le titulaire de la charge, un certain Léodamas, avait été invalidé<sup>61</sup>. L'examen eut donc lieu dans une certaine précipitation, puisque c'était l'avant-dernier jour de l'année. L'accusateur, particulièrement combatif, est conscient de l'écoulement du temps et de la pression que peut exercer la nécessité d'avoir un archonte pour présider aux rites d'entrée en une nouvelle année, même s'il existe des précédents où les cérémonies furent accomplies par les autres membres du collège<sup>62</sup>. Il insiste sur le fait que l'accusé n'a pas les mains pures et qu'il ne peut donc pas participer à des actes rituels, ce qui laisserait entendre qu'il est homicide<sup>63</sup>, mais rien de précis n'est reproché à Évandros, sinon d'avoir été un partisan des Trente. Les crimes du régime oligarchique sont en fait devenus un *topos* rhétorique utilisé dans une vengeance personnelle par un ami de l'archonte invalidé qui, lui, avait fait partie des Quatre-Cents<sup>64</sup>. L'accusateur expose, avec une insistance singulière, que ni son père, ni lui n'ont eu part à l'oligarchie, l'un pour être mort en Sicile, près de dix ans avant 404, l'autre pour avoir été encore mineur à cette époque, et il déclare que ses ancêtres n'étaient pas des partisans des Pisistratides<sup>65</sup> : le rapprochement des deux « tyrannies » est significatif d'une réécriture de l'histoire à un moment où les événements cessent d'avoir la pertinence du vécu. L'un des passages les plus étranges de ce discours est celui où l'accusateur évoque le scandale qu'il y aurait à ce que l'accusé, en vertu des

---

56 Sur le rôle des cavaliers sous les Trente, voir XÉNOPHON, *Helléniques*, II, 4, 4-7 ; 9 ; 10.

57 LYSIAS, *Pour Mantithéos*, 6-7.

58 Louis GERNET, Notice au *Pour Mantithéos*, dans Lysias, *Discours*, II, *op. cit.*, n° 45, p. 5-6.

59 LYSIAS, *Pour Mantithéos*, 4.

60 LYSIAS, *Au sujet de l'examen d'Évandros*.

61 Il s'agit de la magistrature de l'archonte par excellence qui donne son nom à l'année.

62 LYSIAS, *Sur l'examen d'Évandros*, 1 ; 6-8.

63 Le début du discours, non conservé, comme sa fin, précisait peut-être la nature du crime à l'origine de l'impureté (*Sur l'examen d'Évandros*, 8), mais il peut s'agir aussi d'une complicité dans les assassinats dont se rendirent coupables les Trente : voir Louis GERNET, notice du *Sur l'examen d'Évandros*, dans LYSIAS, *Discours*, II, *op. cit.*, n° 45, p. 126.

64 *Ibidem*, p. 127.

65 LYSIAS, *Sur l'examen d'Évandros*, 21-22.

prérogatives de sa charge, fût amené à juger du sort des épiclères (filles dépourvues de frères et chargées de transmettre les biens de la famille) et des orphelins « dont il [aurait] causé lui-même le deuil ». Vingt et un ans après la tyrannie des Trente, il était impossible que les victimes eussent des filles de quatorze ou quinze ans (âge au mariage des épiclères) ou des fils de dix-huit ans (âge de la majorité), dont l'archonte aurait à s'occuper. Les juges n'entendaient le discours qu'une fois, mais les commentateurs modernes ne semblent pas avoir souligné l'absurdité du propos<sup>66</sup>. L'acharnement de l'accusateur ou le souci d'avoir un magistrat pour commencer l'année conduisit à l'acquiescement d'Évandros, qui est connu pour être l'archonte de 382/381<sup>67</sup>.

Après les années 380, la tyrannie des Trente cessa d'appartenir au passé d'hommes politiques encore actifs et à la mémoire personnelle des individus pour devenir de l'histoire. Les orateurs y puisèrent des exemples d'actes héroïques ou de crimes pour leurs discours politiques ou judiciaires, même s'ils confondaient parfois les oligarchies, comme Lycurgue qui met en relation avec la tyrannie des Trente le décret de Démophantos accordant l'impunité de celui qui tuerait un citoyen coupable d'avoir renversé la démocratie ou d'avoir exercé une magistrature sous un gouvernement oligarchique, alors que la mesure est une conséquence du coup d'État des Quatre-Cents<sup>68</sup>. La guerre civile trouva aussi sa place dans le discours de l'oraison funèbre à côté des guerres étrangères, même si les deux textes connus où elle est mentionnée ont un statut ambigu, que ce soit celui qui est attribué à Lysias, puisque, s'il est bien de lui, il fut écrit pour un citoyen, seul habilité à intervenir lors des funérailles d'État, ou celui que, dans le *Ménexène* de Platon, Socrate prétend tenir d'Aspasie, doublement disqualifiée par ses qualités de femme et d'étrangère<sup>69</sup>. Dans les deux discours, en lien réel ou fictif avec la guerre de Corinthe, la situation de division est attribuée au malheur des temps<sup>70</sup>, la mauvaise fortune (*dystychia*) ou les malheurs (*kaka*) dont on jure de ne pas garder mémoire. Les Athéniens, qui, démocrates ou oligarques, parlaient cru quand ils exerçaient le pouvoir, jouaient de l'euphémisme, quand il s'agissait de réconciliation et d'avenir commun. Il est vrai que l'oraison funèbre est un genre qui gomme les divisions et présente une cité unanime dans la gloire et la douleur. Lorsque Lysias mentionne les

<sup>66</sup> Louis GERNET, dans LYSIAS, *Discours*, II, *op. cit.*, n° 45, p. 132, n° 2, se demande seulement si Évandros appartiendrait à un groupe non couvert par l'amnistie intégrale et Chr. FEYEL, *op. cit.*, n° 35, p. 173-174 ne commente pas le passage.

<sup>67</sup> Peter John RHODES et Robin OSBORNE, *op. cit.*, n° 8, p. 543, table des archontes athéniens 403/402-323/322.

<sup>68</sup> LYCURGUE, *Contre Léocrate*, 124. La date véritable est donnée de façon très claire par Andocide (*Sur les Mystères*, 95-99).

<sup>69</sup> Voir Nicole LORAUX, *L'invention d'Athènes. Histoire de l'oraison funèbre dans la « cité classique »*, Paris - La Haye, Mouton, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Civilisations et sociétés 65), 1981.

<sup>70</sup> LYSIAS, *Oraison funèbre*, 65 ; PLATON, *Ménexène*, 244 a-b.

étrangers venus au secours de la démocratie, il rappelle que la cité a honoré de la même façon tous les morts ; il ne pouvait pas en cette circonstance dire que le traitement des survivants et des orphelins n'avaient pas été le même<sup>71</sup>. Dans le troisième quart du IV<sup>e</sup> siècle, quand d'autres oppositions dominèrent la vie politique, l'oligarchie des Trente et la lutte des démocrates contre elle faisaient l'objet d'une vulgate qui rendait les choix évidents. C'est ce qui explique les étonnements et les incompréhensions que manifeste le Pseudo-Aristote et qui se retrouvent chez les auteurs d'époque impériale. Les démocrates athéniens de 403 étaient peut-être moins généreux que les philosophes ne le pensèrent, mais ils avaient une vision réaliste des choses. Il fallut certes quelques années pour que passe ce passé violent, mais il finit par passer et céder la place à une histoire apaisée, certes quelque peu mensongère, puisque rien n'avait été fait pour entretenir la haine au sein de la communauté civique.

---

<sup>71</sup> LYSIAS, *Oraison funèbre*, 66.

**PIERRE II DE CHALLES, CAPITAINE ARMAGNAC (1409-1436)**

**RENSEIGNEMENT, DÉSINFORMATION ET PILLAGE  
DURANT LA GUERRE CIVILE**

Benoît LÉTHENET

De 1407 à 1435, « Bourguignons » et « Armagnacs » s'affrontent à travers sièges, tueries et retournements d'alliances. Après l'assassinat du duc Louis d'Orléans, l'antagonisme des princes est tel que le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, est lui-même assassiné en présence du futur Charles VII. Ainsi, les puissants ducs de Bourgogne, loin de devenir les alliés de la France, constituent pour elle la plus grave menace. La « maudite guerre<sup>1</sup> » s'achève avec la réconciliation entre Philippe le Bon et Charles VII au traité d'Arras de 1435. Les grandes phases et les principaux acteurs de la guerre civile sont connus. Ces acteurs ont, en partie, la guerre pour culture. C'est le cas du capitaine armagnac, Pierre II de Challes, confronté à la guerre dans le Mâconnais. Son expérience, qui s'étend sur une trentaine d'années, reflète les pratiques sociales, économiques, politiques et culturelles liées au conflit. La vie politique est alors dominée par les princes ; dans quelle mesure le parcours de Pierre II de Challes traduit-il leur lutte d'influence ?

**I. Pierre II de Challes, capitaine armagnac**

**Une puissante famille**

Pierre II de Challes est issu d'une ancienne famille, originaire de la Dombes, au service des sires de Beaujeu<sup>2</sup>. Son grand-père, Hugues, est

---

<sup>1</sup> Jacques d'AVOUT, *La querelle des Armagnacs et des Bourguignons. Histoire d'une crise d'autorité*, Paris, Gallimard, 1943 ; Bertrand SCHNERB, *Les Armagnacs et les Bourguignons. La maudite guerre*, Paris, Payot, 1988.

<sup>2</sup> Pierre-François GACON, Agricole-Charles-Nestor LATEYSSONNIÈRE, *Histoire de Bresse et du Bugey, à laquelle on a réuni celle du pays de Gex, du Franc-Lyonnais et de la Dombes*, 4 vol., Bourg, P. F. Bottier, 1825 ; Samuel GUICHENON, *Histoire de Bresse et du Bugey*, 4 vol., J.-A. Huguetan, 1650 ; Marie-Claude GUIGUE, *Mémoires pour servir à l'histoire de Dombes, par Louis Aubret conseiller au parlement de Dombes (1695-1718)*, vol. 2, Trévoux, J.-C. Damour, 1868 ; Noël VALLET (abbé), « Notes sur les seigneurs de Challes en Dombes », *Revue de la Société littéraire, historique et*

conseiller d'Antoine et d'Édouard II de Beaujeu. Il est bailli de leurs possessions en terre d'Empire. Son fils, Jean II, châtelain de Thoissey, s'illustre à plusieurs reprises comme leur créancier. Il avance une partie de la rançon d'Antoine lorsque ce dernier est capturé à la bataille de Brignais. Prisonnier en Aragon, il le libère encore pour 800 francs. Plus tard, en 1372, à l'occasion du mariage d'Antoine et de Béatrice, fille de Jean III de Chalon-Arly, Marguerite de Vienne, tutrice de Jean III, reconnaît lui devoir 4 000 francs<sup>3</sup>. Jean II de Challes est porté caution pour une partie de la dot. À la fin de sa vie, en 1399, il paye encore 757 l. 2 s. au créancier d'Édouard II, Simon Spifame, que son maître est incapable de rembourser. Charles VI dépossède alors de ses titres le dernier sire de Beaujeu, retenu au Châtelet à Paris, et transfère la seigneurie à Louis de Bourbon.

À compter du 5 juillet 1337, les sires de Beaujeu reçoivent l'investiture des terres qu'ils tiennent dans la Dombes du comte de Savoie. Ce dernier cherche à étendre son autorité jusqu'à la Saône. En novembre 1364, Jean II de Challes fait l'hommage à Antoine de Beaujeu pour le Châtelard de Broyes<sup>4</sup> (Challes). À Châtillon-sur-Chalaronne, le 6 septembre 1369, Amédée VI, voulant s'attribuer la souveraineté sur la Dombes, contraint les seigneurs pourvus de biens dans ces confins à le reconnaître comme suzerain. En réponse à cette nouveauté, le 2 janvier 1370, Antoine de Beaujeu reçoit à Thoissey les serments des seigneurs de la Dombes. En septembre 1376, la vente du droit de fief en Dombes par Édouard II au comte de Savoie n'aboutit pas. C'est ainsi qu'à Thoissey, à la fin de l'année 1400, Louis de Bourbon reçoit l'hommage des seigneurs de Challes.

### Démêlés avec les ducs de Savoie

Le fils de Jean II de Challes, Pierre II, apparaît dans les sources en 1409. Amé de Viry, capitaine du duc de Savoie revenant de Liège, ravage la Dombes. Il prend Anse et Belleville. Pierre II participe à la défense de Thoissey. Il défend encore la ville en 1410. En janvier 1412, il est témoin des trêves établies à Thoissey et à Mâcon. Alors que Jean I<sup>er</sup> de Bourbon est fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, le duc de Savoie en profite pour étendre son autorité sur la Dombes. Par un sergent de la Bresse, il ajourne Pierre II en décembre 1417, et lui demande l'hommage. Le procureur de Jean I<sup>er</sup> affirme alors que la seigneurie de Thoissey est dans la justice des sires de Beaujeu et n'a aucun ressort supérieur, que le Châtelard de Broyes dépend de cette seigneurie et qu'il est dans la franchise de Thoissey. Les témoins interrogés s'accordent sur ces points.

---

*archéologique du département de l'Ain*, 16<sup>e</sup> année, Bourg, 1887, p. 19-26 ; p. 76-80 ; p. 109-115 ; p. 156-161.

<sup>3</sup> Ferdinand de LA ROCHE LA CARELLE, *Histoire du Beaujolais et des sires de Beaujeu*, vol. 1, Lyon, Louis Perrin, 1853, p. 173-174.

<sup>4</sup> Châtelard de Broyes, commune de Saint-Didier-sur-Chalaronne.

Le sergent de la Bresse, aux ordres du bailli Guy de La Palud, est arrêté, entendu et condamné. Renaud de la Bussière, bailli du Beaujolais, réunit à Villefranche la noblesse locale. Pierre II lui remet le château et une garnison y est établie. Amédée VIII, profitant toujours de l'absence de Jean I<sup>er</sup>, force une nouvelle fois Pierre II à lui faire hommage. Il l'arrête et l'emprisonne à Bourgen-Bresse durant deux mois et demi. Le 22 décembre 1422, Pierre II est contraint à prêter serment ; ce sera un moyen détourné de mettre un terme aux pillages dans le Mâconnais. Ce capitaine du duc de Bourbon change d'obédience. À l'assemblée de Vimy, le 19 août 1425, les officiers de la duchesse Marie de Berry réclament réparation des hommages. Le capitaine revient à son ancienne allégeance. Au début de l'année 1430, voulant s'emparer de Trévoux, Amédée VIII conduit à nouveau Pierre II en captivité. Le duc fait mettre les armoiries de Savoie au Châtelard de Broyes. De retour, en août 1430, Pierre II doit encore faire face au pillage de la Dombes par François de La Palud. Il meurt vers 1436.

Vassal du duc de Bourbon, du côté de Charles VII, Pierre II de Challes participe à la « maudite guerre » entre Armagnacs et Bourguignons (1407-1435). Il est à l'origine des principaux coups de force autour de Mâcon.

### Un capitaine de compagnie

Les seigneurs du Beaujolais sont à la tête de compagnies dont les effectifs varient, de 5 à 25 hommes d'armes soldés. La composition de la compagnie de Pierre II nous est livrée dans un document de 1418<sup>5</sup>. Elle est la suivante : quatre écuyers, dont le capitaine ; treize hommes d'armes ; quatre sergents, tous de Mâcon ; deux gens de métiers ; un officier et un homme dont le statut n'est pas mentionné. Le soldat professionnel forme avec ses compagnons une communauté soudée, qui reconnaît obéir à un chef.

Les nobles et les écuyers sont placés en tête de la liste dressée dans le document de 1418 : « Guillaume de Fontaynes, escuyer, de Toysesey » ou encore « Jean de Viegne, escuyez, dit La Baume ». Un autre est appelé « le bastard du Déal ». Le recrutement des gens d'armes ne se limite pas aux possesseurs de fiefs et aux nobles. Les détenteurs d'un office sont assez connus pour être mentionnés. Le prévôt et le capitaine de Belleville, les sergents du Mâconnais et de Villefranche participent aux opérations de guerre. On rencontre des valets, dont les maîtres sont parmi les principaux acteurs. Seule la *fama* distingue les hommes les plus importants. Les autres sont englobés dans la mention « et plusieurs autres, tant leurs serviteurs, comme gens à pié et à cheval ». Les serviteurs sont les auxiliaires des gens d'armes : le coutelier et le page ; les gens

---

<sup>5</sup> Archives municipales de Mâcon [AMM], EE 43/13. Une édition partielle dans Adrien ARCELIN, « Histoire de la Roche de Solutré », *Annales de l'Académie de Mâcon*, 2<sup>e</sup> série, II, Mâcon, 1880, p. 150-155.

de pied et à cheval constituent l'infanterie, montée au besoin, laquelle se compose d'hommes de trait et de pavoisiers. Combien sont-ils ? Peut-être deux ou trois pour un homme d'armes. Les effectifs au complet, sachant que la compagnie est, sur le papier, composée de vingt-cinq hommes d'armes, se montent peut-être à 150 hommes et autant de chevaux.

Ce monde de combattants s'adjoint les services de non-combattants, des « gens à pié qui ravitaillaient et conduisoient le bestail », nécessaires au bon fonctionnement d'une compagnie. Comme toute armée en campagne, la compagnie dispose d'un service d'intendance. L'appât du gain attire des bourgeois, qui souhaitent tirer profit des dépouilles du Mâconnais. Des « barbiers, tondeurs et autres gens subgiéz du pais de Beaujoloys » suivent Pierre II. Les gens des métiers représentaient sans doute des effectifs loin d'être négligeables. Ils participent à la vie et à l'organisation d'une troupe en campagne.

Les princes n'engagent pas d'actions sans s'en faire préciser les enjeux et les cibles. Le renseignement est un instrument de puissance et de cohérence. Il leur est nécessaire, ne serait-ce que pour mener une politique de défense réaliste. Pierre II y participe.

## II. Renseignement et désinformation

### La pratique du renseignement

#### *Le rôle des transfuges*

En juillet 1418, Jean sans Peur prononce la révocation de tous les offices. S'ensuit une destitution massive des officiers royaux. Dans le Mâconnais, la troupe de Pierre II recrute des transfuges<sup>6</sup>, soit six sergents royaux, qui avaient occupé des fonctions importantes. Jean Rutant, qualifié de « discret homme » est lettré, lieutenant du prévôt royal de Mâcon. Jean Étienne est désigné comme « mestre » alors que Renaudier de Sidrat est chargé de représenter la ville devant le roi en 1413. Symon de la Chapelle et Jeannin du Bief les accompagnent. Ces hommes, instruits et dynamiques à servir la ville et le roi « non volans eulx adhérez au bon propos de monseigneur de Bourgogne [...] se sont retrais et demeurent en Beaujoloys, et par conséquent sont à présent subgés de monseigneur de Bourbon<sup>7</sup>. »

Outre les sergents déjà cités, apparaissent d'autres bourgeois, Clément Tardi, Perronin Rousset, Guionet de Champanet, ainsi que des seigneurs, le seigneur de Verneuil, André et Henri Chevrier, Renaud de la Bussière ou Humbert de Bletterans. Au même moment, le doyen et le chantre de Saint-

---

<sup>6</sup> Michèle ESCAMILLA, « Antonio Rincón : transfuge, espion, ambassadeur et *casus belli* au temps de Charles Quint », dans Béatrice PEREZ (dir.), *Ambassadeurs, apprentis espions et maîtres comploteurs*, Paris, PUPS, 2010, p. 87-160.

<sup>7</sup> Archives départementales de la Côte d'Or [ADCO], B 5079, fol. 7v<sup>o</sup>.

Pierre de Mâcon se sont repliés à Beaujeu. Les biens qu'ils tenaient hors de la ville ont été amodiés. Antoine Boisson reprend les biens de Jean Rutant à Senozan, Saint-Albain, La Salle et Vêrizet ; les vignes et les prés des Chevrier, à Saint-Martin-des-Vignes ; plusieurs biens à Flacé ; les prés de Humbert de Bletterans à Vaux. Il acquiert facilement un bel ensemble de terres.

La présence des transfuges est efficace. Jean Rutant conduit Pierre II à Verzé dans le but d'incendier le manoir du prévôt bourguignon, Antoine Mercier. Puis, il le guide « en naveles, par la revière de Sonne » jusqu'aux portes de Mâcon. Enfin, un raid mené dans le bois de La Salle, à 15 km au nord de la ville, est habilement exécuté grâce à sa connaissance des lieux. Un bourgeois pro-bourguignon y est capturé. Les opérations de saccage visent les profiteurs et les accapareurs enrichis par la guerre. Elles ciblent, sur les conseils d'hommes qui connaissent la région, les individus qui se sont accommodés de la présence bourguignonne.

### *Le rôle des « espies »*

Dans la lutte qui oppose les Armagnacs aux Bourguignons, le sénéchal de Lyon Humbert de Grolée et le capitaine du Bourbonnais Gilbert Motier, seigneur de La Fayette, reçoivent de Charles VII l'autorisation de mener les opérations de guerre depuis le Lyonnais et le Beaujolais<sup>8</sup>. Ils obtiennent le soutien des places fortes de la région<sup>9</sup> et commandent la collecte de l'information. L'« espie<sup>10</sup> » est envoyé « savoir et enquérir des nouvelles » ; voire

<sup>8</sup> Archives municipales de Lyon [AML], AA 26/21.

<sup>9</sup> Jean DÉNIAU, *La commune de Lyon et la guerre bourguignonne, 1417-1435*, Lyon, Masson, 1934, p. 620-621, pièces XI et XII.

<sup>10</sup> Christopher ALLMAND, « Intelligence in the Hundred years war », dans *Go spy the Land. Military Intelligence in History*, Keith NELSON (éd.), Londres, 1992, p. 31-47 ; Christopher ALLMAND et J. R. ALBAN, « Spies and Spying in the fourteenth century », dans *War, literature and Politics in the Late Middle Ages*, Liverpool, Christopher ALLMAND (éd.), 1976, p. 73-101 ; David CROOK, « The confession of a spy, 1380 », *Historical Research*, t. 62, 1989, p. 346-350 ; Ralph A. GRIFFITHS, « Un espion à Londres, 1425-1429 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 86, 1979, p. 399-403 ; Wolfgang KIERGER, *Geheimdienste in der Weltgeschichte. Spionage und verdeckte Aktionen von der Antike bis zur Gegenwart*, Munich, C.H. Beck Verlag, 2003, « Einleitung », p. 7-19 ; André LEGUAI, « Espions et propagandistes de Louis XI arrêtés à Dijon », *Annales de Bourgogne*, 1951, p. 50-55 ; Werner PARAVICINI, « Ein Spion in Malpaga. Zur Überlieferungsgeschichte der Urkunden des René d'Anjou und Karls des Kühnen für Bartholomeo Colleoni », dans Hagen KELLER, Werner PARAVICINI, Wolfgang SCHIEDER (dir.), *Italia et Germania. Liber Amicorum Arnold Esch*, Tübingen, De Gruyter, 2001, p. 469-489 ; Fritz QUICKE, « Jean de Saint-Amand, chanoine de Cambrai, chapelain du pape : faussaire, traître et espion (13 ?-1368) », dans *Études d'Histoire dédiées à la mémoire de Henri Pirenne par ses anciens élèves*, Bruxelles, Nouvelle Société d'Éditions, 1937, p. 265-289 ; Bastian WALTER, *Informationen, Wissen und Macht. Akteure und Techniken städtischer Außenpolitik Bern, Straßburg und Basel im Kontext der Burgunderkriege (1468-1477)*, Stuttgart, F. Steiner Verlag (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte Beiheft 218), 2012 ; Bastian WALTER, « Urban Espionage and Counterespionage during the Burgundian Wars (1468-1477) », *Medieval Military History*, n° 9, 2011, p. 132-145.

« sentir » ou « regarder » la conduite des ennemis. Entre le 1<sup>er</sup> septembre 1417 et le 22 mars 1422, on observe un plan de recherche développé en trois axes :

Le premier axe est orienté au nord en direction de la Bourgogne et de la ligne de front. Il relève du renseignement tactique. Le 5 septembre 1417, les bourgeois de Mâcon entrent dans l'orbite bourguignonne et acceptent une garnison qui menace Lyon et le Lyonnais. Pierre II de Challes et ses compagnons montent des « embusches pour espier » le trafic sur la Saône. Pierre Furet, maître de la monnaie de Mâcon, perd un bateau chargé de billon, d'une valeur de 1200 l. t. Un bourgeois, François Loup, chevauche sept jours et demi « pour savoir et enquérir des nouvelles ». Un second, en février 1418, envoie un message en Bourgogne à un correspondant anonyme pour obtenir des informations<sup>11</sup>. Au besoin, la discrétion nécessite de recourir aux religieux<sup>12</sup>. Les renseignements peuvent être obtenus par la capture de messagers<sup>13</sup>. Saisir l'information le plus tôt possible sur les forces et les faiblesses de l'adversaire, sur ses provisions, ou sur la qualité de son commandement et de ses troupes est primordial. La présence de transfuges facilite la conduite des observations sur place.

Pour améliorer le rendement du renseignement, les Lyonnais surveillent également la Bresse. Le Châtelard de Broys est ici aux avant-postes. Amédée VIII est un voisin dangereux pour les partisans de Charles VII. Ainsi, en mai 1418, Jean Mogon dit Gatry conduit une reconnaissance en profondeur. Il mène sa troupe du Dauphiné à Anse, puis à Saint-Laurent-sur-Saône et « es autres lieux de Breysse, savoir s'il y avoit nulles gens d'armes que l'on disoit qui venoyent sus Lion ». En août 1420 et septembre 1421, Gatry chevauche de nouveau en Bresse. Les données recueillies permettent de conduire une campagne sur le long terme par une meilleure connaissance de l'adversaire.

Pour limiter l'incomplétude du dispositif lyonnais, un troisième axe oriente les recherches en Savoie. Il est ordonné en mars 1422 que Jean de Gou se rendra à Genève et Pierre Contrevoz remontera le Rhône jusqu'à Seyssel « pour sentir nouvelles ». Ici, les informations recueillies fournissent des indications d'ordre stratégique. Mais l'acquisition du renseignement porte davantage sur des données économiques, psychologiques et politiques. Il s'agit d'obtenir des données qui permettent une vision stratégique élargie des atouts et contraintes de l'adversaire.

La recherche de l'information doit cependant se garder de la désinformation, ce subterfuge qui vise l'adversaire en lui fournissant des informations erronées susceptibles de lui faire prendre de mauvaises décisions.

---

<sup>11</sup> AML, AA 78/10.

<sup>12</sup> Georges GUIGUE, *Registres consulaires de la ville de Lyon*, I, 1416-1422, Publication de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, 1882, p. 90, p. 98, p. 368.

<sup>13</sup> AML, AA 82/91.

## Désinformation

Les Bourguignons ou les Bressans mènent à Lyon une opération de désinformation qui touche Pierre II. Sur l'affaire, nous n'avons qu'une lettre<sup>14</sup>. La désinformation repose sur une première opération de manipulation de l'opinion publique. Dans sa lettre datée du 5 juillet 1419, adressée aux bourgeois de Lyon, Pierre II s'étonne de la « commotion du peuple » intervenue à son encontre alors qu'il était dans la ville. L'opinion publique a été alertée. La seconde opération suppose l'emploi de moyen détournés. Les attaques portées contre le capitaine procèdent d'une manipulation de l'opinion par des agents agitateurs et infiltrés. En effet, il écrit : « et si ne sçay à la promotion de cui [...] il ne peut estre que ceste commotion n'aist esté faite par aucuns mes ennemis semans paroles séditiueuses. » La rumeur, qui n'est pas vérifiée et validée, peut submerger le renseignement officiel. L'espace public s'affirme comme le lieu disputé du partage du pouvoir. Nous savons, par un second document, que c'est par un intermédiaire privé, présent à Lyon, que le bailli bourguignon de Mâcon essaie de s'attacher la ville<sup>15</sup>.

Enfin, le troisième aspect de cette entreprise de désinformation est une manœuvre politique qui vise à ternir la réputation d'un capitaine armagnac opérant sous les murs de Mâcon et résistant aux ducs de Bourgogne et de Savoie. La manœuvre fait passer un authentique capitaine pour un brigand. La finalité de cette opération est double : restaurer la confiance des Lyonnais envers les autorités bourguignonnes et savoyardes ; sensibiliser l'opinion publique à la question de la réforme du royaume par Jean sans Peur. Cette affaire n'est pas un cas isolé et les agitateurs disqualifient plusieurs bourgeois<sup>16</sup>.

L'affaire donne à écouter aux bourgeois ce qu'ils souhaitent entendre : elle mobilise les stéréotypes du temps sur les gens d'armes et pillages. Ceux-ci font l'amalgame entre brigandage et guérilla. Or, le capitaine armagnac excelle dans la pratique de la guérilla comme l'a montré son action dans le Mâconnais.

### III. La « maudite guerre » dans le Mâconnais

#### Le catalogue des méfaits

Les destructions économiques sont un objectif militaire explicite. Le 24 février 1418<sup>17</sup>, Pierre II et ses hommes arrivent « en un bateau par la reviere de Saone, au point du jour », à la pêcherie de Mâcon. Ils sont guidés par Jean Rutant<sup>18</sup> et détruisent plusieurs bateaux chargés de poissons. Ils ramènent leurs

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, AA 78/9.

<sup>15</sup> *Ibid.*, AA 22/73.

<sup>16</sup> *Ibid.*, AA 101/40.

<sup>17</sup> AMM, BB 12, fol. 72r°.

<sup>18</sup> *Ibid.*, BB 12, fol. 86r°.

prises à Thoissey<sup>19</sup>. Les destructions se doublent d'exactions. La compagnie monte une embuscade, de nuit, devant la porte de Charolles. Lorsqu'au matin elle s'ouvre, les hommes se jettent sur les gardes pour « yceulx tuéz et muldrir et autre esclandre fere ». Ils brûlent trois moulins et détruisent les autres<sup>20</sup>. Sur le chemin du retour, la bande s'avance jusqu'à La Salle et saccage Hurigny. Les sources nous rendent compte des dégâts effectifs liés aux pillages et à la politique de la terre brûlée. À Solutré et Vergisson, toutes les maisons sont « ars et brulées », de même que les églises, dont les cloches ont été emportées. Le coût du saccage est estimé à 10 000 l. t. C'est une somme symbolique, qui souligne à quel point les villages sont défigurés. L'irruption dans le village, le pillage, l'ampleur des dégâts, l'occupation des points stratégiques sont des constantes dans toutes les guerres.

Le pillage n'est pas la seule motivation des assaillants : la vengeance est une manière de se faire justice. Il faut voir dans l'attaque du manoir d'Antoine Mercier, à Verzé, la destruction d'un symbole. Jean Rutant connaît le Mâconnais. Il l'a parcouru comme sergent du roi et lieutenant du prévôt<sup>21</sup>. Il désigne le manoir d'Antoine Mercier pour qu'il soit livré aux flammes. Nommé prévôt bourguignon de Mâcon, après avoir gagné la ville à Jean sans Peur<sup>22</sup>, Antoine Mercier résume par sa réussite ce qu'il y a de plus exécration chez l'ennemi. L'opération, qui nécessite de s'enfoncer plus avant dans le Mâconnais, a ciblé spécifiquement son « beau manoir », son bétail et ses biens<sup>23</sup>. Les incursions gênent l'ennemi et le collaborateur<sup>24</sup>.

### Les fruits de l'activité guerrière

Les pillages permettent la récupération de matériaux : des planches, des huisseries, du métal, des meubles trouvés et transportés et d'autres biens<sup>25</sup>. Le bétail procure des prises nombreuses et faciles. L'opération bourguignonne manquée contre la forteresse de Solutré le 2 mai 1418 permet à Pierre II et aux Armagnacs de saisir plus de 4 000 « chefs de grosses bestes ». Une autre fois, la

---

<sup>19</sup> Alphonse ROSEROT, *Registre de délibérations de la ville de Troyes (1429-1433)*, Collection de documents inédits relatifs à la ville de Troyes et à la Champagne méridionale, t. 3, 1885, p. 211-212, p. 214.

<sup>20</sup> AMM, BB 12, fol. 50v°, fol. 52r°, fol. 60r°, fol. 70r°.

<sup>21</sup> *Ibid.*, BB 11, fol. 64r°.

<sup>22</sup> *Comptes généraux de l'État bourguignon de 1416 à 1420*, Michel MOLLAT (éd.), Paris, Imprimerie nationale/Klincksieck, 1966, p. 120, n° 2046.

<sup>23</sup> Georges BISCHOFF, *La guerre des paysans. L'Alsace et la révolution du Bundschuh. 1493-1525*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2010, p. 129-130, p. 417.

<sup>24</sup> Claude GAUVARD, « De grace especial ». *Crime, État et société en France à la fin du Moyen Âge*, vol. 2, Paris, Publication de la Sorbonne, 1991, p. 554, p. 757.

<sup>25</sup> Laurent FELLER, Ana RODRIGUEZ LOPEZ, « Les objets sous contraintes. Gages, saisies, confiscations, vols, pillages, recel au Moyen Âge », *Bulletin du Centre d'études médiévales d'Auxerre*, n° 14, 2010, p. 173-174.

hardiesse du capitaine le conduit à la porte du Bourgneuf de Mâcon. Il s'empare de « moult quantité de bestial » appartenant aux bouchers de la ville<sup>26</sup>. Les pillages fréquents privent le paysan de son bien. Guillaume Perret, de Fuissé, perd son train de labour par un subterfuge nocturne. La frontière, lieu du conflit, est aussi celui de l'échange et du partage. Beaujeu, Belleville, Villefranche, Anse, Thoisse et Challes sont des points classiques d'acheminement des prises. Le château de Solutré apparaît à diverses reprises comme une destination des biens pillés. Ainsi, les prisonniers et les bêtes sont dispersés dans les forteresses et les marchés de la région. Ces destinations sont accessibles par la Saône. Les coups de main de Pierre II ont conduit à Challes, par le fleuve, plusieurs prisonniers de Mâcon. Ses compagnons y « vendirent et mirent à leur profit » des bœufs. Les chevaux, qui sont une prise de guerre estimée, permettent la remonte de la compagnie.

Ces profits viennent s'ajouter aux possessions des seigneurs de Challes. Dès le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, ils ont cherché à regrouper leurs biens autour du Châtelard de Broys. En 1349, Jean II échange avec Édouard I<sup>er</sup> de Beaujeu des maisons et des biens, à Oully<sup>27</sup>, contre des terres à Thoisse. En 1365, Antoine lui donne, en récompense de ses services, plusieurs rentes à prendre sur les revenus de la châteltenie de Thoisse, proche du Châtelard. En septembre 1420, le frère de Pierre II, Antoine, meurt sans héritier. Il lui lègue l'ensemble de ses biens. Charles VII lui accorde, le 3 novembre 1421, la seigneurie de Loyse<sup>28</sup> en Beaujolais. Il le dédommage des pillages du bailli de Bresse, Guy de la Palud. En 1425, à l'assemblée de Vimy, Pierre II reconnaît tenir en Dombes, outre le Châtelard, une « maison » à Beaumont<sup>29</sup>, avec ses hommes et ses revenus, ainsi que plusieurs rentes. Il est soucieux de mettre en valeur ce patrimoine. En octobre 1421, il asservit des terres et des droits, dont un moulin au pont de Saint-Didier-sur-Chalaronne. En 1429, il acquiert des prairies à Saint-Romain et Nerjon, et en asservit plusieurs à Saint-Didier. Les fruits de la guerre sont investis en partie dans l'exploitation de la seigneurie. On constate surtout, malgré les pillages, un décollage économique de la région dans le premier tiers du XV<sup>e</sup> siècle. Malheureusement, en 1431, le Châtelard du Broys brûle entièrement avec les archives qu'il contient.

La destruction du château de Pierre II résulte des opérations de François de La Palud, seigneur de Varenbon. La région est familière à François et sa famille. Guy de La Palud, seigneur de Varenbon et de Bohan, s'était déjà opposé à Pierre II en décembre 1422<sup>30</sup>. Le frère aîné de Guy, Louis, est abbé de Tournus.

---

<sup>26</sup> AMM, BB 12, fol. 58r<sup>o</sup> ; *ibid.*, BB 14, fol. 8r<sup>o</sup>.

<sup>27</sup> Ferdinand de LA ROCHE LA CARELLE, *Histoire du Beaujolais et des sires de Beaujeu*, vol. 2, *op. cit.*, p. 169. Paroisse du diocèse de Lyon.

<sup>28</sup> Loyse, commune de La Chapelle-de-Guinchay.

<sup>29</sup> Beaumont, commune de Saint-Étienne-sur-Chalaronne.

<sup>30</sup> Samuel GUICHENON, *Histoire de Bresse et du Bugy*, *op. cit.*, p. 27.

## La concurrence de La Palud

Le 17 septembre, François de La Palud et une compagnie de cinquante gens d'armes<sup>31</sup> prennent position à Mâcon<sup>32</sup>. Le 22 septembre 1430, les bourgeois s'en plaignent à Louis II de Chalon-Arlay et au maréchal de Bourgogne, Antoine de Toulougeon. Ils demandent le départ de François et de sa compagnie « qui ne servent que de piller et rober le pays<sup>33</sup> ». Blessé, capturé et rançonné à la bataille d'Anthon (juin 1430), il trouve par le pillage le moyen de financer ses pertes. Sa compagnie rançonne les villages alentour<sup>34</sup>. Les heurs se multiplient<sup>35</sup>. Les bourgeois se rassemblent devant l'hôtel du capitaine et le ton monte. Antoine de Toulougeon tranche l'affaire et demande à la compagnie de partir<sup>36</sup>. Les appétits de François de La Palud se tournent alors vers l'Empire et les possessions du duc de Bourbon, artisan de sa défaite<sup>37</sup>.

Le Châtelard de Broyes est incendié. La ville de Trévoux pillée, le 18 mars 1431<sup>38</sup>. François de La Palud fait payer à la famille de Challes ses empiètements sur Bohan<sup>39</sup>. En 1337, le comte de Savoie remet aux sires de Beaujeu la seigneurie de Bohan. Antoine cède en partie ce fief, en 1371, à Humbert de la Baume. Épousant Ainarde, la fille d'Humbert, Guy de la Palud reçoit Bohan proche du hameau de Challes-de-Bohan<sup>40</sup>, tenu par une branche des seigneurs de Challes. Dès lors, la seigneurie est en rébellion, refusant l'autorité des officiers de la Dombes. Cependant, Amédée VIII désavoue son capitaine et accorde une indemnité pour la prise de Trévoux<sup>41</sup>. L'exploit personnel relève de la désobéissance. Le 12 juin, François de La Palud est convoqué à Dijon, pour servir dans l'armée qui envahira le Barrois<sup>42</sup>.

---

31 Bertrand SCHNERB, *Bulgnéville (1431)*, Paris, Economica, 1993, p. 67.

32 AMM, BB 15, fol. 4v° ; Marcel CANAT, *Documents inédits pour servir à l'histoire de Bourgogne*, t. 1, Chalon, 1863, p. 201.

33 AMM, BB 15, fol. 4v°, fol. 5r°.

34 Marcel CANAT, *Documents inédits pour servir à l'histoire de Bourgogne*, *op. cit.*, p. 203.

35 BEAUREGARD, *Souvenirs d'Amédée VIII, premier duc de Savoie*, *op. cit.*, p. 233-235.

36 AMM, BB 15, fol. 6r°-v°, fol. 8v°.

37 Marcel CANAT, *Documents inédits pour servir à l'histoire de Bourgogne*, *op. cit.*, p. 307.

38 BEAUREGARD, *Souvenirs d'Amédée VIII, premier duc de Savoie*, *op. cit.*, pièces justificatives, p. 233-235 ; Jules QUICHERAT, *Rodrigue de Villandrando*, Paris, 1879, p. 60 ; Auguste VALLET DE VIRIVILLE, *Histoire de Charles VII, roi de France, et de son époque (1403-1461)*, vol. 2, Paris, 1863, p. 268.

39 Bohan, commune d'Hautecour, canton de Ceyzériat.

40 Hameau, commune d'Hautecour, canton de Ceyzériat.

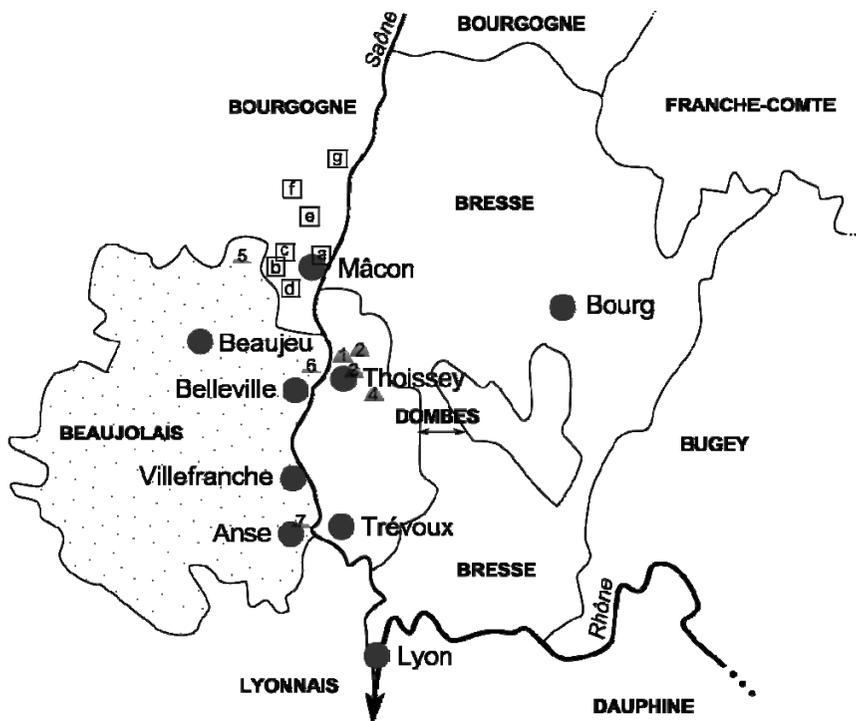
41 M. C. GUIGUE, *Mémoires pour servir à l'histoire de Dombes, par Louis Aubret conseiller au parlement de Dombes (1695-1718)*, vol. 2, *op. cit.*, p. 534-535, p. 611. André BOSSUAT, *Perrinet Gressart et François de Surienne, agents de l'Angleterre*, Paris, Droz, 1936, p. 151.

42 Bertrand SCHNERB, *Bulgnéville (1431)*, *op. cit.*, p. 65.

La vie de Pierre II de Challes est marquée par la guerre civile. Sa famille, au service des sires de Beaujeu puis des ducs de Bourbon, est aux prises avec les officiers des ducs de Savoie qui cherchent à étendre leur influence sur la Dombes, à l'occasion des rivalités entre « Armagnacs » et « Bourguignons ». À son échelle, Pierre II prend part au conflit. Il est un agent du duc de Bourbon et de Charles VII. Sa compagnie, composée de transfuges et de bâtards nobles, forme un groupe social cohérent. Ces hommes s'adonnent au métier des armes et sont appréciés pour leur savoir-faire. Pierre II ne participe à aucune bataille décisive, mais pratique le renseignement et le pillage. La vente du butin et l'achat de seigneuries qu'elle permet satisfont les intérêts égoïstes du capitaine et répondent aux normes imposées par la guerre.

Si les hommes audacieux ne manquent pas, les initiatives individuelles ne sont pas encouragées. La désinformation discrédite Pierre II. Elle rejoint du reste le positionnement d'Amédée VIII à l'égard des aventuriers. Le duc valorise les troupes disciplinées, non le héros unique qui entretient la violence et les pillages.

En dernier lieu, la guerre reste l'affaire du prince. Il commande les activités de renseignement et de désinformation. Il donne sens aux pillages. Le conflit ouvre un espace politique, dans lequel l'individu doit se conformer aux normes établies par le prince.



**Biens et rentes de Pierre II de Challes...**

- 1 - Châtelard de Broyes (Thoissey)
- 2 - Saint-Didier-sur-Chalaronne
- 3 - Thoissey
- 4 - Beaumont (Saint-Etienne-sur-Chalaronne)
- 5 - Nerjon (Mazille)
- 6 - Loyse (La Chapelle-de-Guinchay)
- 7 - Saint-Romain (Anse)

**et pillages**

- a - Mâcon
- b - Solutré
- c - Vergisson
- d - Fuissé
- e - Verzé
- f - Hurigny
- g - La Salle

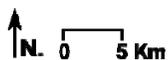


Figure 1 : L'espace de Pierre II de Challes

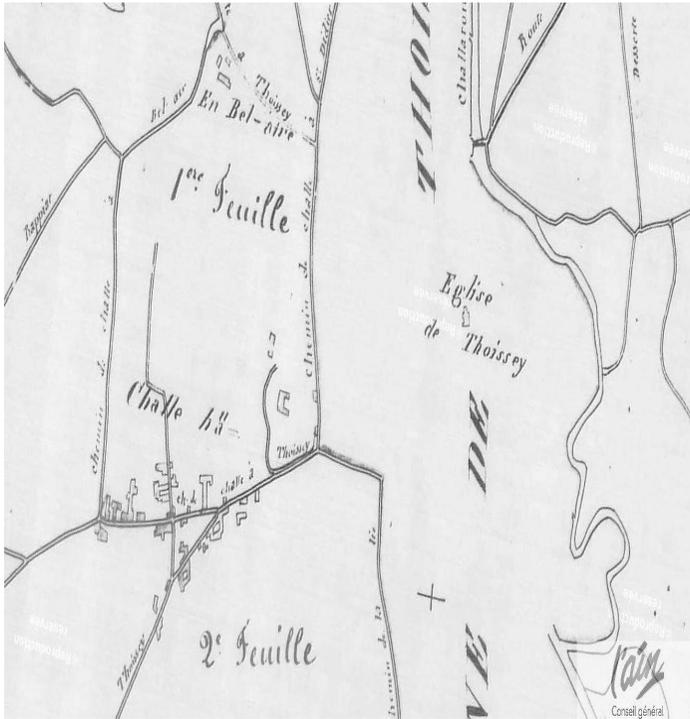


Figure 2-1 : Maisons fortes de Pierre II de Challes.  
Châtellard de Broyes, AD Ain, Plans napoléoniens,  
Saint-Didier-sur-Chalaronne TA (1829)



Figure 2-2 : Maisons fortes de Pierre II de Challes.  
Maison forte de Beaumont, AD Ain, Plans napoléoniens,  
Saint-Étienne-sur-Chalaronne A3 (1829)



*FACE À L'OCCUPATION ÉTRANGÈRE DE 1815-1818 :  
LES SORTIES DE GUERRE DES ALSACIENS*

Christine HAYNES

La défaite de Napoléon Bonaparte, d'abord en mars 1814 puis en juin 1815, n'a pas mis fin aux bouleversements provoqués par les guerres du Consulat et de l'Empire dans l'existence des Français, spécialement dans les régions du Nord-Est qui subirent deux invasions et deux occupations successives. Entre la fin de 1813 et la fin de 1815, l'Alsace, par exemple, a été traversée à plusieurs reprises par des centaines de milliers de soldats étrangers aussi bien que français. Ce fut ruineux pour la région, qui avait déjà subi de lourdes réquisitions au service des dernières campagnes de l'empereur. Après la défaite de Napoléon à Waterloo, près de 300 000 hommes, la plupart Autrichiens et Wurtembergeois mais aussi des Russes, avec presque 94 000 chevaux, se sont installés dans le seul Bas-Rhin, provoquant des drames dans presque chaque commune. À la fin de septembre 1815, la femme du recteur au château d'Oberkirch, Madame de Montbrison, écrivait à son amie, Madame de Stein : « On désirait les Alliés, on les attendait comme des libérateurs... Mais hélas ! la conduite des Alliés (j'en excepte les Russes et les Anglais) n'a pas été ce que nous attendions d'eux. » Le second traité de Paris, signé en novembre 1815, prescrivit une « occupation de garantie » des sept départements du Nord-Est de la France par 150 000 militaires alliés – dont presque 40 000 devraient être stationnés en Alsace – pendant une durée de cinq ans (qui fut finalement réduite à trois), ce qui n'a pas vraiment contribué à modifier les rapports entre les Alliés et les Français<sup>1</sup>.

Bien qu'elle ait joué un rôle très important dans la reconstruction de la France et de l'Europe après les guerres napoléoniennes, l'occupation alliée de 1815 à 1818 n'a pas beaucoup attiré l'attention des historiens, Français et étrangers confondus. Pendant longtemps, l'historiographie sur les guerres

---

<sup>1</sup> Lettre de Madame de Montbrison à Madame de Stein, 24 septembre 1815, citée par Paul LEUILLIOT, *L'Alsace au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Essais d'histoire politique, économique et religieuse (1815-1818)*, t. 1, *La vie politique*, Paris, SEVPEN, 1959, p. 68. Sur la fin de l'Empire, voir surtout Paul LEUILLIOT, *La Première Restauration et les Cent Jours en Alsace*, Paris, SEVPEN, 1957, et aussi André JARDIN et André-Jean TUDÉSQ, *La France des notables*, Paris, Le Seuil, 1973, et Emmanuel DE WARESQUIEL et Benoît YVERT, *Histoire de la Restauration, 1814-1830*, Paris, Perrin, 1996.

napoléoniennes a été dominée par des comptes rendus des batailles, la plupart du point de vue des officiers, au lieu des soldats. Dans les deux ou trois dernières décennies, quelques chercheurs – surtout anglo-saxons – ont commencé à examiner la vie sociale, la « culture », et même l'expérience individuelle de ces guerres, pour les civils aussi bien que pour les militaires. Mais, à la différence par exemple de l'historiographie de la Grande Guerre, ils n'ont pas jusqu'à présent porté leur attention vers l'histoire de la « sortie de guerre », c'est-à-dire la transition souvent difficile entre guerre et paix. À ce jour, au sujet des occupations de 1814 et 1815-1818, il n'existe que quelques monographies spécialisées sur des régions ou des armées particulières, dont la très évocatrice étude de la Seine-et-Oise par Jacques Hantraye, *Les Cosaques aux Champs-Élysées*. Mais nous en savons toujours très peu sur l'expérience individuelle, sur le terrain et au jour le jour, entre la fin de 1815 et la fin de 1818, sous l'« occupation de garantie » de la frontière nord-est de la France<sup>2</sup>.

À travers le cas de l'Alsace, cet article exploratoire est le premier jalon d'une recherche plus vaste sur cette « sortie de guerre ». Employant des sources départementales aussi bien que nationales, et spécialement les lettres et rapports des administrateurs locaux, il se concentrera sur cinq individus mêlés à cet épisode d'après-conflit : un maire de village du Haut-Rhin dont l'autorité était contestée par le commandant autrichien qui y stationnait, un petit groupe de douaniers du Bas-Rhin accusé d'avoir tué un soldat-contrebandier wurtembergeois, un marchand juif de Strasbourg qui avait approvisionné les troupes étrangères, un professeur de collège résidant à Colmar, quartier-général de l'armée autrichienne pendant la dernière année de l'occupation, et une veuve de Wissembourg, dans le département du Bas-Rhin, qui longtemps après le départ des occupants réclamait encore d'être indemnisée pour avoir logé un officier wurtembergeois pendant une année et demie.

## La sortie de guerre en Alsace

Pour situer ces individus dans la gamme d'expériences de cette occupation, il faut d'abord passer en revue les événements de 1814 à 1818 en Alsace. Bien que la région ait dans l'ensemble soutenu le régime bonapartiste,

---

<sup>2</sup> Parmi d'autres ouvrages sur guerre et société pendant l'époque napoléonienne, voir Alan FORREST, *Déserteurs et insoumis sous la Révolution et l'Empire*, Paris, Perrin, 1988 ; Natalie PETITEAU, *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2003 ; David A. BELL, *The First Total War: Napoleon's Europe and the Birth of Warfare as We Know It*, Boston, Mariner Books, 2008. Sur ces occupations, en plus de l'ouvrage de Jacques HANTRAYE, *Les Cosaques aux Champs-Élysées. L'occupation de la France après la chute de Napoléon*, Paris, Belin, 2005, voir Thomas VEVE, *The Duke of Wellington and the British Army of Occupation in France, 1815-1818*, Westport (CT), Greenwood Press, 1992 ; Roger ANDRÉ, *L'occupation de la France par les alliés en 1815*, Paris, De Boccard, 1924 ; Marc BLANCPAIN, *La vie quotidienne dans la France du Nord sous les occupations, 1814-1944*, Paris, Hachette, 1983 et Volker WACKER, *Die alliierte Besetzung Frankreichs in den Jahren 1814 bis 1818*, Hamburg, Verlag Dr. Kovač, 1999.

l'Alsace était déjà lasse des guerres continuelles au moment des dernières campagnes de l'empereur. Face à l'invasion alliée de 1814, elle s'est vite ralliée à la restauration de Louis XVIII. Néanmoins, entretenant des griefs contre le nouveau régime, surtout au sujet des impôts, elle a de nouveau soutenu Napoléon pendant les Cent-Jours. Après le retour de l'Empereur, les populations de cette région se sont précipitées pour organiser leur défense contre une nouvelle invasion alliée, qui ne tarda pas à se passer.

Peu après la défaite de Napoléon à Waterloo le 18 juin 1815, l'Alsace, comme à peu près tout le reste de la France, fut envahie par des centaines de milliers de soldats étrangers. Dès la fin du mois de juin, des colonnes allemandes apparurent dans le nord de l'Alsace, demandant aux habitants des vivres, des corvées, des moyens de transports, et des contributions en argent. À Nordheim, selon les souvenirs d'un propriétaire luthérien nommé Mathias Ostermann, « les occupants sortirent une jeune vache de notre étable et l'abattirent dans la cour de la ferme. C'[était] une très bonne laitière. Personne n'osa protester... Ce passage des armées ennemies n'en finissait plus. Quelle catastrophe pour les villageois ». Un témoignage semblable était donné par le pasteur Weissmann dans la commune voisine de Soultz, qui nota dans le registre paroissial de 1815 :

Le 28 juin Souffelweyersheim a brûlé, ce qui a provoqué l'épouvante dans notre région aussi, [où] l'on craignait un destin similaire. Pendant cette nuit d'épouvante, chez nous aussi on a commencé à prendre la fuite, mais tout s'est passé sans problème. C'est à peu près à cette époque que les monarques de Russie, Alexandre avec ses frères Nicolas et Michel, l'empereur François d'Autriche et le roi de Prusse avec son nombreux corps d'armée ont traversé notre région en direction de la capitale, Paris. Aussi incroyable que cela puisse paraître, et pourtant c'est prouvé, au cours des trois mois de l'été, ce sont 80 000 soldats de toutes nations qui, nantis de billets de logement, ont été hébergés et nourris dans les maisons des habitants de Soultz. Tantôt ils arrivaient depuis Haguenau, tantôt depuis Wissembourg pour prendre ici leur quartier pour la nuit. Tous ont dû être nourris par l'habitant. Personne à Soultz ne se souvenait avoir vécu de tels passages d'hommes. Pourtant, grâce à Dieu, tout s'est passé sans catastrophe<sup>3</sup>.

À la mi-juillet, le Haut-Rhin était également envahi par à peu près 60 000 soldats autrichiens, qui prirent le contrôle de l'administration du département. Comme gouverneur de l'Alsace, l'empereur de l'Autriche avait nommé le baron de Hess, dont la première proclamation aux habitants affirmait : « Alsaciens, jadis peuple allemand, joignez-vous étroitement à la cause des puissances alliées pour accélérer un état paisible sous des rapports politiques et rassurant, ce

---

<sup>3</sup> Le témoignage de Mathias Ostermann provient de l'annexe de Claude MULLER, « *Vive l'empereur !* » *L'Alsace napoléonienne, 1800-1815*, Strasbourg, I.D. Édition, 2012 ; celui du Pasteur Weissmann a été publié dans « Soutz-sous-Forêts : Les événements de 1815-1817 relatés par le pasteur Weissmann », *Outre-Forêt. Revue du Cercle d'histoire et d'archéologie de l'Alsace du Nord*, n° 122, p. 15-18.

grand prix des sacrifices du moment. » Bien que certaines villes, telles que Strasbourg, où il y avait une garnison française, aient résisté aux envahisseurs, avant la fin d'août toute la région était soumise aux autorités étrangères<sup>4</sup>.

Après la signature du deuxième traité de Paris le 20 novembre 1815, les effectifs de ces troupes furent réduits. En Alsace, il restait à peu près 40 000 soldats autrichiens, sous le commandement du général baron de Frimont (un aristocrate lorrain qui avait émigré en Autriche), dont l'état-major était installé à Colmar, plus 5 000 Wurtembergeois, sous le commandement du général baron von Woelwarth, basés à Wissembourg. De ces militaires, environ 20 000 étaient casernés dans le Bas-Rhin et 16 000 dans le Haut-Rhin. Pour loger et nourrir ces troupes et leurs chevaux, la population locale dut supporter de lourdes réquisitions en nature et en argent. Dans l'arrondissement de Wissembourg, par exemple, les habitants devaient fournir un millier de manœuvres par jour, essentiellement pour construire ou pour rénover des casernements, et acquitter une contribution de 50 000 francs par mois. Ces charges, aussi bien que des bruits provoqués par les troupes sur l'éventualité d'une reprise de la guerre, ou aussi de l'annexion d'une partie du territoire français par les États allemands, avaient suscité bien des griefs et des inquiétudes parmi les habitants de l'Alsace, tout comme chez ceux des autres régions frontalières. De plus, ce contexte difficile exacerba les tensions politiques laissées en héritage aux habitants et des villes et des campagnes par le drame révolutionnaire. En somme, ainsi que le notait Bernard Vogler à propos du commencement de la Seconde Restauration en Alsace, « [...] les débuts ont été mal vécus : amputation territoriale [des forts de Landau et de Huningue], occupation militaire et épuration, aggravés en 1816-1817 par une crise économique » consécutive à une récolte catastrophique, elle-même due à un accident climatique provoqué par l'éruption d'un volcan dans l'océan Pacifique<sup>5</sup>.

Dans ce contexte, la position des autorités locales fut pendant quelque temps assez précaire. Après une phase d'épuration et de confusion du côté des pouvoirs – par exemple, dans le Bas-Rhin, deux préfets se disputèrent le pouvoir pendant quelques mois – l'administration départementale passa entre les mains du comte de Castéja, un libéral bon vivant d'origine landaise, nommé préfet du Haut-Rhin, et du comte de Bouthillier, un Ultra qui parlait l'allemand, nommé préfet du Bas-Rhin. Pendant la période de l'occupation, ils étaient

---

<sup>4</sup> Sur l'invasion du Haut-Rhin, y compris la proclamation du gouverneur autrichien de Hess, voir Paul LEULLIOT, « L'occupation alliée à Colmar et dans le Haut-Rhin (1815-1818) », *Annuaire de Colmar*, n° 3, 1937, p. 157-164, et Francis LICHTLE, « L'occupation autrichienne à Colmar de 1815 à 1818 », *Mémoire Colmarienne. Bulletin trimestriel de liaison de la Société d'histoire et d'archéologie de Colmar*, n° 123, 2011, p. 4-8.

<sup>5</sup> Bernard VOGLER, *Histoire politique de l'Alsace, de la Révolution à nos jours. Un panorama des passions alsaciennes*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 1995, p. 73. Sur la crise économique, voir John D. POST, *The Last Great Subsistence Crisis in the Western World*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1977, et Nicolas BOURGUINAT, *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2002.

secondés par des sous préfets et par des maires, dont beaucoup avaient servi l'Empire mais parmi lesquels quelques-uns, y compris le maire de Strasbourg François Antoine Xavier Kentzinger, étaient très dévoués au nouveau régime des Bourbons. Face aux occupants, ces hauts fonctionnaires durent naviguer entre deux dangers, bien décrits par le préfet Castéja : « Celui de laisser prendre aux généraux alliés une popularité impolitique et de faire naître une affection dangereuse entre les deux peuples dont les mœurs et les usages semblables sont encore rapprochés par un même langage ; et l'autre, d'un danger plus prochain : le désaccord et la division. » Contre ces deux dangers, sa maxime à lui était précisément de « ne laisser naître ni la division ni l'affection<sup>6</sup> ».

### Un maire sous pression étrangère

Comme cette maxime le suggère, sous l'occupation alliée, les autorités locales et surtout les maires ont eu beaucoup de responsabilités dans l'évolution des rapports entre civils français et militaires étrangers, et elles ont rencontré là de grandes difficultés – spécialement, en Alsace, dans le cas du Haut-Rhin. Partout dans ce département, pendant l'invasion et l'occupation de l'été de 1815, les pouvoirs administratifs étaient normalement assumés par les Autrichiens eux-mêmes. Aux termes du traité du 20 novembre 1815, ces pouvoirs devaient être rendus aux autorités locales. Néanmoins, bien après le début de l'occupation de garantie en janvier 1816, des conflits surgissaient entre officiers étrangers, surtout autrichiens, et administrateurs français.

Prenons l'exemple du maire du petit village de Dannemarie, un bastion bonapartiste de moins de 1 000 habitants au sud-ouest de Mulhouse, qui s'appelait Baumann. Dans cette partie du Haut-Rhin, au début de l'année 1816, beaucoup de plaintes surgissaient de part et d'autre autour des rapports entre militaires autrichiens et civils français : pendant que des officiers autrichiens s'inquiétaient que des femmes venant de la région de Belfort incitaient leurs hommes à désertre, les autorités civiles se plaignaient que les militaires autrichiens s'adjugeaient des logements, sans intercession des autorités locales, et arrêtaient des Français, en violation du traité de paix. À tous les niveaux de l'administration française, les plaintes les plus vives concernaient le commandant du 10<sup>e</sup> bataillon autrichien cantonné à Dannemarie, le chevalier de Cassassa.

Après quelques mois, le maire du village ne pouvait plus supporter cet officier. Dans une lettre au sous-préfet à Belfort, datée du 1<sup>er</sup> avril 1816, Baumann demandait que ce commandant soit éloigné :

---

<sup>6</sup> Lettre de Castéja aux ministres de l'Intérieur et de la Police, début 1817, Archives départementales du Haut-Rhin, M54/11 et Archives Nationales, F7/6669, citée par Paul LEUILLIOT, *L'Alsace au début du XIX<sup>e</sup> siècle, op. cit.*, t. 1, p. 85. Pour ce compte rendu de l'histoire de la période en Alsace, on s'inspire ici, outre Leuilliot, de Fernand L'HUILLIER, « L'évolution dans la paix (1814-1870) », dans Philippe DOLLINGER (dir.), *Histoire de l'Alsace*, Toulouse, Privat, 2<sup>e</sup> éd., 1991, p. 395-431.

Je ne puis plus avoir de relation amicale avec ce commandant et aucun motif, aucune considération ne pourront désormais me résoudre à lui adresser seulement la parole. Mon Roi, mon autorité, ma personne me font un devoir de tenir cette conduite.

Pour appuyer sa requête, il incluait dans sa lettre un procès-verbal d'un épisode où le commandant avait défié son autorité. Ce 1<sup>er</sup> avril, à sept heures du soir, Baumann était venu avec des gardes et des gendarmes pour arrêter un chasseur autrichien qui, refusant de payer la bière qu'il avait commandée dans une auberge, avait insulté et menacé l'aubergiste, la veuve Brungard, et son fils. Au fils, selon le procès-verbal du maire, le soldat autrichien avait déclaré

que lui chasseur était meilleur français que lui et que malgré qu'il fût dans un régiment autrichien, il était bon napoléoniste, qu'il avait servi dix ans Napoléon, et menaçait d'aller chercher ses armes.

Ne trouvant pas les chefs de l'armée autrichienne chez eux, le maire avait requis le brigadier de la gendarmerie de l'accompagner au domicile de l'aubergiste, où le chasseur « nous a d'abord invectivé, puis essayé de tirer sa baïonnette pour nous en frapper, ce dont il a été empêché par le Gendarme et ensuite nous a menacé de nous tuer lorsqu'il serait sorti de prison ». Apprenant la nouvelle de l'arrestation de ce soldat, qui selon le maire avait déjà frappé l'instituteur de la commune et sa femme accouchée trois semaines auparavant, le Commandant Cassassa a protesté auprès du maire que la police des militaires étrangers était en dehors du champ de compétence des autorités françaises. De plus, regardant l'écharpe blanche du maire, il avait eu un « rire moqueur », et avait observé à haute voix

qu'autant il vaudrait que nous fussions décoré d'un mouchoir blanc ou d'un chiffon que de notre écharpe municipale, et que l'une ou l'autre de ces trois choses serait toute une même chose.

Selon les termes du maire, cette insulte publique « a mis notre autorité dans une dérision dont nous n'avons pu que rougir ». Étant donné l'importance de l'écharpe comme symbole du pouvoir municipal au XIX<sup>e</sup> siècle, et compte tenu de la légitimité encore toute récente de la couleur blanche, attachée au drapeau bourbonien, ce rire atteignait directement à l'honneur de l'administrateur local<sup>7</sup>.

Cet épisode assez particulier illustre l'un des traits communs à l'occupation de 1815-1818 ainsi qu'à celle de 1814 : la difficulté des maires à exercer leur autorité vis-à-vis des occupants. Quelques maires de la zone occupée étaient mieux traités mais d'autres éprouvaient une situation encore pire. Presque tous ont lutté pour imposer leur pouvoir dans un contexte militaire et politique toujours très précaire. Dans le chaos des changements de régime entre 1813 et 1815, l'autorité locale avait souvent gagné du poids dans la hiérarchie administrative, mais dans les régions occupées telles que l'Alsace, le

---

<sup>7</sup> Archives départementales du Haut-Rhin, 8R/1172-1173.

pouvoir des maires resta contraint, durant les trois premières années de la Restauration, par les autorités militaires étrangères.

### « Un accident tragique » sur la frontière

Au moment même où le maire de Dannemarie se plaignait du commandant autrichien stationné dans son village, le maire d'une autre commune, Niederbronn, dans le Bas-Rhin, écrivait au préfet une lettre qui éclaire le type d'expériences vécues par le soldat occupant et par le paysan local. Le 29 avril 1816, le maire de Niederbronn informait en effet le préfet Bouthillier : « Un accident tragique est arrivé dans nos environs ». Expliquant comment les soldats wurtembergeois stationnés dans sa ville faisaient régulièrement de la contrebande, en important de leur pays d'origine des marchandises prohibées comme tabac, sucre et café (à destination de commerçants juifs, selon un procès-verbal des douaniers inclus dans le dossier), il racontait que, le soir précédent, deux de ces contrebandiers, les plus intrépides, en traversant la frontière avaient été attaqués par un petit groupe de douaniers français : or l'un d'eux,

ayant reçu un coup de feu, est resté mort sur la place ; un autre est très dangereusement blessé, et ils ont été transportés à Niederbronn pendant la nuit, qui était assez orageuse pour moi, à cause des demandes très pressantes, qui m'ont été faites de la part des chefs militaires, pour avoir des guides, et ensuite une voiture.

Blâmant le colonel wurtembergeois qui commandait dans la ville, coupable selon lui de laisser aux troupes trop de latitude, le maire de Niederbronn, en liaison avec le directeur des douanes de Wissembourg, lança une enquête pour expliquer aux autorités ce qui s'était passé. Bien que nous n'en connaissions pas le résultat définitif, cette enquête laisse entrevoir le coût, psychologique ainsi bien que financier, qui fut supporté par la population de cette région du fait de l'occupation.

En fait, d'autres correspondances échangées autour de cet « accident tragique » suggèrent que, davantage que d'autres forces étrangères, les militaires wurtembergeois avaient – à cause de leur proximité régionale et linguistique avec les populations locales – exacerbé des tensions préexistantes dans le Nord de l'Alsace. Pendant tout le printemps et l'été de 1816, à tous les niveaux de l'administration – du maire de Niederbronn par l'intermédiaire du préfet du Bas-Rhin jusqu'au ministre de l'Intérieur, voire jusqu'au général en chef des armées alliées d'occupation, le duc de Wellington – on se plaignait de la conduite de ces troupes. Dans les semaines qui précédèrent et qui suivirent cet incident, les autorités locales avaient signalé à leurs supérieurs – et aux officiers wurtembourgeois, qui n'ont pas pris de mesures satisfaisantes, à leur avis – beaucoup de fraudes et de rixes impliquant les troupes du Wurtemberg. Quelques jours avant l'incident du 24 avril, une autre rencontre avait eu lieu entre un groupe de ces militaires venant de l'autre côté de la frontière et une dizaine de douaniers français, qui cette fois-ci s'étaient contentés de tirer en

l'air<sup>8</sup>. Selon le ministre de l'Intérieur, qui écrit à Bouthillier pour lui demander davantage de renseignements sur l'incident de Niederbronn, ces tensions avec les militaires wurtembergeois étaient peut-être provoquées par les douaniers eux-mêmes, « en général, mal disposés pour le Gouvernement qui les emploie, » et qui « cherchent à fomenter ces sortes de querelles et abusent avec de mauvaises intentions de la force qui leur est confiée<sup>9</sup> ». Dans ce conflit entre militaires étrangers et douaniers français, les habitants du Bas-Rhin étaient plutôt sympathiques aux premiers. Dans son enquête sur l'incident du 24 avril, le maire de Niederbronn reconnut devant le préfet qu'il n'arrivait pas à obtenir les dépositions des témoins, à cause de « la démoralisation presque entière » des habitants par les militaires wurtembergeois, dont il souhaitait l'éloignement immédiat de sa commune. « Les militaires stationnés à Niederbronn et dans les environs », écrivit-il dans une lettre datée le 6 mai 1816

ont sçu, pendant leur séjour déjà trop long, se familiariser tellement dans les maisons où ils logent, qu'il serait bien difficile d'arracher un témoignage contre eux. Je m'aperçois bien, que depuis la présence de ces troupes la dépravation des mœurs est montée à un tel point, qu'elle surpasse l'imagination. Les pères de famille en souffrent, à cause de la difficulté de contenir leurs filles, et les maîtres, sous le rapport de leurs servantes. L'oisiveté de ces militaires, et l'uniformité de la langue, sont des motifs puissants de ce désordre. Il m'est revenu, Monsieur le Préfet, dans la matinée même, que l'information se faisait, quelques jeunes femmes avaient secrètement vendu, pour le compte de leurs soldats amants mis en arrestation [pour contrebande], du sucre et du café appartenant à ces derniers, pour leur porter dans la Prison le produit de ces ventes.

D'autres sources viennent à l'appui de ce portrait des troupes allemandes, par exemple cette appréciation du commissaire de police en poste dans une autre ville de la région, Sélestat, en août 1817, qui jugeait que le mécontentement résultant « de la conduite des officiers du contingent ne se manifest[ait] que chez les hommes ». À l'en croire, « les femmes [étaient] loin de le partager : au contraire, écrit-il, elles ne voient dans ces étrangers que des amis, envers desquels l'hospitalité la plus complète, et le partage même de leur bourse devient pour elles un devoir doux à remplir<sup>10</sup> ».

À travers de tels rapports, on aperçoit que l'expérience individuelle de l'occupation revêtait des visages divers selon qu'on était l'occupant ou l'occupé, homme ou femme, dans cette partie du Bas-Rhin entre 1815 et 1818. Un peu

---

<sup>8</sup> Selon le procès-verbal enregistré par ces derniers au bureau de douane à Lembach le 20 avril 1816, Archives départementales du Bas-Rhin, RP/1247. En outre, sur les relations difficiles avec les troupes wurtembergeoises, voir les archives y relatives au Hauptstaatsarchiv Stuttgart, surtout E 270 a/Bü 466, E 270 a/Bü 472, E 289 a/Bü 277, E 289 a/Bü 283 et E 289 a/Bü 284.

<sup>9</sup> Lettre adressée par le ministre de l'Intérieur au préfet du Bas-Rhin, 13 juillet 1816, Archives départementales du Bas-Rhin, RP/1247.

<sup>10</sup> Rapport d'août 1817 du commissaire de police de Sélestat, Archives départementales du Bas-Rhin, RP/1247.

particulier, sans doute, étant donné la similarité de langue et de culture et la complexité des relations nouées pendant l'époque napoléonienne entre les Wurtembergeois et des Alsaciens, ce cas est assez évocateur du va-et-vient entre violence et fraternisation qui régissait les rapports entre militaires étrangers et civils français dans les zones occupées.

### Un bénéficiaire de la présence étrangère

Le troisième individu ayant vécu l'occupation de l'Alsace entre 1815 et 1818 que nous étudierons ici est un entrepreneur strasbourgeois du nom de (Jean) Auguste Ratisbonne. Né à Fürth, en Bavière, en 1770, dans une famille juive dont le nom était encore Regensburger, il était arrivé en France quelques années avant la Révolution avec sa mère, mariée en secondes noces avec un bourgeois de Strasbourg, Cerf Beer. Sous l'Empire, Auguste Ratisbonne était devenu « agent des convois » et fournisseur aux armées, ainsi que marchand de tissus. En 1812, à Strasbourg il fonda avec son frère Louis un commerce de draps et de soie, dont le capital atteignait sous la Restauration quelque trois millions de francs. Or on constate que lors de l'occupation consécutive à la chute de l'Empire, Auguste Ratisbonne a profité des demandes des troupes étrangères pour s'imposer comme l'un des plus grands pourvoyeurs de réquisitions en tout genre<sup>11</sup>.

Dès l'automne de 1815, il passa avec le gouvernement français plusieurs marchés successifs pour fournir certaines quantités de réquisitions aux troupes alliées. Le 5 octobre 1815, par exemple, il délivrait plus de 30 hectolitres de vin à la petite commune d'Obernai, évalués à 1 650 francs selon un décompte du 10 août 1816. Entre le 1<sup>er</sup> et le 20 octobre 1815, pour les vivres et fourrages qu'il avait livrés au magasin de Benfeld, il fut payé 726 353,84 F, une somme énorme pour l'époque. Pour le seul mois de janvier 1816, selon des bons présentés le 20 mai 1816, ses fournitures au magasin d'Haguenau pour les troupes autrichiennes comprenaient : 651 rations de pain blanc, 91 250 rations de pain de munition, 178 de riz, 53 956 de légumes, 1 549 d'orge moulu, 36 209 de farine blanche, 89 346 de sel, 691 de viande, 27 638 de vin, 651 d'eau de vie fine et 63 606 d'eau de vie de marc. Tant qu'on n'aura pas mené une étude plus exhaustive de pareils comptes, il sera impossible de dire combien exactement l'entreprise de Ratisbonne a gagné avec ses contrats passés avec le gouvernement français pour fournir les troupes étrangères, au cours des trois années de l'occupation alliée. Mais les contemporains soupçonnaient que par l'intermédiaire de son père il avait partagé les bénéfices de ces contrats de fournitures avec le préfet ultraroyaliste du Bas-Rhin, le comte de Bouthillier, apparemment en échange de l'attribution de nouveaux marchés. Cela suggère

---

<sup>11</sup> Aux Archives départementales du Bas-Rhin, il existe deux grands cartons remplis de bons et de décomptes pour des vivres, fourrages, et fournitures qu'il a délivrés aux magasins militaires pour les troupes autrichiennes, à Haguenau et à Strasbourg, pour liquidation par l'État français, RP/1254 et 1254 bis.

qu'Auguste Ratisbonne et sa famille n'ont pas souffert de la présence étrangère mais bien au contraire qu'ils en auraient profité, et d'une manière peut-être exorbitante<sup>12</sup>. Plus tard, se faisant entrepreneur de voitures publiques, il fut nommé maître de la poste aux chevaux, assurant deux lignes entre Strasbourg et Paris. Avec une descendance de dix enfants survivants, sa famille devait jouer ensuite un rôle actif dans le consistoire israélite de Strasbourg.

### Un bourgeois mondain presque indifférent à l'occupation alliée

Les avantages culturels tout comme matériels de l'occupation étrangère peuvent être illustrés aussi par le cas d'un autre bourgeois, installé cette fois dans la ville de Colmar, où se trouvait le quartier-général de l'armée autrichienne : il s'agit d'un jeune normalien nommé Georges Ozaneaux qui y avait été envoyé pour travailler comme professeur de rhétorique dans le collège jésuite local. Dans une série de lettres à sa mère, une veuve restée à Paris, qui furent publiées en 1929, cet observateur ne mentionne presque pas du tout la présence des troupes d'occupation, sauf pour faire quelques commentaires sur le style de leur musique et de leurs danses. Arrivé à Colmar à la fin de 1817, alors que l'occupation de garantie était bien établie, Ozaneaux fut bien accueilli par l'élite de la ville, et surtout par le comte de Castéja, le préfet, dont il devint bon ami. Chaque semaine, dans le salon que tenait Castéja, il voyait souvent les officiers autrichiens, y compris le général en chef, de Frimont, dont il disait que « c'[était] un bien brave homme ». Pour ce bourgeois, la présence des soldats étrangers ne signifiait que musique et fête. Le 2 février 1818, il écrivait à sa mère :

Ah ! voilà la musique autrichienne qui arrive ; elle va jouer sous ma fenêtre pendant un quart d'heure. Je pourrais vous laisser croire que c'est pour moi, mais j'aime mieux croire par modestie, que c'est pour Mme la baronne de Frimont, qui vient à la messe toujours chez nous, escortée de tout l'état-major. Tous les dimanches et jours de fête c'est de même. La musique autrichienne est brillante, mais c'est toujours la même chose, des airs de valse et de contre-danses, et des trompettes étourdissantes.

Une semaine plus tard, il lui annonçait :

Nouvelles officielles : Après-demain, grande fête au Champ de Mars : anniversaire de la naissance de l'empereur d'Autriche. Toute l'armée cantonnée dans le Haut-Rhin vient camper autour de Colmar, au nombre de 40 000 hommes, et entendre la messe en plein air.

Anticipant un concert et des illuminations près de l'hôtel du général, il ajoutait, d'un ton tout de même légèrement sarcastique : « Ce sera magnifique et

---

<sup>12</sup> Archives départementales du Bas-Rhin, RP/1254 et 1254 bis, et Paul LEULLIOT, *La Première Restauration, op. cit.*, p. 94, qui s'appuie sur Archives Nationales, F7/9693 et 9189 (Bas-Rhin). Sur Auguste Ratisbonne, voir aussi *Encyclopédie d'Alsace*, Strasbourg, Éditions Publitotal Strasbourg, 1985, et *Le Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, Strasbourg, Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace, 1996.

pas cher pour eux, car on sait qui est-ce qui paye. Battu et content. Ensuite, grand bal chez le préfet. Je prends des leçons de valse, parce qu'on ne fait que valser [d'après la mode autrichienne] ici». Plus tard, en mai 1818, il interrompait même la rédaction d'une lettre pour se rendre au champ de manœuvres afin d'y entendre ces « Autrichiens [qui vont] tous les dimanches et fêtes nous donner des sérénades. Toutes les jolies femmes de Colmar étaient réunies dans la plus élégante parure », raconte-t-il après, avant de regretter qu'un orage ait interrompu la fête. « Je me croyais à Paris, je ne savais à qui parler », observe-t-il pour conclure. Pour ce bourgeois citadin, dont la routine quotidienne de cours, de dîners, et de promenades n'était pas vraiment rompue par l'occupation étrangère, la présence de cette soldatesque était plutôt une source d'amusement.

Dans les derniers mois de l'occupation, cependant, Ozaneaux commençait à se plaindre de la présence de ces troupes, pas tellement à cause des violences ou des humiliations qu'ils infligeaient aux habitants mais à cause du poids financier qu'elles représentaient dans le budget municipal – et surtout, à dire vrai, par rapport à son propre traitement. En mars 1818, Ozaneaux avait en effet été nommé bibliothécaire de la ville : le maire lui avait promis que « les alliés une fois partis, [Colmar] délivré de charges énormes, améliorerait [son] sort pour [le] fixer dans son sein ». « Qu'ils s'en aillent donc !... », en conclut-il immédiatement. Une fois avril venu, lorsqu'il sollicita une augmentation de ses émoluments, il reçut pour toute réponse : « Il faudra attendre le départ des Autrichiens. » Étant donné l'avantage matériel qu'il trouvait au départ des occupants, il partagea ainsi le sentiment de joie de la grande majorité des Français au moment de la libération du territoire, intervenue en novembre 1818. Pourtant, trois mois seulement avant l'évacuation, au moment d'une revue générale des troupes autrichiennes passée par Wellington à Haguenau, il confia à sa mère :

Ils ont eu l'ordre d'emporter tout leur bagage ; on espère qu'ils ne reviendront pas, et s'ils reviennent, il est très certain que ce n'est pas pour longtemps. Les logements et la nourriture vont diminuer, Colmar sera moins peuplé, mais plus gai. Il est vrai que nous n'aurons plus leur délicieuse musique, mais on sacrifiera ce regret au bonheur d'être débarrassé des musiciens. Du reste, ils se sont conduits comme des anges, et le général Frimont emportera l'affection universelle.

Ainsi, dans la perspective d'un homme comme Ozaneaux, rattaché à l'élite sociale d'une préfecture, l'occupation étrangère apparaissait somme toute assez douce<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> (Jean-)Georges OZANEUX, *La Vie à Colmar, sous la Restauration. Lettres de 1817 à 1820*, éd. de Jules JOACHIM, Paris, Paul Hartmann, 1929 (« Bibliothèque de la Revue d'Alsace »), p. 41, p. 62, p. 67, p. 82, p. 90, et p. 129.

## Une victime peinant à se faire entendre de l'État

Cette manière de voir l'occupant restait cependant assez rare. Un dernier exemple d'un individu mêlé à cet après-conflit, celui d'une veuve habitant Wissembourg qui avait été obligée de loger chez elle un officier allemand, nous servira à illustrer un autre aspect du fardeau de l'occupation – un fardeau qui continuait à peser sur les occupés longtemps après le départ des troupes étrangères. De cette veuve Simon, née Kromenacker, nous possédons une lettre, datée du 21 septembre 1826, se plaignant auprès du préfet du Bas-Rhin que ce dernier eût rejeté sa requête visant à obtenir le remboursement du gîte qu'elle avait dû fournir à un officier wurtembergeois à l'époque de l'occupation alliée. En dépit du tarif d'indemnité de logement arrêté par le ministre de la Guerre, la veuve Simon n'apparaissait pas sur la liste de créanciers de la ville approuvée par la commission départementale nommée dès 1816, par ordre de l'État, afin de régler les indemnités pour des charges de guerre. Sa plainte, reproduite ici intégralement, indique bien l'empreinte qu'eut cet événement sur la vie quotidienne des habitants, même quelque dix ans après :

J'ai l'honneur de Vous exposer très respectueusement qu'à la pétition que je vous ai adressée, Monsieur le Sous-Préfet de notre ville m'a fait répondre par Mr le Maire qu'il vous était impossible de prendre ma demande en considération, attendu que ma pétition tend à obtenir le remboursement des frais occasionnés chez moi par le séjour d'un officier Wurtembergeois à l'époque de l'occupation du département par les troupes étrangères, et que Vous ne pouvez considérer comme remboursables que les créances admises en liquidation par la commission départementale et que n'étant pas comprise dans les états des sommes à rembourser, vous ne pouvez prendre ma demande en considération. Sur quoi je dois vous observer, Monsieur le Préfet, que je ne réclame pas des frais ; je ne réclame que le paiement du logement que cet officier supérieur a occupé chez moi pendant une année et demie ; que tous les autres ayant été payés de leur logement, je ne conçois pas pourquoi je dois être la seule qui en soit frustrée, tandis que j'en ai le plus grand besoin ; que si j'aurais dû être portée sur les états des sommes à rembourser, et si la commission départementale ne l'a point fait, la faute n'en est certainement pas à moi, et je ne crois pas que cette omission puisse être une raison de me priver de ce qui m'est toujours dû à juste titre ; car ma pétition est fondée sur un fait qu'on ne saurait révoquer en doute. Je puis faire attester par plusieurs personnes que cet officier supérieur a occupé la maison, que je ne tenais moi-même qu'à loger, pendant tout le temps que j'ai dit. Veuillez donc bien, Monsieur le Préfet, avoir égard à ma demande, et faire en sorte qu'une pauvre veuve obtienne en attendant au moins quelque chose de ce qui lui est dû depuis si longtemps.

Dans la marge de cette lettre émouvante, on trouve, écrits d'une main bureaucratique, les mots suivants : « Sans suite. » Faute d'autre documentation, il est impossible de savoir si la veuve Simon était aussi « pauvre » qu'elle se plaignait de l'être. Mais son ton pitoyable en dit long sur les effets souvent

dévastateurs – psychologiquement, sinon financièrement – de l'occupation sur les habitants dans certaines localités<sup>14</sup>.

## Conclusion

Isolément, chacun de ces cinq portraits individuels ne sont que des instantanés de la vie quotidienne dans un petit coin d'Alsace à un moment particulier de l'occupation de garantie. Mais pris ensemble, ils permettent de tirer quelques conclusions de portée plus générale sur l'expérience de cette occupation entre 1815 et 1818, qui complètent et précisent ce que l'on sait d'autres régions. Tout d'abord, ces portraits nous montrent le rôle important, quoique quelquefois contesté, des autorités locales – et surtout des maires – comme médiateurs entre leurs concitoyens et les militaires étrangers et dans la gestion d'une situation souvent chaotique. Comme le montre l'incident sanglant intervenu près de Niederbronn, pour les autorités de cette région (comme pour celles du Nord) un des plus grands problèmes était de redéfinir et de remettre sous contrôle une frontière qui avait été changée – et même effacée – à plusieurs reprises pendant les guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Ce problème était d'autant plus délicat que les habitants des deux côtés de la frontière – et des deux bords du conflit – parlaient la même langue, comme les paysans de l'Alsace du Nord et les hommes des troupes du Wurtemberg. De plus, ces portraits suggèrent que le coût de l'occupation fut important, psychologiquement autant qu'économiquement. La présence des troupes étrangères, ici comme ailleurs, constituait un fardeau très lourd pour des populations qui avaient déjà subi tant d'années de guerre, culminant en deux invasions et occupations successives, et qui auraient encore à supporter en 1816 et 1817 des mauvaises récoltes conduisant dans bien des cas à la disette. Dans ce contexte, les réquisitions qui ont enrichi un entrepreneur comme Ratisbonne ont douloureusement pesé sur la plus grosse partie de la population.

En somme, pris ensemble ces portraits nous montrent à peu près toute la gamme des expériences vécues de l'occupation, entre violence brutale et fraternisation insouciant, ou entre « ennemis » et « amis » pour prendre les paroles de la chanson de Béranger qui était populaire au moment de l'invasion de 1815, souvent au même endroit et en même temps. L'expérience vécue de l'occupation alliée a varié avec la classe, le genre, l'âge, la localisation, la politique et la langue de l'occupé, aussi bien que de l'occupant. Hommes et femmes, vieux et jeunes, militaires et civils, citadins et paysans, élites et ouvriers, bonapartistes et royalistes, germanophones et francophones ont tous traversé l'occupation d'une manière différente. Comme le soulignent les exemples de l'entrepreneur Ratisbonne et du professeur Ozaneaux, les élites (surtout dans les villes) étaient beaucoup mieux protégées des fardeaux et des tensions issus de la présence des forces armées que ne l'étaient les classes

---

<sup>14</sup> Archives départementales du Bas-Rhin, RP/1266.

populaires et les habitants de la campagne. À côté de la classe sociale, le sexe de l'habitant était un des déterminants importants de l'expérience de l'occupation. Quelquefois, comme dans le cas des jeunes filles de l'arrondissement de Wissembourg qui fraternisaient avec les soldats wurtembergeois, être femme était avantageux, mais le plus souvent c'était un inconvénient, comme dans le cas de la veuve Simon qui se débattait encore en 1826 pour faire valoir sa demande d'indemnité, pour ne rien dire des nombreuses femmes qui furent assaillies et violées par des soldats des troupes alliées. Mais le cas de l'Alsace nous montre qu'il y avait un autre facteur explicatif, bien que souvent négligé, de l'expérience individuelle de l'occupation : la langue. Les sources portant sur les campagnes proches de Wissembourg et, dans une moindre mesure, de Colmar suggèrent que le fait qu'occupants et occupés aient parlé une langue commune a eu une influence, pour le meilleur et pour le pire d'ailleurs, sur l'expérience vécue de cette sortie de guerre. Cela encourageait à davantage de rapprochements entre les militaires et les habitants, spécialement les femmes, mais cela déclenchait peut-être aussi plus de violences, parce que, par contraste avec des régions francophones qui étaient occupées par des troupes anglaises, russes, et prussiennes, les deux parties se comprenaient et prenaient très vite offense. Ces conclusions restent bien sûr à confirmer avec d'autres cas, tirés de l'Alsace ou bien puisés dans les autres départements de la frontière nord-est qui ont été occupés entre 1815 et 1818.

« UN MÉTIER DE CHIEN QUE DE SUIVRE L'ARMÉE »  
PROSPER BACCUËT (1797-1864), PEINTRE MILITAIRE  
AU SERVICE DE L'EXPLORATION SCIENTIFIQUE DE L'ALGÉRIE<sup>1</sup>

Nicolas SCHAUB

Au cœur de la conquête de l'Algérie, des militaires entreprennent la description artistique et scientifique des territoires dans un souci de vérité, de spontanéité et d'exactitude, face à un objet inconnu et troublant par sa complexité. Les peintres militaires de cette génération se trouvent ainsi engagés dans une constante recherche visuelle d'un Orient qui, de fait, ne cesse de leur échapper. Suite au développement des transports, davantage d'observateurs civils et militaires tentent le voyage en Orient et entrent en compétition afin de créer et de diffuser un ensemble d'images et de savoirs inédits. Chacun ajuste, recompose, en fonction des idées et des formes qui circulent par ailleurs sur le marché de l'art orientaliste, véritable mouvance dans toute l'Europe. Dans cette quête frénétique d'objets et d'images placés en-dehors des perceptions quotidiennes, la position des peintres militaires se révèle singulière<sup>2</sup>. Ces hommes s'acharnent à résoudre les difficultés matérielles et les tensions d'une conquête visuelle du territoire algérien jamais encore systématiquement réalisée, à une période où la photographie n'est qu'à ses débuts. Dans des conditions extrêmes, certains militaires éprouvent le besoin vital de laisser trace de leur expérience de découverte, que ce soit par les mots ou par les formes et les couleurs. La plupart d'entre eux déplorent n'avoir pas les soutiens financiers nécessaires pour exposer à l'échelle de la métropole les divers aspects visuels de l'Algérie. Ils se plaignent souvent de leurs faibles avancements ou du manque de reconnaissance symbolique en tant qu'artistes ou savants. Ces officiers font en quelque sorte figure d'esthètes dans un conflit redoutable, peu conciliable avec leurs sensibilités artistiques. Militaires de la périphérie et des marges, ils

---

<sup>1</sup> Je remercie Leïla Sebbar pour les copies des lettres manuscrites de Prosper Baccuët à sa mère. Voir Leïla SEBBAR, *Voyage en Algéries autour de ma chambre. Abécédaire*, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Bleu autour, 2008.

<sup>2</sup> Sur cette production d'images, voir Gabriel ESQUER, *Histoire de l'Algérie en images ou Iconographie historique de l'Algérie depuis le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1871*, Paris, Plon, 1929 (rééd. Paris, 2002, C. Tchou, Bibliothèque des introuvables, 2002) ; *Villes d'Algérie au XIX<sup>e</sup> siècle* (cat. exp., Paris, centre culturel algérien, 1984), Alger, Anep, 2005.

ont pour objectif de diffuser leurs images au public de la métropole et au-delà. Pour cela, ils doivent d'abord enquêter sur le terrain auprès des populations, communiquer avec elles et tenter de les comprendre, mais également s'allier aux agents coloniaux : officiers militaires et médiateurs locaux, interprètes et informateurs<sup>3</sup> ; puis, au retour du voyage, s'adapter au marché artistique parisien du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour accéder au statut d'artiste, les peintres militaires cherchent l'appui des critiques qui les aideront à obtenir des commandes officielles et à saisir les opportunités de ce marché culturel libéral. Leur volonté d'autonomie dans la pratique artistique les pousse dans une furieuse course d'obstacles face à une multiplicité de rapports de force sans cesse mouvants. Ils créent un outillage conceptuel et visuel qui s'élabore sur le terrain, et qui permet de concurrencer dans les domaines archéologique et artistique les spécialistes de chacune des disciplines. Les officiers acquièrent la main de l'artiste et une technique spécifique pour composer l'image là où le chaos décime et agresse en profondeur. En tant qu'artistes militaires ils engagent une réflexion autonome sur la pratique du dessin et de la peinture en territoire de guerre. De là naissent des disjonctions et des tensions qui les traversent eux-mêmes et les désolidarisent de leur environnement militaire et colonial. Cependant, des règles académiques ou normatives leur sont assignées afin de construire un espace intelligible et homogène. Un langage s'élabore, ici le langage visuel qui sert à unifier et contrôler l'ensemble des paysages méditerranéens. Mais rarement les militaires obtiennent de leur hiérarchie la valorisation de leur travail créatif ; leur carrière dans l'armée est souvent entravée par leur choix de se consacrer à cette quête visuelle du territoire algérien.

Ces problèmes de statut et de lutte dans la pratique artistique se retrouvent dans le cas de Prosper Baccuët, officier de cavalerie et peintre militaire<sup>4</sup>. Né à Paris en 1797, il participe aux campagnes d'Italie de 1813 à 1815, puis entre dans l'atelier de Louis Étienne Watelet, peintre de paysage classique. Grâce à ses compétences artistiques et militaires, il est détaché vers 1828 en Grèce au sein de la commission scientifique<sup>5</sup>. Il collabore pour la première fois avec le botaniste Bory de Saint-Vincent (1778-1846) qui le charge de relever les paysages méditerranéens de Morée dans un contexte de guerre

---

<sup>3</sup> Alain MESSAOUÏ, *Savants, conseillers, médiateurs. Les arabisants et la France coloniale (v. 1830-1930)*, thèse de doctorat sous la direction de Daniel Rivet, université de Paris 1, 2008 ; Alain MESSAOUÏ, « Renseigner, enseigner. Les interprètes militaires et la constitution d'un premier corpus savant "algérien" (1830-1870) », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 41, 2010, p. 97-112.

<sup>4</sup> Les sources concernant cette carrière militaire, scientifique et artistique, sont conservées dans les fonds d'archives du Service Historique de la Défense (SHD), Vincennes : 3 Yf 69795, dossier Baccuët ; aux Archives Nationales, Paris, F/21/14 (1847-1852) ; F/21/62 (1854) ; F/21/438 (1860) ; F/21/445 (1862).

<sup>5</sup> Pour saisir le rôle des expéditions « militaro-scientifiques » en Égypte, Grèce et Algérie, voir Marie-Noëlle BOURGUET, Bernard LEPETIT, Daniel NORDMAN et Maroula SINARELLIS (dir.), *L'invention scientifique de la Méditerranée. Égypte, Morée, Algérie*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1998.

parfois extrêmement brutal<sup>6</sup>. Baccuët élabore ainsi un album de 54 dessins aujourd'hui conservé à la bibliothèque Gennadius d'Athènes<sup>7</sup>, travaux sous-tendus par un projet encyclopédique d'exploration du monde méditerranéen. Le colonel Bory de Saint-Vincent relate dans une lettre d'avril 1830 les méthodes et les objectifs de sa collaboration avec Prosper Baccuët, spécialiste des vues géologiques et instantanées :

Je ne négligeais point d'esquisser [...] divers sites frappants des lieux où j'avais des raisons de croire que mes confrères n'avaient point été, et surtout d'en faire dessiner un grand nombre par M. Baccuët lieutenant de la Garde Royale qui utilisait, en qualité de peintre de la première section, les loisirs de la paix ; l'exactitude de ce collaborateur n'a d'égale que la rapidité avec laquelle il exécute ce qu'on lui demande. Les travaux que je lui fis faire ne sont jamais des doubles emplois de ce qu'ont dû accumuler nos collègues des autres sections ; ils ont toujours eu pour objet principal des circonstances géologiques pittoresquement représentées : ces vues en assez grand nombre, avec des plans partiels de divers points importants jusqu'ici mal ou non figurés, ou de plusieurs îles de l'Archipel, feraient partie du nombre des planches que je désire conserver au contingent des sciences physiques, c'est-à-dire à la première section<sup>8</sup>.

La carrière militaire de Baccuët se trouve ainsi modifiée par l'expérience de la Grèce. Les notes d'inspection de sa hiérarchie soulignent le profil particulier de cet officier aux talents d'artiste<sup>9</sup> : en 1832, le lieutenant général Gentil de Saint-Alphonse estime que « le capitaine Baccuët est un officier plein d'ardeur et de capacité ; s'étant livré à l'étude des beaux-arts, son instruction militaire a pu en être ralentie ; mais il a tout ce qu'il faut pour se mettre à la hauteur de son emploi » ; en 1839, le lieutenant général Louis-Eugène Cavaignac (1802-1857) met en relief ses capacités singulières de paysagiste : « Très bon capitaine et sujet distingué par une instruction militaire complète, une conduite parfaite des talents divers et surtout par une passion pour la peinture qui est justifiée par des succès ».

Après plusieurs tentatives auprès de l'administration militaire, Prosper Baccuët est nommé en août 1839 membre de la Commission scientifique

---

<sup>6</sup> Voir Christine PELTRE, *Le voyage de Grèce. Un atelier en Méditerranée*, Paris, Citadelles & Mazenod, 2011 ; Hervé MAZUREL, *Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.

<sup>7</sup> Voir Ioli VINGOPOULOU, « Dessins originaux créés par Prosper Baccuët pendant l'expédition scientifique de Morée. Un album à la Bibliothèque Gennadius », dans Marie-Noëlle BOURGUET, Daniel NORDMAN, Vassilis PANAYOTOPOULOS et Maroula SINARELLIS (dir.), *Enquêtes en Méditerranée. Les expéditions françaises d'Égypte, de Morée et d'Algérie* (actes de colloque), Athènes, Institut de recherches néohelléniques-F.N.R.S., 1999, p. 333-349.

<sup>8</sup> Paris, Bibliothèque nationale de France, Département des Manuscrits occidentaux : nouvelle acquisition Fr 9183, f° 38-85.

<sup>9</sup> SHD, Vincennes : dossier Baccuët, 3 Yf 69795.

d'Algérie<sup>10</sup>. Pendant deux ans, il séjourne sur place et parcourt le pays d'ouest en est pour y dessiner des sites inconnus, accompagnant à plusieurs reprises les colonnes expéditionnaires. Par la suite, il obtient une série de prolongations lui permettant de terminer ses travaux graphiques. En mars 1845, sur la frontière entre l'Algérie et le Maroc, il effectue une deuxième mission avec le peintre de bataille Horace Vernet (1789-1863)<sup>11</sup>, repérant les lieux de la bataille d'Isly remportée contre les Marocains par le général Thomas-Robert Bugeaud (1784-1849). Le ministre de la Guerre l'autorise ainsi « à accompagner M. Horace Vernet dans la tournée artistique que ce peintre va entreprendre en Algérie, d'après les ordres du roi<sup>12</sup> ». En juillet 1845 Baccuët aurait par ailleurs participé avec Théophile Gautier (1811-1872) et Noël Parfait (1813-1896) à l'expédition de Kabylie. Sa spécialité de dessinateur et son expérience de l'Algérie auraient convaincu Théophile Gautier de l'associer à son projet inachevé de *Voyage Pittoresque en Algérie*<sup>13</sup>.

Pendant la durée de sa principale enquête en Algérie, de 1839 à 1841, Baccuët adresse à sa mère des lettres intimes et sincères (environ quarante pages inédites), venant compléter par leurs renseignements les aquarelles et dessins exécutés sur place, ainsi que les collections d'objets (costumes, armes et parures) rapportées du pays. Cette correspondance, qui nous procure le calendrier précis des déplacements de Baccuët, témoigne en outre de ses luttes pour construire une certaine image de l'Algérie, dégagée des stratégies politiques et conforme à des objectifs scientifiques et artistiques. Elle révèle, chez l'artiste et militaire, une réelle complexité des affects : dénonciation et résistance pour une part, mais qui ne neutralisent pas totalement les effets de la propagande finalement mise en place sous la monarchie de Juillet. Dans ces lettres, Baccuët témoigne d'une liberté de conscience qu'on trouve également chez d'autres voyageurs européens, eux-mêmes pris dans des projections, des identifications et une ambivalence des affects qui les travaillent dans la durée.

L'exploration scientifique et artistique de Prosper Baccuët débute dans l'Algérois, puis s'étend dans l'Oranais. De décembre 1839 à avril 1840, le

---

<sup>10</sup> Monique DONDIN-PAYRE, *La Commission d'exploration scientifique d'Algérie : une héritière méconnue de la Commission d'Égypte*, Mémoire de L'AIBL, 14, Paris, De Boccard, 1994.

<sup>11</sup> Claudine RENAUDEAU, *Horace Vernet (1789-1863). Chronologie et catalogue raisonné de l'œuvre peint*, thèse de doctorat sous la direction de Bruno Foucart, université de Paris IV-Sorbonne, 2000 ; Robert ROSENBLUM (dir.), *Horace Vernet, 1789-1863* (cat. exp., Rome, Académie de France, Paris, École nationale supérieure des Beaux-Arts, 1980), Rome-Paris, De Luca, 1980 ; Nicolas SCHAUB, *L'armée d'Afrique et la représentation de l'Algérie sous la monarchie de Juillet*, thèse de doctorat sous la direction de Christine Peltre, université de Strasbourg, 2010.

<sup>12</sup> SHD, Vincennes : dossier Baccuët, 3 Yf 69795.

<sup>13</sup> Voir Théophile GAUTIER, *Voyage pittoresque en Algérie : 1845*, éd. Madeleine COTTIN, Genève-Paris, Droz, 1973 ; Théophile GAUTIER, *Voyage en Algérie*, éd. Denise BRAHIMI, Paris, La Boîte à Documents, 1989.

peintre reste ainsi en mission autour d'Alger<sup>14</sup>. Il poursuit plus à l'ouest sur la côte méditerranéenne et arrive à Cherchell, travaillant et se battant près des vestiges romains jusqu'en mai 1840. Puis il enquête cinq mois à Oran, la région natale d'Abdelkader (1808-1883)<sup>15</sup>. Il y subit le moment le plus terrible de l'insurrection menée par Abdelkader, après l'expédition des Portes de Fer (1839) par le duc d'Orléans (1810-1842). Prosper Baccuët entre alors dans le cauchemar de la guerre ; il observe les désastres perpétrés de part et d'autre et les traduit plastiquement en peignant sur le motif (figure 1). Sur son terrain d'enquête, il s'efforce d'observer le plus possible d'éléments (paysages, costumes, attitudes et scènes), données graphiques et picturales qui, recomposées, recrées, aboutiront finalement aux images « orientalistes ».

Lorsqu'il arrive à Alger en décembre 1839, il est frappé par les bassesses et les rivalités qui gangrènent les relations entre colons. Cette déception le poursuit et le rend acerbe tout au long de sa mission. Il évolue dans un huis clos où le danger n'est peut-être pas omniprésent, mais où l'ennui et la nostalgie empoisonnent le quotidien<sup>16</sup>. Bien vite, le peintre militaire mesure cependant les richesses qu'offre chaque jour la vie d'Alger. Il se confronte au spectacle de ses rues et de ses temporalités diverses. Dans sa vaste entreprise de saisie et de compréhension des objets, besogne importante qui ne lui laisse aucun temps libre, il prendra pour modèle la Commission d'Égypte et ses hordes de savants. Chez Baccuët, on observe par ailleurs une association étroite entre les travaux qu'il mène dans les domaines artistique et scientifique, et des pulsions, une violence vis-à-vis des adversaires musulmans. Les percevant comme des sauvages, il se détermine à les combattre à mort :

Il faut leur couper la tête, il n'y a pas à se fier à eux, point de quartier, vengeance et hécatombe ; pour mon compte moi bon, et doux, autant

---

<sup>14</sup> Sur les destructions du centre historique de la cité au début de la conquête, voir André RAYMOND, « Le centre d'Alger en 1830 », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 31, 1981, p. 73-84.

<sup>15</sup> Sur son combat pendant la conquête, voir Paul AZAN, *L'Émir Abd el Kader 1808-1883. Du fanatisme musulman au patriotisme français*, Paris, Hachette, 1925 et Bruno ÉTIENNE, *Abdelkader*, rééd., Paris, Hachette Littératures, 2003. Sur le rôle plus particulier des représentations d'Abdelkader, voir Dominique BERNASCONI, « Mythologie d'Abd el-Qader dans l'iconographie française au XIX<sup>e</sup> siècle », *Gazette des beaux-arts*, vol. 77, 1971, p. 51-62 ; François POUILLON, « Abd el-Kader, icône de la nation algérienne », dans Anny DAYAN-ROSENMAN et Lucette VALENSI (dir.), *La Guerre d'Algérie dans la mémoire et l'imaginaire*, Paris, Éditions Bouchène, 2004 ; Gilbert BEAUGÉ, « Abdel le saint homme : sur quelques portraits d'Abdelkader », dans Paul MIRONNEAU et Claude MENGES (dir.), *À propos d'Abdelkader* (cat. exp., Château de Pau, 1998), Pau, 1998, p. 22-42 ; *Un héros des deux rives. Abd el-Kader l'homme et sa légende* (cat. exp., Paris, Hôtel de Soubise, Centre historique des archives nationales, 2003), Paris, Centre historique des archives nationales, 2003 ; Ahmed BOUYERDENE, *Abd el-Kader par ses contemporains. Fragments d'un portrait*, Paris, Ibis Press, 2008.

<sup>16</sup> Sur ce mal dévastateur des soldats de la conquête, voir Thomas DODMAN, « Un pays pour la colonie. Mourir de nostalgie en Algérie française, 1830-1880 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, vol. 66, 2011, p. 743-784.

j'en trouverais autant j'en tuerais ; ainsi tu vois que la guerre cruelle est déclarée.

Je ne pense pas que cela doive rien faire à la commission scientifique, car en se rappelant de l'Égypte tous les travaux que les savants d'alors ont faits, ont été exécutés sous les boulets<sup>17</sup>.

Parmi ses modèles, le peintre militaire réinterprète les scènes élaborées par Alexandre Decamps (1803-1860)<sup>18</sup>. Cet artiste, sans doute le plus évocateur des lumières du Maghreb, est alors celui qui sait rendre l'image la plus juste de l'Orient, stimulant des expériences et approches visuelles multiples de la société en Algérie. Lorsque Baccuët déambule dans la médina, il rattache inmanquablement ses impressions et ses visions aux œuvres du grand maître. Et de s'étonner, comme Eugène Delacroix (1798-1863) en 1832, de ne pas voir davantage d'artistes parcourir cet espace inouï :

Je travaille à force, ce pays est fertile en matériaux et à Alger même il y a pour un peintre, un dessinateur assez de quoi faire ; à mon avis de tous les artistes de l'Orient Decamps a toujours la palme, il a tout bien compris, bien rendu quoi qu'en disent ses détracteurs ; je ne comprends pas que les peintres un peu à leur aise ne viennent pas ici où ils auraient à faire quitte à composer leurs tableaux à Paris<sup>19</sup>.

Alexandre Decamps a notamment formé la manière de voir du duc d'Orléans<sup>20</sup>, l'un des plus grands mécènes de l'époque romantique, qui, découvrant le territoire algérien en 1835 et 1840, mêlera, aux postures, mouvements, formes et couleurs du monde de l'Islam tel qu'observé et remémoré, les tableaux orientalistes du maître. En juin 1840, au château de Villiers, à Neuilly-sur-Seine, le duc d'Orléans décrit, dans une lettre à son secrétaire Alfred-Auguste Cuvillier-Fleury (1802-1887), ce phénomène de remémoration qui associe intimement l'image orientaliste (figure 2) aux impressions dévoilées et au moment vécu en Algérie :

Je désire, Monsieur, placer chez vous le portrait fait par Decamps de quelques-uns de ces enfants musulmans que nous avons si souvent observés ensemble dans les rues d'Alger, et dont nous ne nous lassions pas d'étudier l'étrange physionomie. Je tiens à ce que vous ayez toujours sous les yeux un souvenir qui vous rappelle notre voyage d'Afrique en

---

<sup>17</sup> Lettres de P. Baccuët à sa mère.

<sup>18</sup> Voir la thèse de Dewey F. MOSBY, *Alexandre-Gabriel Decamps (1803-1860)*, New-York-Londres, Garland Publishing, 1977, *passim*.

<sup>19</sup> Lettres de P. Baccuët à sa mère.

<sup>20</sup> Sur ce point, voir Béatrice TUPINIER, « Un peintre du mouvement : Alexandre-Gabriel Decamps », dans Hervé ROBERT (dir.), *Le Mécénat du duc d'Orléans (1830 1842)* (cat. exp., Paris, Mairies des 17<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements, 1993), Paris, Délégation à l'Action artistique de la ville de Paris, 1993, p. 118-126.

1840. C'est une époque marquée pour votre élève par son début dans le métier des armées<sup>21</sup>.

Les images créent ici des grilles de lecture interférant avec le monde social observé. Elles agissent comme des filtres à travers lesquels les voyageurs perçoivent et se remémorent les coutumes et les pratiques. Or Baccuët en est bien conscient, quand il s'applique à déconstruire certains clichés et à élaborer sa propre image, en se confrontant au milieu scientifique, en accordant toute leur importance aux découvertes en cours dans les divers domaines de la connaissance et du visuel.

Au sein de la Commission scientifique de l'Algérie, il côtoie notamment le célèbre saint-simonien Père Enfantin (1796-1864)<sup>22</sup>, avec lequel il échange sans doute des idées au sujet de la colonisation et du peuplement en Algérie. Dans ses lettres, le peintre militaire n'occulte pas les rapports de force s'exerçant sur l'entreprise scientifique et sur l'activité de chacun des membres de la Commission. Du point de vue de sa méthode, il s'agirait de décloisonner vraiment les savoirs et les disciplines, afin de pouvoir toucher sans contrainte aux objets les plus variés de ce territoire. Vers la fin mars 1840, Baccuët prend par ailleurs conscience à Alger de la résistance très forte des populations musulmanes et de leur repli face au dessinateur d'images impies ; il découvre assez vite l'importance de l'islam au sein de cette société qu'il ne peut approcher que superficiellement. L'enquête visuelle s'inscrit dans des relations de pouvoirs particulières :

Il est très difficile de faire le croquis des Arabes car ils ne peuvent supporter qu'on les dessine, l'Arabe le plus misérable ne se laissera pas faire sa figure pour tel argent que ce soit, et ils l'aiment beaucoup cependant, mais ils sont persuadés qu'ils mourront dans l'année si un Roumi ou chrétien fait leur portrait, aussi il faut les saisir au vol et de chic. Decamps seul les a bien attrapés<sup>23</sup>.

Les peintres de cette période sont fréquemment confrontés à ces formes de résistance, et la plupart déplorent également les mutations engendrées par la

---

<sup>21</sup> Alfred-Auguste CUVILLIER-FLEURY (1802-1887), *Journal intime de Cuvillier-Fleury. La famille d'Orléans aux Tuileries et en exil, 1832-1851*, Paris, Plon-Nourrit, 1900-1903, p. 233 ; cité par Nicole GARNIER-PELLE, *Delacroix au Maroc. L'orientalisme au Musée Condé* (cat. exp., Chantilly, Musée Condé, 1992), s. l., s. n., p. 18.

<sup>22</sup> Sur la biographie de Barthélémy Prosper Enfantin (1796-1864), voir François POUILLON (dir.), *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Paris, Éditions Karthala, 2008, p. 358-360. Sur l'entrée en force de ce mouvement en Orient, voir Sébastien CHARLÉTY, *Histoire du saint-simonisme (1825-1864)*, rééd., Paris, Éditions Gonthier Paul Hartmann, 1931, p. 173-222 ; Marcel ÉMERIT, *Les saint-simoniens en Algérie*, Paris, Les Belles lettres, 1941 ; Magali MORSY (dir.), *Les Saint-Simoniens et l'Orient. Vers la modernité*, Aix-en-Provence, Édisud, 1989 ; Michel LEVALLOIS et Sarga MOUSSA (dir.), *L'orientalisme des saint-simoniens*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2006 ; Michel LEVALLOIS, *Ismajl Urbain (1812-1884). Une autre conquête de l'Algérie*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001 ; Neil MAC WILLIAM, *Rêves de bonheur. L'art social et la gauche française (1830-1850)*, rééd., Paris, Les presses du réel, 2007.

<sup>23</sup> Lettres de P. Baccuët à sa mère.

colonisation, oubliant le plus souvent les capacités qu'ont ces sociétés à rebondir par elles-mêmes. En avril 1840, Baccuët s'exprime ainsi sur les effets néfastes de la présence coloniale, qui lui donne la nausée et le pousse à dénoncer l'ampleur des vices et la multiplicité des relations de pouvoir opérant à tous les niveaux :

J'ai beau m'armer de philosophie et voir les choses tranquillement dans ce pays, depuis cinq mois que j'y suis je ne puis m'y habituer, et je le trouve dégoûtant, tout ici est corrompu, gâté, mœurs, végétation, agriculture, architecture, ornements, par nous autres Européens, nous sommes un vrai fléau pour ce beau pays parce que chacun y vient pour faire fortune, pour y faire un passage de cinq ou dix ans, peu importe ce qu'on laissera après soi pourvu qu'on vive à sa guise ; depuis la plus haute sommité jusqu'à la dernière c'est du vice, les femmes turques sont corrompues, les juives il ne faut pas en parler, les dames françaises comme on voudra les appeler sont encore pires, on ne voit en général que des ivrognes et malheureusement sous ce rapport les Arabes et leurs femmes nous ont imités ; je t'avoue que je suis indigné quand je vois un de ces hommes gris, une de leurs femmes. Bref je ne trouve pas cela édifiant, et ce clergé qui est ici cela fait pitié, les curés ribotent, les sœurs font des enfants, enfin tout est scandale ici, je suis peut-être un peu sévère, mais je vois ainsi ; quant à l'armée elle est brave et se bat bien, mais grand Dieu que d'ambitions, que de mécontentements, que d'injustices, que de coteries<sup>24</sup>.

Confronté à la colonie, avec sa violence, ses névroses, Baccuët exprime lucidement son profond dégoût. Pendant sa longue traversée de l'Algérie, il note l'absurdité du système d'oppression et d'expropriation instauré depuis peu, et qui s'intensifiera sous le Second Empire sous la pression des colonistes. Mais il s'enthousiasme en même temps des possibilités de découvertes scientifiques et artistiques. Acquéran une autonomie dans ses créations graphiques, évoluant dans la solitude de ses trouvailles, il se dissocie des autres militaires uniquement préoccupés, eux, par les pillages et les exactions. Dans l'Oranais, fin juillet 1840, il note le nombre important de motifs picturaux, de paysages ou d'objets inconnus que le soldat ne pourra jamais saisir ni comprendre. Les données de sa culture visuelle sont désormais bouleversées par l'expérience de l'Orient. Durant la conquête de l'Algérie, différents rapports au monde, différentes temporalités coexistent ainsi de façon incommensurable :

J'arrive de ma tournée [...], j'ai vu des choses neuves pour moi et pour d'autres, tout à fait nouvelles, car le troupiér d'Afrique n'observe pas, il ne pense qu'à son individu, à sa diarrhée, à son avancement, et à se procurer une femme ; tel est en général le troupiér d'Afrique, à quelques exceptions près bien entendu<sup>25</sup>.

---

24 *Ibid.*

25 *Ibid.*

Consacrée à la province de Constantine, la seconde partie de sa mission sera pour Prosper Baccuët le moment le plus riche en découvertes et impressions (figure 3), mais aussi l'étape la plus éprouvante, dans ses marches et ses combats. Les lettres de Constantine traduisent la complexité de ses affects et la difficile position du peintre militaire soucieux d'une certaine autonomie face aux différents pouvoirs militaires et politiques. De novembre 1840 à janvier 1841, il séjourne à Bône, puis travaille et recueille ses matériaux durant trois mois à Constantine, sa base arrière. En colonne expéditionnaire, il traverse la région de Sétif (juin 1841), et revient enquêter jusqu'en septembre 1841 à Constantine sur les lieux que découvre en 1846 le peintre Théodore Chassériau (1819-1856)<sup>26</sup>. Il marche ensuite vers Philippeville (septembre 1841) et explore pendant deux semaines la Kabylie. En octobre 1841, il est à nouveau à Constantine et accompagne pendant deux semaines une colonne militaire qui sillonne la région des Aurès. Après ces nombreuses expéditions dans l'Est algérien, il aurait finalement embarqué pour la France.

Aux premiers temps de son séjour à Constantine, en avril 1841, Baccuët aura changé entièrement de territoires et de mœurs ; il y assiste aux répressions continues du général Négrier (1788-1848), et témoigne de la violence totale qui pénètre dans la ville<sup>27</sup>. Tandis que ces affres n'apparaissent que rarement dans les images créées sur place, c'est bien dans ses lettres que Prosper Baccuët voudra décrire le climat mortifère de cette conquête. Il lui faut rendre hommage aux corps des résistants qui tombent et montrer la haine réciproque des protagonistes de la conquête :

Depuis trois semaines nous sommes dans les exécutions, et pour ainsi dire dans le sang. [...] En général tous ces Arabes meurent admirablement, pas un murmure, pas une plainte, une prière, ils s'agenouillent et la tête tombe, le corps reste exposé toute la journée sur la place ainsi que les têtes, là le troupier français, les fantassins stupides viennent plus ou moins faire des lazzis sur l'exécution ; roulent les têtes avec leurs pieds, c'est un spectacle dégoûtant, et malgré que je sois habitué à voir cela tous les jours je doute que je puisse m'y faire ; quoique dans ce pays on devienne cruel et féroce ; ainsi toute la journée ce sont des coups de bâton qu'on donne sur la place, deux cents, trois cents, ce sont des cris continuels et insupportables, le soldat français en rit, toute espèce de pitié a disparu chez ces hommes, ici l'égoïsme seul domine ainsi que l'ambition et l'intérêt ; voilà pour les officiers ; le soldat est une bête brute, au moins aussi sauvage que les Arabes qu'il traite comme tel et ils sont beaucoup plus cruels qu'eux<sup>28</sup>.

---

<sup>26</sup> Voir Christine PELTRE, « L'armée d'Afrique », dans *Chassériau (1819-1856). Un autre romantisme*, Paris, La Documentation française-Musée du Louvre, 2002, p. 223-239.

<sup>27</sup> Charles-Robert AGERON, « Administration directe ou protectorat : un conflit de méthodes sur l'organisation de la province de Constantine (1837-1838) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 50, n° 178, 1963, p. 5-40.

<sup>28</sup> Lettres de P. Baccuët à sa mère.

Impuissant à stopper cette montée du chaos et de l'anarchie, conscient qu'elle remet en cause le projet de civilisation, l'artiste va travailler uniquement pour les besoins de sa création, se tenant à distance des rapports de force les plus brutaux. Lorsqu'il traverse un territoire au sein d'une colonne, témoin des exactions, c'est à nouveau dans ses lettres qu'il les évoque pour en montrer l'absurdité : « Dans une razzia que j'ai vu faire dernièrement, hommes, femmes, enfants et vieillards, tout y a passé sans pitié ; on dit que c'est le seul moyen d'en venir à bout, sous ce rapport c'est une terrible guerre<sup>29</sup> ».

De fin juillet à l'automne 1841, Prosper Baccuët se trouve à Constantine dans l'objectif de finaliser l'élaboration de certains motifs picturaux (figure. 4), aménageant sans doute une sorte d'atelier pour y classer ses divers matériaux. Il envisage alors un retour rapide en France afin d'exposer au Salon et auprès des amateurs les nombreux motifs inédits de l'Algérie, comptant beaucoup, pour acquérir une autonomie financière, sur le caractère original de son approche du territoire algérien. En effet, peu d'artistes ont vécu le rythme des colonnes destructrices et ont vu d'aussi près les misères perpétrées au nom du projet colonial. Peu d'artistes ont élaboré une technique suffisante pour rendre compte de ce monde à la fois dangereux et stimulant :

Je me souviendrai de la vie dure et fatigante et parfois ennuyeuse que j'aurai menée ici, car je suis constamment vis-à-vis de moi-même. Heureusement que je travaille beaucoup et sérieusement pour des projets à moi pour l'avenir, et au reste dans la peine comme dans le plaisir, le temps s'écoule, s'en va, car voilà bientôt deux ans que je suis en Afrique. [...] Aucun de mes collègues n'auront fait autant de courses que moi, en général ils n'aiment pas à se remuer, le fait est que c'est un métier de chien que de suivre l'armée<sup>30</sup>.

Les relations de pouvoir et la systématisation des violences coloniales font ainsi pleinement partie des conditions d'élaboration des images de Prosper Baccuët. Or, dans le même temps, lui-même n'aspire qu'à résister face aux stratégies politiques et militaires, pour négocier son autonomie artistique et scientifique. Il n'a de cesse de poursuivre, en tant qu'officier, ses études de terrain ainsi que ses confrontations aux populations musulmanes, juives et européennes d'Algérie, pour pouvoir exploiter ensuite, dans la durée, en tant qu'artiste indépendant, l'ensemble de ses connaissances et perceptions visuelles, ces matériaux nécessaires à la production d'images orientalistes.

---

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.*

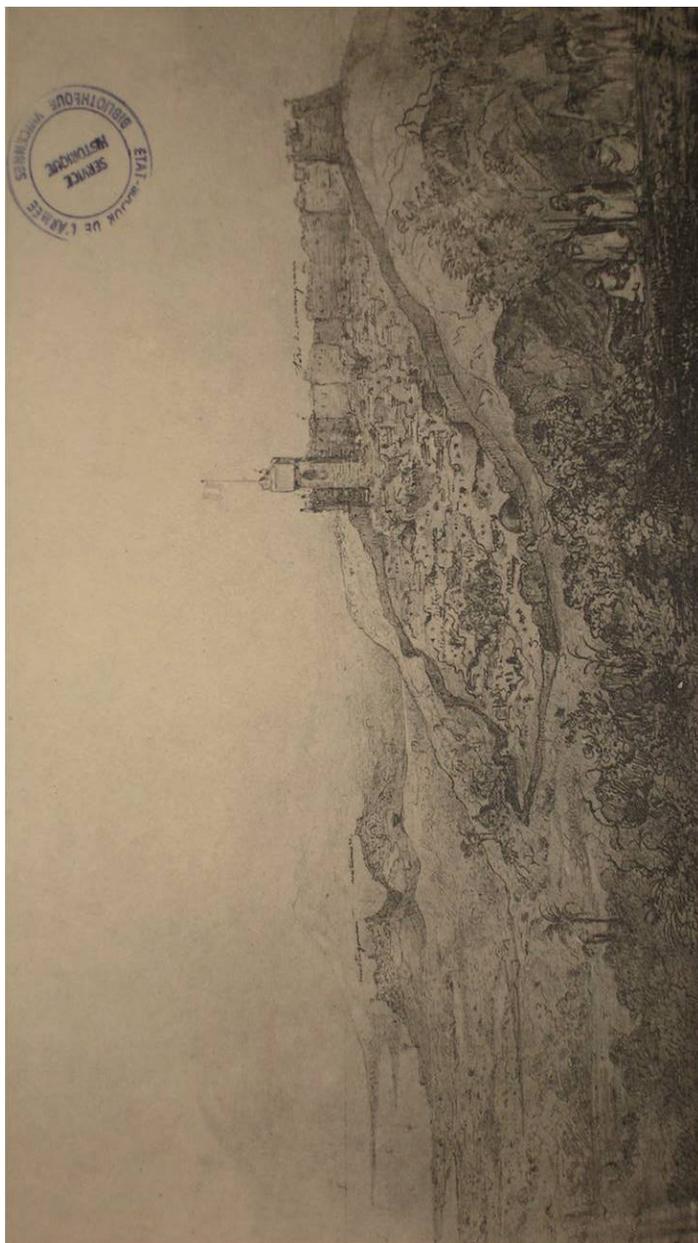


Figure 1 : Prosper Baccuët (1797-1864),  
*Fort de Mazagan*, mine de plomb, esquisse, 1841,  
Alger, Bibliothèque Nationale d'Alger



Figure 2 : Alexandre Gabriel Decamps (1803-1860),  
*Enfants turcs jouant avec une tortue (Turquie d'Asie)*, 1836,  
huile sur toile, H : 0.725 m. ; L : 0.910 m.,  
Chantilly, musée Condé, PE475



Figure 3 : Prosper Baccuët (1797-1864),  
*Arrivée à Constantine, en 1841, de Ben Gana, chef de tribu à Biskra*,  
huile sur toile, 35,6 x 51,7 cm, 1841,  
Digne, Musée Gassendi, inv. 913.5.1



Figure 4 : Prosper Baccuët (1797-1864),  
*Vue de Constantine prise des jardins de Sala Dey (maison de campagne du Dey)*,  
huile sur toile, 26 x 33 cm, esquisse exécutée en 1841,  
Bagnère-de-Bigorre, Musée des Beaux-Arts Salies, inv. 853-1-47

*QUAND UN NEUTRE PREND LES ARMES :  
WILHELM DINESEN (1845-1895), UN DANOIS DANS LA GUERRE  
FRANCO-ALLEMANDE DE 1870-1871*

Gilles VOGT

Le 26 juillet 1870, le gouvernement danois fait publier dans les journaux de Copenhague l'ordonnance du 4 mai 1803 sur « la conduite des commerçants et gens de mer en temps de guerre entre puissances maritimes étrangères » – unique forme sous laquelle les autorités font connaître la neutralité du royaume devant la guerre franco-allemande<sup>1</sup>. Le Danemark se refuse, en effet, à prendre part au conflit, malgré l'évidente tentation de profiter de la France pour récupérer au moins partiellement le Schleswig, province annexée par la Prusse à la suite de la guerre des Duchés en 1864. Mais qu'implique réellement cette neutralité et quelles sont les marges d'une société forcément intriguée par une nouvelle guerre impliquant la Prusse, voisine et bourreau d'autrefois ? Un homme a sa petite idée, lui qui s'embarque à Copenhague le 27 novembre 1870, en direction de Londres puis de Dieppe, dans le but de mettre son Remington au service des armées françaises. Son nom est Wilhelm Dinesen, officier d'artillerie de l'armée danoise alors âgé de 24 ans et aujourd'hui mieux connu pour être le père de la romancière à succès Karen Blixen. En 1870, ce jeune aristocrate a plutôt la réputation d'être le fils d'un grand propriétaire du Jutland dont les exploits à la tête de la « batterie Dinesen » lors de la première guerre de Schleswig (1848) sont enseignés dans les écoles militaires<sup>2</sup>. Il est aussi le neveu par alliance du comte de Frijs, président du Conseil danois entre 1866 et mai 1870. À tout juste 18 ans, Dinesen a été en première ligne dans la guerre des Duchés et fut l'un des derniers défenseurs de la forteresse de Dybbøl, tombée entre les mains austro-prussiennes le 18 avril 1864. Six ans plus tard, en France, il emporte avec lui sa rancune bien sûr, mais aussi le sentiment de détresse d'une génération, une réelle expertise militaire et l'héritage d'une décennie de bouleversements sociaux et politiques.

---

<sup>1</sup> L'ordonnance est accompagnée d'une lettre du roi aux représentants étrangers. Rigsarkivet (RA), 2-0285/164, n° 13 et n° 15.

<sup>2</sup> Tom BUK-SWIENTY, *Kaptajn Dinesen. Ild og Blod*, Riga, Gyldendal, 2013, p. 75-77.

## Une guerre européenne

Il n'est pas exagéré de qualifier la guerre franco-allemande de conflit international. Ses facteurs de déclenchement, son déroulement et son règlement dépassent évidemment les seuls intérêts des pays belligérants. Nationalités, distribution des territoires sur une base ethnique, équilibre des puissances, droit humanitaire ou volontariat militaire ; déjà débattues par le passé (en Grèce et en Belgique d'abord, en Crimée et en Italie ensuite, en Pologne, au Danemark et au Luxembourg dans les années 1860), ces questions parlent aux sociétés d'Europe et c'est bien naturellement qu'elles traversent à nouveau les frontières en 1870. Les dynamiques d'opinions convergent de fait vers le Rhin : on réagit, on discute, on s'informe à l'aide de journaux, de brochures, de feuillets ou d'éditions spéciales distribuées dans les jardins et les spectacles. Il faut dire qu'avec un réseau télégraphique en pleine expansion, un jour suffit pour que les nouvelles du front traversent le continent<sup>3</sup>. L'opinion européenne est donc un enjeu, l'un des « grands thèmes » de la guerre, un indice pris en compte par les belligérants<sup>4</sup>. Témoin de l'internationalité du conflit, un rapport du Comité international de secours aux militaires blessés se félicite en janvier 1871 de voir « le monde entier » s'émouvoir devant la guerre franco-allemande<sup>5</sup>. Pourtant et malgré les efforts des cercles diplomatiques, les déclarations de neutralité se multiplient à l'été 1870<sup>6</sup>. Devant une guerre aux résonances transnationales, la réserve des gouvernements européens crée une disjonction presque naturelle entre les dispositions prévues par les ordonnances de neutralité et la réalité « pratique » de la non-belligérance. Peut-on réellement rester passif dans un contexte où les hommes et leurs idées transgressent en permanence les frontières ? La question se pose<sup>7</sup>, et l'actualité est là pour y répondre. Le 8 octobre 1870, un diplomate allemand proteste par exemple devant les autorités belges de « l'attitude hostile de la presse à l'égard de l'Allemagne », attitude qu'il juge « non conforme aux principes de la neutralité<sup>8</sup> ». Dans son appel aux peuples d'Europe, le Français Adolphe Franck se réfère, de son côté, aux « lois générales d'humanité » qui, selon lui, justifieraient le fait de transgresser

---

<sup>3</sup> François ROTH, *La guerre de 1870*, Paris, Fayard, 1990, p. 9-10.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 8-9.

<sup>5</sup> *Compte Rendu du Comité international de secours aux militaires blessés (15 juillet-31 décembre 1870)*, Genève, 1871, p. 6.

<sup>6</sup> Dès le 19 juillet pour l'Angleterre, suivie de l'Autriche, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suisse (20 juillet), du Danemark (26 juillet) ou encore des États-Unis (22 août).

<sup>7</sup> En décembre 1870, le Belge Gustave Rolin-Jaequemyns et le Suisse Gustave Moynier décrivent « les devoirs que la neutralité impose aux habitants et à la presse des pays neutres » comme « l'une des questions les plus neuves et les plus intéressantes à traiter dans le droit international ». Cf. Gustave ROLIN-JAEQUEMYS, *La guerre actuelle dans ses rapports avec le droit international*, Gand, Van Doosselaere, 1870, p. 72-73.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 73.

l'immobilisme des gouvernements<sup>9</sup>. En février 1871, l'internement de l'armée de l'Est en Suisse suscite encore les réserves de la Prusse qui s'inquiète de la bienveillance helvétique à l'égard de son adversaire<sup>10</sup>.

Partout se pose la problématique du neutre, de ses droits et de ses devoirs devant un conflit aux enjeux colossaux. Dans certains pays, le débat est plus vif, les interprétations plus nombreuses, les initiatives plus discutées qu'ailleurs. C'est naturellement le cas des États frontaliers du théâtre de guerre qui, à l'instar de la Suisse et de la Belgique, doivent bien répondre aux défis posés par la proximité du conflit<sup>11</sup>. Mais d'autres pays se trouvent dans une position délicate à l'été 1870. Victimes de la Prusse dans la décennie précédente, ils observent avec attention l'aggravation des tensions entre la France et son voisin dans la première quinzaine de juillet. Et la prudence des autorités n'y empêche pas l'opinion d'user de supports variés pour s'appropriier à son tour la question de la neutralité. Sous forme d'éditoriaux, la presse commente les nouvelles diplomatiques et accélère les tirages pour relayer les dernières dépêches en provenance de Paris et de Berlin. Journalistes, vétérans et autres personnages publics publient des pamphlets qui, dès juillet parfois, questionnent ou critiquent la non-belligérance des gouvernements. La demande d'informations est forte et le public échange, commente, lit ou écoute les discours dans les parcs, les cafés ou les salles de spectacle. On observe le phénomène en Autriche, pays où le souvenir de Sadowa (1866) reste fort et sur lequel mise la diplomatie française, duc de Gramont en tête, pour conclure une alliance visant à marcher vers la Saxe pour ouvrir la route de Berlin<sup>12</sup>. Mais on le voit aussi au Danemark, petit État dont l'importance stratégique n'échappe pas à la diplomatie impériale qui, aidée de ses contacts dans les milieux libéraux du Conseil, de l'armée et de la presse, tente de convaincre le gouvernement de prendre fait et cause pour la France et de créer une diversion suffisamment importante pour menacer Hambourg et Berlin *via* la Baltique<sup>13</sup>.

### Vers une « troisième guerre de Schleswig » ?

Pourquoi l'entrée en guerre de la France intéresse-t-elle tant Wilhelm Dinesen et nombre de ses compatriotes en 1870 ? Pour comprendre les réactions dans le royaume, il faut revenir aux années 1848-1850, époque qui a élevé la génération du père de Dinesen au rang de héros de la patrie. En 1848, les communautés germanophones du Schleswig et de l'Holstein exigent du

---

<sup>9</sup> Adolphe FRANCK, « Lettre aux puissances neutres », *Lettres sur la guerre de 1870*, Milan, Dumollard Frères, 1871, p. 27-36.

<sup>10</sup> Henri ORTHOLAN, *L'Armée de l'Est*, Paris, Giovanangeli, 2010, p. 193-202.

<sup>11</sup> On lira Jean-Jacques LANGENDORF, *Histoire de la neutralité : une perspective*, Gollion, Infolio, 2007, p. 11-155.

<sup>12</sup> François ROTH, *La guerre...*, *op. cit.*, p. 160-162.

<sup>13</sup> Aage FRIIS, *Danmark ved krigsudbrudet, Juli-August 1870*, Université de Copenhague, 1923, p. 62-80.

Danemark une constitution qui respecte leur particularisme et leur permette de se rapprocher de la Confédération germanique. Fervents défenseurs de « l'unité » de la patrie, le roi et les libéraux du gouvernement (*nationalliberale*) s'opposent à toute discussion. Les négociations sont impossibles, la guerre est inévitable. Depuis Kiel, les séparatistes lèvent une armée et obtiennent le soutien d'un corps expéditionnaire prussien. Mais la première guerre de Schleswig sourit aux troupes régulières du Danemark. À Fredericia et Bov (1848) puis à Dybbøl (1849) et Isted (1850), l'armée danoise défait ses adversaires<sup>14</sup>. Lorsque la paix de Londres (1852) réaffirme le rattachement du Schleswig-Holstein au pays, les soldats jouissent d'une grande popularité. Leur retour à Copenhague est salué par le chant du *Tapre Landsoldat*, on acclame les « héros », on les embrasse et on distribue des fleurs dans une capitale parée de drapeaux. Le nom du père de Wilhelm Dinesen, Adolph, se répand à travers le royaume. Son unité d'artillerie, la « batterie Dinesen », a été de tous les combats. Surtout, elle a prouvé son efficacité et devient un symbole de bravoure, objet de trois tableaux du célèbre peintre Jørgen Sonne<sup>15</sup>. Enfant, Wilhelm Dinesen n'a d'autre choix que d'écouter les exploits de son père qui aime rappeler qu'il a tiré sur l'ennemi « 130 obus et 74 balles » à la bataille de Dybbøl en 1849<sup>16</sup>. En comparaison, on comprend bien la tristesse des soldats après le désastre de 1864 : pour eux comme pour le fils Dinesen, le nom de Dybbøl évoque des souvenirs bien plus douloureux. Le 18 avril 1864, quinze ans après la première bataille, le fort est à nouveau attaqué par plus de 40 000 soldats prussiens. D'un nombre quatre fois inférieur, les défenseurs de la place n'ont plus que des charges désespérées pour sauver l'honneur de leur armée, acculée et incapable de contenir l'avancée de l'ennemi sur le territoire danois. La dernière charge est menée par la huitième brigade, dans laquelle officie Wilhelm Dinesen. De cette tragique expérience, il ne retiendra qu'une chose, « l'allure désastreuse » de son régiment et les 4 834 compagnons qu'il perd ce jour-là, ces « morts et blessés qui couvrent le champ de bataille<sup>17</sup> ». Symbole de gloire pour son père, Dybbøl devient donc pour Wilhelm un symbole d'échec. La guerre des Duchés voit en effet la victoire rapide de la Prusse et de l'Autriche. Avec la paix de Vienne du 30 octobre 1864, le Danemark perd le Schleswig-Holstein, soit huit cent mille habitants et 30% de son territoire. Le traumatisme est énorme. Le critique littéraire Georg Brandès y voit alors « un sentiment d'échec collectif » et commun à « toute une génération<sup>18</sup> ». On entre dans une période de paralysie, un temps où l'on peine à croire en l'avenir de ce royaume affaibli.

---

<sup>14</sup> Pour un aperçu du conflit, on lira Nicolas KESSLER, *Scandinavie*, Paris, PUF, 2009, p. 263-268.

<sup>15</sup> Tom BUK-SWIENY, *Kaptajn Dinesen...*, *op. cit.*, p. 79-82.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>17</sup> Wilhelm DINESEN, *Fra Ottende Brigade*, Copenhague, Gyldendal, 1889, cité par Gert LAURSEN, « The Battle of Dybbøl », [http://www.milhist.dk/1864/dybbol/dybbol\\_uk.htm](http://www.milhist.dk/1864/dybbol/dybbol_uk.htm).

<sup>18</sup> Cité par Judith THURMAN, *Karen Blixen*, Paris, Seghers, 1986, p. 26.

Le souvenir des Duchés (*Det slesvigske spørgsmål*) devient au Danemark un trait constitutif de l'identité des cercles journalistiques, politiques et militaires. À partir de 1864, il n'est par exemple pas un journal du pays qui ne consacre aux Duchés une rubrique spécifique. Intitulée « Duchés » (*bertugdommerne*), « depuis le Schleswig » (*fra Slesvig*) ou « états schleswigois » (*Slesvigske Tilstande*), cette rubrique, quotidienne, relaie avec plus ou moins de détails les principales actualités des provinces alors annexées à la Confédération d'Allemagne du Nord<sup>19</sup>. Les affaires de police (interdictions, arrestations) et de politique générale offrent à la presse l'occasion d'exprimer son sentiment, comme lorsqu'elle se congratule de la victoire « sans précédent » des candidats de la communauté danoise du Schleswig aux élections au *Reichstag* du 3 mars 1871<sup>20</sup>. Une littérature aux accents nationalistes s'empare de la question. Dans les journaux, au parlement, dans les cafés et les bals ou chez certains propriétaires dont les terres ont longtemps été occupées par les troupes ennemies, on en veut indiscutablement au voisin prussien. Dans le journal intime qu'a tenu Wilhelm Dinesen durant son service dans le conflit franco-allemand de 1870<sup>21</sup>, la motivation du militaire ne fait en tout cas que peu de doutes. « L'ennemi ignore l'armistice, c'est probablement une mauvaise ruse allemande », écrit le Danois le 30 janvier 1871 alors que vient d'être signé l'armistice qui doit permettre à la France d'élire sa nouvelle assemblée. Il ajoute le lendemain, à propos des soldats allemands : « ils me disent “nous sommes amis, armistice !”, encore un mauvais tour bien allemand<sup>22</sup> ». La détresse d'une plume alors fatiguée d'une pénible retraite dans le froid jurassien peut bien sûr expliquer ce jugement. Mais le temps n'altère en rien sa rancœur : « les Allemands ne voulaient pas accepter la fin des combats, écrit-il en 1887, ils poussaient l'armée de l'Est, prenaient des prisonniers et tiraient sur ceux qui voulaient se rendre<sup>23</sup> ». En 1891, son récit de la Commune de Paris prend à contre-pied la littérature de l'époque et s'attaque avec vigueur à l'Allemagne accusée d'avoir « laissé Paris et Versailles s'entretuer » avec « une secrète joie<sup>24</sup> ». Les quelques notices consacrées à

<sup>19</sup> Cette rubrique spécifique est présente dans l'ensemble des onze journaux dépouillés au moment de la rédaction de cet article.

<sup>20</sup> *Folkets Avis*, 7 mars 1871.

<sup>21</sup> Le journal intime couvre la période allant du 27 novembre 1870 au 31 décembre 1871. Alimenté quasi quotidiennement, ce carnet est une source précieuse pour qui s'intéresse au volontariat militaire, à l'internationalité de la guerre franco-allemande ou au statut d'étranger dans la France de l'année 1870-1871. Mentionné ci-après sous la forme *Agenda*, 1871, date, lieu.

<sup>22</sup> Il ignore alors que la convention d'armistice signée par Jules Favre ne concernait pas l'armée de l'Est, acculée et dont le ministre ignorait totalement la position. *Agenda*, 1871, 30 et 31 janvier 1871, Pontarlier.

<sup>23</sup> Wilhelm DINESEN, « Den franske Republiks Nederlag i 1870-1871 med særlig Hensyn til Østarmeen », *Militært Tidsskrift*, Copenhague, Videnskabelig Samfund af Krig, 16<sup>e</sup> édition, 1887, p. 14.

<sup>24</sup> Wilhelm DINESEN, *Paris sous la Commune*, Paris, Michel de Maule, 2003 (1891), p. 125. Dans les années 1880-1890, la tendance est plutôt à la valorisation de l'ennemi dans une littérature qui voudrait glorifier la défense française après le 4 septembre 1870. Cf. Jean-François LECAILLON, *Le Souvenir de 1870. Histoire d'une mémoire*, Paris, Giovanangeli, 2011, p. 85-109.

l'officier le décrivent d'ailleurs comme étant « farouchement opposé à l'idée d'une domination allemande en Europe<sup>25</sup> ». La rancune de l'homme est une réalité. Mais ce ressentiment suffit-il à expliquer la décision de risquer sa vie pour une cause *a priori* étrangère ? Justifie-t-il le fait de combattre avec une armée sous-équipée dans l'un des hivers les plus rudes du siècle ? En 1866, le jeune Dinesen donne une première réponse à nos interrogations.

Après le désastre de 1864, c'est à Copenhague que Wilhelm Dinesen construit un solide réseau de sociabilité, fréquentant avec son cousin Mogens Frijs les principaux lieux de vie de la haute société. En 1866, son oncle Christian Emil Frijs est nommé président du Conseil. C'est donc dans son ombre que le jeune homme caresse un premier espoir de satisfaire son sentiment de rancœur. Lorsque les relations entre la Prusse et l'Autriche s'enveniment au printemps 1866, le Schleswig-Holstein est sur toutes les lèvres dans un Danemark naturellement attentif à un conflit opposant ses deux ennemis d'autrefois. La presse s'empare du sujet et l'idée d'une guerre « européenne » profitable au royaume fait son chemin au Conseil comme au parlement<sup>26</sup>. Les cantonnements de l'armée vivent alors au rythme des dépêches en provenance de Vienne et Berlin. Les diplomates danois s'activent eux aussi. Tandis que l'Autriche propose au Danemark un traité d'alliance et la rétrocession du Schleswig, le gouvernement se tourne vers la Prusse et lui offre son soutien en échange d'une récupération des Duchés<sup>27</sup>. Les projets capotent, mais la guerre n'en passionne pas moins l'opinion. Wilhelm Dinesen est déjà de ceux qui misent sur une internationalisation du conflit. Encore élève-officier, le jeune homme veut se porter volontaire auprès des armées autrichiennes. Il l'annonce à sa famille et se heurte aux arguments de son père. Un service en Autriche l'obligerait en effet à renoncer à sa carrière sous les drapeaux du Danemark. Or, il n'a alors que vingt ans et n'a pas encore atteint le grade tant convoité de premier-lieutenant<sup>28</sup>. Le fils Dinesen se rétracte. La guerre ne laisse de toute manière pas de temps à l'hésitation. Officiellement déclarée le 14 juin, elle s'achève dans le sang à Sadowa, le 3 juillet 1866.

## L'impossible neutralité

Le règlement de la guerre austro-prussienne fait resurgir la question des duchés. Sous l'influence de la France, le traité de Prague du 23 août 1866

---

<sup>25</sup> Wilhelm DINESEN, *Paris...*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>26</sup> Tom BUK-SWIENTY, *Kaptajn Dinesen...*, *op. cit.*, p. 224-225. Sur l'atmosphère au printemps 1866, voir notamment le journal d'Andreas Krieger, ministre de l'Intérieur entre 1856 et 1858 puis ministre de la Justice entre 1870 et 1872. Andreas Frederik KRIEGER, *Dagbøger 1848-1880*, III, 3 décembre 1863-31 juillet 1866, Copenhague, Gyldendalske Boghandel Nordisk Forlag, 1921, p. 350-387.

<sup>27</sup> Peter MUNCH, *Danmark efter 1864*, Historiske Perioder VI, Copenhague, Gyldendalske Boghandel Nordisk Forlag, 1913, p. 13.

<sup>28</sup> Tom BUK-SWIENTY, *Kaptajn Dinesen...*, *op. cit.*, p. 230-231.

présente dans son cinquième article une réserve stipulant que « les populations des districts du nord du Schleswig seront de nouveau réunies au Danemark si elles en expriment le désir par un vote librement émis<sup>29</sup> ». Au Danemark, cet article est perçu comme un garde-fou. Depuis 1864, on n’osait imaginer une telle assurance « juridique » liant le royaume et ses anciens duchés. Le respect de l’article devient donc un combat permanent et sa non-application est l’objet de quelques échanges diplomatiques virulents entre 1866 et 1870<sup>30</sup>. Toutes les sensibilités sont concernées. Le très modéré *Berlingske Tidende* rappelle lui-même que « la question du Schleswig n’est pas une question de parti, mais une affaire de patrie<sup>31</sup> ». De plus, depuis le 8 mai, le gouvernement du comte de Frijs a laissé place au cabinet Holstein-Holsteinborg dont l’assise repose sur une coalition entre conservateurs et figures du libéralisme connues pour leur engagement en faveur du Schleswig<sup>32</sup>. Lorsque le Corps législatif français vote les crédits de guerre, le 15 juillet 1870, cette culture du souvenir des Duchés trouve de fait une nouvelle occasion d’espérer. Pour certains journaux, le camp à soutenir, voire rallier, ne fait pas de doute. Le *Dags Telegraf* s’emporte, dans un éditorial du 17 juillet :

Nous espérons de tout cœur une victoire de la France, parce que la France défend le droit face à la violence. Nous l’espérons pour notre patrie, puisqu’il est dit que le Danemark peut retrouver ses droits. Nous l’espérons pour la fortune des habitants du Schleswig, puisque cela les libérerait du sceptre étranger, nous l’espérons pour la fortune du Nord, puisque nous ne voyons rien de plus important qu’une défaite prussienne pour promouvoir la cause scandinave et l’unité. Et nous l’espérons pour la fortune française, l’héroïque France, grande d’esprit, qui a saigné pour la liberté de l’Europe et qui aujourd’hui est prête à donner de son sang pour combattre la violence et le vol politique.

Le *Aarhuus Stift-Tidende* du 30 juillet ne dit pas autre chose :

L’heure que nous Danois attendions depuis les jours malheureux de 1864 [...] est venue. La France, la seule puissance qui, comme le prouve la

---

<sup>29</sup> Le traité de Prague du 23 août 1866 met fin à la guerre austro-prussienne. L’Autriche s’y engage notamment à transférer ses droits sur les duchés du Schleswig et de l’Holstein au roi de Prusse.

<sup>30</sup> Le 4 avril 1870 par exemple, un éditorial du *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* se prononce pour un abandon *de facto* de l’article 5 et s’en prend au gouvernement danois accusé « d’entretenir des intentions hostiles à l’égard de l’Allemagne ». La presse du Danemark s’insurge et accuse Bismarck d’être à l’origine de la publication. Les 6 et 7 avril, M. de Quaade, ambassadeur danois à Berlin et lui-même « pas convaincu du caractère non officiel de l’affaire », multiplie les entrevues afin d’obtenir des explications sur les propos du journal allemand. Cf. Povl BAGGE, Aage FRIIS, *Europa, Danmark og Nordslesvig : aktstykker og breve fra udenlandske arkiver til behyning af Danmarks udenrigspolitiske stilling efter freden i Wien, 1864-1879*, II, Copenhagen, Levin & Munksgaard, 1945, p. 36-37.

<sup>31</sup> *Berlingske Tidende*, 26 juillet 1870.

<sup>32</sup> Les libéraux Christian Hall, Carl Emil Fenger et Andreas Krieger occupent alors respectivement les ministères de l’Enseignement et de l’Église, des Finances et de la Justice. Cf. Aage FRIIS, *Danmark ved...*, *op. cit.*, p. 12.

paix de Prague, n'a pas oublié notre cause et n'a jamais considéré nos discussions avec la Prusse comme définitivement réglées, a finalement tiré l'épée pour résister à Guillaume le Conquérant et à ses plans malhonnêtes.

La France, c'est donc le droit, l'obstacle à la Prusse et surtout l'article 5 du traité de Prague. Pour certains, l'explosion de l'été 1870 n'est que le point d'orgue d'une période d'entrave au droit ayant débuté en 1864 par l'annexion des duchés du Schleswig et de l'Holstein. Le parallèle entre le Danemark de 1864 et la France de 1870 est ainsi légitimé. Le 15 juillet au soir dans les jardins du Tivoli (au centre de Copenhague), un orchestre joue successivement la *Marseillaise* et le *Tapre Landsoldat*, chant composé en 1848 pour célébrer les soldats danois partis défier les séparatistes de Kiel et leurs alliés prussiens. La foule répond par des hourras qui mêlent volontiers les cris de « vive l'empereur » et « vive le Schleswig<sup>33</sup> ». Au *Times* qui s'attaque au « crime » de la France mi-juillet, le *Dags Telegraf* répond par un éditorial qui s'en prend à la passivité du journal anglais devant le « non-respect de l'article 5 du traité de Prague<sup>34</sup> ». Le 28 septembre, un volontaire danois, franc-tireur, transmet une lettre aux journaux de Copenhague. Son expérience en France y est décrite comme une réplique de la guerre de 1864 : « mêmes espoirs, mêmes peines, mêmes désillusions, même peur<sup>35</sup> ». Pour beaucoup, la guerre concerne également le petit royaume, bon gré mal gré. Des médecins danois présents à un congrès en Suède vont même jusqu'à écourter leur séjour, persuadés que leur pays prendra les armes<sup>36</sup>. Les libéraux du gouvernement se prononcent pour une alliance avec la France et obtiennent du roi qu'il ajoute à la lettre notifiant la neutralité du royaume la mention d'un possible changement politique « selon les intérêts futurs aussi bien que présents<sup>37</sup> ». Ce parallèle entre 1864 et 1870 est en tout cas partagé par Wilhelm Dinesen. Comme il l'écrit plus tard, c'est pour lui « le droit des peuples » en tant qu'idéal qui « justifie le fracas des combats, le vrombissement de l'acier et le sifflement du plomb<sup>38</sup> ». Dès l'été, il multiplie les démarches pour obtenir de ses supérieurs l'autorisation de se rendre en France. Son insistance trahit la détermination d'un homme qui perçoit son service en France comme un acte presque naturel. Bien sûr, il attend, comme d'autres, que le Danemark brise une neutralité que beaucoup pensent provisoire à la fin du mois de juillet 1870. Mais peu importe, ensuite, que son pays conforte sa passivité au fil des défaites françaises. Peu importe que la France qu'il rejoint en décembre 1870 ne soit plus celle de l'empereur,

---

<sup>33</sup> *Dags Telegraf*, 16 juillet 1870. Les dépêches de diplomates étrangers présents dans la capitale danoise à ce moment-là vont dans le même sens.

<sup>34</sup> *Dags Telegraf*, 18 juillet 1870.

<sup>35</sup> *Fædrelandet*, 13 octobre 1870.

<sup>36</sup> Lettre du « référent » du *Dags Telegraf* au Congrès de Göteborg, 16 juillet 1870.

<sup>37</sup> Harald JØRGENSEN, *Statsrådets forhandlinger 1866-1872*, XI, 3 août 1866-25 mars 1872, Copenhague, 1974, p. 369-375.

<sup>38</sup> Wilhelm DINESEN, *Lettres de Chasse*, Paris, Michel de Maule, 2009, p. 87-88.

mais celle d'un gouvernement provisoire acculé, formant à la hâte des armées souvent inexpérimentées et dirigé par des républicains dont la réputation n'est pas toujours positive dans un Danemark attaché à la monarchie. Dinesen a en réalité une conception opportuniste de l'engagement qui mêle la référence au droit (ici, celui des traités) et la rancune d'un homme ayant vécu au plus près le traumatisme de la séparation territoriale et de l'humiliation militaire. Il pourrait à ce titre emprunter les termes de Carl Ploug, rédacteur du *Fædrelandet* : « La France vit aujourd'hui ce que nous Danois vivons depuis de nombreuses années face au gouvernement prussien<sup>39</sup> ». Il se met au service de la France car celle-ci ne se bat rapidement plus que pour défendre son territoire (la défense nationale, le sort de l'Alsace-Lorraine et la « volonté des populations occupées », notions qui rappellent le combat en faveur du Schleswig<sup>40</sup>) et parce qu'elle se dresse face à un ennemi commun.

À l'instar de son père, jadis volontaire dans l'armée française en Algérie<sup>41</sup>, Wilhelm Dinesen est donc décidé à rejoindre le théâtre de guerre. Il a alors 24 ans et porte le grade de premier-lieutenant. Devant le refus catégorique de sa hiérarchie de le laisser servir en France et afin d'éviter un scénario identique au printemps 1866, Wilhelm profite de ses relations avec le comte de Frijs pour s'adresser directement au roi Christian IX. Ce dernier connaît les Dinesen et n'ignore pas le concours de la famille dans les épreuves que connut le royaume dans le passé. Il s'assure donc que le départ de l'officier n'entraîne aucune conséquence sur sa future carrière dans l'artillerie danoise<sup>42</sup>. Cette fois, les obstacles sont levés. Le 23 novembre 1870, le jeune homme confie à sa sœur ses « envies d'air frais et de changement » et lui demande de « transmettre ses au revoir à ses sœurs et au reste de la famille<sup>43</sup> ».

### **Le choix d'un officier**

Mais si le Danemark offre un contexte plutôt propice aux sympathies françaises en 1870, comment passe-t-on d'un soutien moral et distant à un enrôlement effectif sous l'uniforme français ? L'armée est en réalité un indice primordial pour qui veut éclairer les dynamiques d'opinions au Danemark devant la guerre franco-allemande. Bien sûr, la défaite de 1864 et la perte de centaines de milliers d'habitants au profit de la Prusse est une affaire morale que partagent tous les partis. Mais que dire des casernes du Jutland et de

---

<sup>39</sup> *Fædrelandet*, 18 juillet 1870.

<sup>40</sup> Voir, par exemple, le *Fædrelandet* du 1er novembre 1870.

<sup>41</sup> En avril 1837, il sert comme officier auprès du général Thomas Bugeaud qui combat les troupes d'Adb el-Kader au sud-ouest de l'Algérie. En 1840, Adolph Wilhelm Dinesen publie *Abd el-Kader of forholdene mellem franskmand og arabere i det nordlige Afrika*, souvenirs de son engagement.

<sup>42</sup> À cette même époque, le père de Wilhelm Dinesen s'est de plus rapproché de l'entourage royal par l'intermédiaire de la princesse de Schleswig-Holstein-Sonderborg-Glücksborg. Cf. Tom BUK-SWIENY, *Kaptajn Dinesen...*, *op. cit.*, p. 250-251.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 247.

Copenhague, où les vétérans de 1864 ont tout le temps de se rappeler aux sombres heures de la guerre ? À l'été 1870, nombre d'observateurs européens s'accordent à faire de la France un adversaire à la hauteur du défi allemand. Après Dybbøl et Sadowa, elle est un rempart que l'on croit solide, voire invincible. Il n'est de fait pas étonnant que l'idée d'une revanche ait pu gagner les garnisons du Danemark. Les hostilités lancées, des vétérans expriment dans la presse leur optimisme pour les armes de la France, quitte à percevoir les premiers mouvements de retraite du mois d'août comme des « victoires stratégiques<sup>44</sup> ». À ce moment-là, l'une des figures les plus populaires de l'armée est d'ailleurs le général Waldemar Raasløff, ancien ministre de la Guerre et vétéran de 1848 dont la sympathie pour la France est connue de tous. Son crédit est alors tel qu'au mois d'avril 1870, la question de son remplacement au gouvernement avait fait craindre aux parlementaires la démission de jeunes officiers<sup>45</sup>. Le 16 juillet 1870 aux Tuileries, c'est lui qui souffle à Napoléon III l'idée d'envoyer des troupes dans les ports de la Baltique afin de forcer la décision et de soulever les Danois « qui ne pourront rester immobiles<sup>46</sup> ». Le plan fait long feu (l'escadre française, sans troupes de débarquement, tarde à se présenter à Copenhague et les défaites de la France début août scellent la neutralité danoise), mais il reste révélateur de l'importance de l'armée dans les négociations diplomatiques. À l'arrivée d'un navire français au port de Copenhague, au matin du 30 juillet 1870, un soldat en garnison s'approche du pont et lance aux marins, enthousiaste : « Quand vous viendrez avec des troupes, nous vous suivrons tous, malgré la cour et les ministres<sup>47</sup> ».

La tentation est bien là, mais seule une poignée d'entre eux se décident à sauter le pas. Quelques-uns se font connaître au comptoir des journaux. Leurs demandes sont relayées à l'ambassade française qui, visiblement embarrassée, invite les volontaires à rejoindre la légion étrangère par leurs propres moyens<sup>48</sup>. On retrouve parfois leur trace dans les lettres qu'ils envoient aux journaux depuis la France. Les articles « lettre d'un volontaire danois », « lettre d'un franc-tireur danois » ou « un Danois en France » sont en effet relativement fréquents dans la presse du royaume, principalement à partir d'octobre 1870<sup>49</sup>. Un ami d'enfance de Wilhelm Dinesen, Wilhelm Sponeck, quitte quant à lui le Danemark dès l'été<sup>50</sup>. À présent assuré de ne pas perdre le crédit de sa

---

<sup>44</sup> « Tous les experts en stratégie s'accordent à dire que cela aurait été une erreur de livrer bataille avec la Moselle dans son dos », écrit encore l'un d'eux dans le *Dagens Nyheder* du 14 août.

<sup>45</sup> Mads Pagh BRUUN, *Dagbog 1856-74*, Aarhus, Universitet Forlaget, 1961, p. 188.

<sup>46</sup> Aage FRIIS, *Danmark ved...*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>47</sup> Lettre du baron Eder, ambassadeur d'Autriche à Copenhague, à Beust. Cf. Povl BAGGE, Aage FRIIS, *Europa, Danmark...*, *op. cit.*, p. 178.

<sup>48</sup> *Dagens Nyheder*, 21 juillet 1870.

<sup>49</sup> C'est le cas notamment dans le *Dags Telegraf*, le *Folkets Avis* ou le *Dagens Nyheder*. Le *Fadrelandet* publie par exemple neuf « lettres d'un franc-tireur danois » entre le 13 octobre et le 18 mars 1871.

<sup>50</sup> Wilhelm DINESEN, *Lettre à Frits*, Chagny, 27 décembre 1870.

formation dans l'armée danoise, Dinesen est prêt à suivre l'exemple de son compagnon à l'automne. Fin novembre, il remarque dans les rues de Copenhague deux hommes portant l'uniforme des chasseurs à pied de l'infanterie française. Officiers de l'armée de Bazaine faits prisonniers lors de la capitulation de Metz (27 octobre), ils se sont échappés durant leur transfert vers Stettin. À bord d'un navire anglais, ils ont pu gagner Copenhague et cherchent à retourner en France afin de poursuivre le combat. Un bateau doit justement partir pour Londres le 27 novembre. Sur les quais ce matin-là, Wilhelm Dinesen se joint à eux<sup>51</sup>. Après une courte escale en Angleterre, les trois hommes débarquent à Dieppe le 4 décembre 1870. « Tous les citoyens s'entraînent au combat, note alors le Danois dans son carnet, la ville est pleine de volontaires qui arborent toutes sortes d'uniformes<sup>52</sup> ». Ne reste plus qu'à rejoindre Tours, bastion de l'effort de défense nationale mené par le délégué Gambetta. « Je pense que d'ici deux jours nous verrons les Allemands et j'espère que nous leur infligerons une belle déculottée », écrit Wilhelm à son oncle le 27 décembre. Le 9 janvier 1871, son vœu de combat est exaucé. La bataille devant Belfort a débuté.

À une époque où les « combattants de la liberté » tendent à personifier la réalité du volontariat militaire, l'engagement de Wilhelm Dinesen – un aristocrate issu d'une famille résolument monarchiste – nous permet d'approcher l'année 1870 sous un angle nouveau. Sa double confrontation avec la Prusse, en 1864 et 1870, corrobore une vision « continue » des conflits des années 1860. La guerre de 1870 est au Danemark une réponse possible à l'humiliation subie à peine six années auparavant. Si peu de gens se décident au volontariat, quelques-uns s'embarquent effectivement, prêts à combattre aux côtés de la France. Parmi eux figure donc Dinesen, officier qui ne quitte notre pays qu'à la chute de la Commune de Paris. De son expérience en France, il laisse à l'historien un témoignage inédit décliné dans les notes spontanées de son journal intime, dans le lyrisme soigné de sa correspondance ou dans les écrits plus documentés qu'il publie plusieurs années après les faits. Entre le moment de son arrivée et la signature des préliminaires de paix (26 février 1871), Dinesen sera de bien des épisodes majeurs du conflit franco-allemand. On le trouve aux côtés de Gambetta lorsque le repli de la délégation du gouvernement vers Bordeaux devient évident. Il est l'un des bénéficiaires du décret du 14 octobre 1870 permettant de conférer des grades militaires à « des personnes n'appartenant pas à l'armée française », civils ou étrangers. Nommé capitaine, il fait la campagne de janvier 1871 aux alentours de Belfort sous le commandement du général Billot, chef du 18<sup>e</sup> corps de l'armée de Bourbaki. Il est ensuite de ceux qui, défaits, gagnent la Suisse à la suite d'une retraite désastreuse dans les montagnes enneigées du Jura. À Bordeaux au moment où

---

<sup>51</sup> *Id.*, *Agenda*, 1871, 27 novembre 1870, Copenhague.

<sup>52</sup> *Ibid.*, 4-6 décembre 1870, de Dieppe à Tours.

l'Assemblée nationale s'y réunit (14 février), il est bientôt à Argenton où, dans l'attente des préliminaires de paix, il se dit prêt à reprendre le combat<sup>53</sup>. Il arrive enfin à Paris dans la nuit du 17 au 18 mars et vit les premières heures de la guerre civile. « Jamais la mort n'avait-elle fauché tant de personnes, écrit-il dans son carnet le 31 décembre 1871. J'ai été détroussé cette année de mon courage, mon espoir, ma peur<sup>54</sup> ». Wilhelm Dinesen garde de son aventure en France un souvenir amer. Fils d'un vétéran de 1848, jeune soldat de la guerre des Duchés, héritier des grandes problématiques culturelles qui ont déchiré le Danemark depuis son enfance, le Dinesen de 1870 était peut-être moins un « capitaine français » que le combattant d'une décennie dont les enjeux politiques et territoriaux ont frappé une grande partie de l'Europe. Six ans seulement après son expérience dans la France de l'*Année terrible*, le Danois est à Constantinople prêt, cette fois, à apporter son concours à l'armée turque face à la Russie.

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, 25 février 1871, Argenton.

<sup>54</sup> *Ibid.*, 31 décembre 1871, Katholm.

**EXPULSION, GRANDS RÉCITS NATIONAUX  
ET PETITS RÉCITS EUROPÉENS**

**MÉMOIRES INDIVIDUELLES ET CONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS  
EN EUROPE CENTRALE DEPUIS 1945**

Ségolène PLYER

La fin de la Guerre froide a provoqué en Europe centrale un changement de paradigme dans la manière de considérer la Seconde Guerre mondiale. En Allemagne par exemple, le roman *En crabe* de Günter Grass marque en 2002 un tournant symbolique<sup>1</sup>. L'écrivain de renommée mondiale, social-démocrate engagé et intransigeant envers le passé nazi, revient sur l'exode des Allemands de Prusse orientale en 1944 dont il fut un témoin oculaire<sup>2</sup> et plaide pour la prise en compte des souffrances de la population civile allemande pendant le conflit, tout en montrant les dangers de ce changement de regard : le personnage féminin qui le revendique ne fait pas mystère de ses sympathies pour le III<sup>e</sup> Reich et exerce une forte influence sur son petit-fils, un jeune Allemand de l'Est. Depuis une décennie, ce débat sur la nécessité d'élargir le récit de la guerre à des victimes jusqu'alors non prises en compte a été vif en Allemagne, mais aussi dans le reste de l'Europe centrale. Il commence à s'apaiser et à trouver une certaine assise<sup>3</sup>. Après l'effondrement

---

<sup>1</sup> Traduit par Claude Porcell pour les éditions du Seuil en 2002, l'ouvrage relate le naufrage du *Wilhelm Gustloff* le 30 janvier 1945, torpillé par un sous-marin soviétique au large de la Poméranie alors qu'il évacuait des réfugiés de Prusse orientale. Environ neuf mille personnes, pour la plupart des femmes et des enfants allemands, y laissèrent la vie.

<sup>2</sup> Expérience relatée dans son roman le plus célèbre, *Le tambour*. Au sens propre, il s'agit de la fuite d'une partie de la population civile allemande devant l'avancée du front de l'Est entre l'automne 1944 et le printemps 1945. Cet exode aux nombreuses victimes fut prolongé en 1945 par la décision internationale d'expulsion prise à Potsdam qui empêcha les réfugiés de rentrer chez eux ; de ce fait, l'administration allemande les assimila aux expulsés des années 1945 (mai) - 1949. Si la terminologie allemande parle toujours de « fuite et expulsion », les deux migrations, englobées dans le même mouvement et au résultat identique, ne seront pas distinguées ici.

<sup>3</sup> Voir par exemple Bill NIVEN (dir.), *Remembering the Past in Contemporary Germany*, Basingstoke et New York, Palgrave Macmillan, 2006, ainsi que sa conférence « Unreconcilable ? Memory of the Holocaust and of Flight and Expulsion » au colloque de Lille III, « Représentations transnationales de la fuite et de l'expulsion des Allemands après la Seconde guerre mondiale » le

des « grands récits nationaux » qui, en glorifiant ou minimisant l'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale entre 1945 et 1949, ont structuré la reconstruction symbolique des États de la région après 1945, il permet de restituer au processus sa dimension individuelle, longtemps négligée.

Toutefois, étudier cette migration forcée par le biais de témoignages ne peut se borner à décrire les attitudes d'individus placés dans la situation d'un conflit désespéré. Cette étude est indissociable de celle des communautés qui ont permis aux personnes de sauvegarder la marge de manœuvre nécessaire à leur survie dans un contexte très difficile, mais aussi à se recréer une identité cohérente après la perte de leurs cadres de référence d'avant 1945 et donc, *in fine*, à témoigner (ou non) de leur expérience. Ces communautés d'appartenance influent en effet tout aussi bien sur la forme des témoignages que sur les recueils qui en sont faits. Aujourd'hui, l'identité recomposée des anciens expulsés est auscultée pour restituer cette expérience dans une mémoire européenne en construction.

Soixante récits de vie collectés auprès d'anciens germanophones de Tchécoslovaquie nous permettront de donner une dimension individuelle à l'histoire de l'expulsion (que nous rappellerons dans une première partie) par rapport à l'éclatement puis la recomposition des groupes d'appartenance traditionnels. Les publications récentes sur le sujet en République tchèque compléteront notre corpus pour envisager l'élaboration d'un nouveau rapport au passé qui tiendrait compte de toutes les victimes et qui ne serait plus clivé selon les frontières des États et les récits nationaux dominants.

## I. Le cadre : l'expulsion des Allemands des Sudètes (1945-1946)

L'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale commence d'être connue hors de cette région, y compris au-delà du public des spécialistes. Une partie des travaux en cours, accélérés par l'extension de l'Union européenne à l'est en 2004 et 2007, vise désormais à écrire une histoire globale des migrations forcées qui ont eu lieu pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale<sup>4</sup>. Vu le peu de publications sur le sujet en français<sup>5</sup>, il n'est cependant pas inutile d'en rappeler les principaux traits, ainsi que l'ordre nouveau d'après-guerre qui en a été la cause, mais aussi l'une des conséquences.

---

21 mars 2014 (<http://live3.univ-lille3.fr/video-recherche/colloque-fuite-et-expulsion-bill-niven.html>).

<sup>4</sup> Jessica REINISCH et Elizabeth WHITE ont dirigé l'une des plus intéressantes synthèses récentes : *The Disentanglement of Populations. Migration, Expulsion and Displacement in post-war Europe, 1944-49*, Basingstoke et New York, Palgrave Macmillan, 2011.

<sup>5</sup> La première synthèse parue en français est celle de Ray M. DOUGLAS, *Les expulsés*, Paris, Flammarion, 2012. Signalons aussi la thèse d'habilitation de Catherine Gousseff à paraître aux éditions Fayard sous le titre (provisoire) de *Dépayser les peuples. L'histoire d'un échange de populations aux nouvelles frontières polono-soviétiques, 1944-1947*.

## L'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale

À la conférence de Potsdam (27 juillet - 2 août 1945), la carte de l'Europe centrale et orientale fut redessinée, entre autres pour supprimer définitivement les minorités allemandes qui, depuis les années 1860, avaient fait la preuve de leur potentiel irrédentiste. Les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne entérinèrent le principe de l'expulsion des citoyens allemands depuis la Tchécoslovaquie et les nouveaux territoires de la Pologne. Entre 1945 et 1947, des pressions furent exercées sur les autres pays entrant dans le Bloc de l'Est pour qu'ils chassent aussi leurs minorités germanophone et magyarophone.

Malgré l'importance de ces flux, ils ne représentaient qu'une petite part du gigantesque transfert migratoire qui eut lieu de 1939 à 1950 et s'étendit à quasiment toute l'Europe à la chute du III<sup>e</sup> Reich<sup>6</sup>. Un certain nombre de mouvements de l'immédiat après-guerre découla de la politique nazie : il s'agissait des dix millions et demi de *deplaced persons* (DPs) à rapatrier (prisonniers de guerre et déportés, anciens travailleurs forcés)<sup>7</sup> et des prisonniers de guerre de l'Axe à transférer en camps ou à libérer. Parallèlement, les Soviétiques multipliaient les déportations de civils des pays vaincus vers la Sibérie, comme main-d'œuvre gratuite au titre des réparations de guerre. Enfin et plus heureusement, l'Europe de cette époque était sillonnée de déplacements libres : les rescapés juifs de camps de concentration qui se rassemblaient pour partir en Israël, les DPs refusant de rentrer dans leur pays d'origine, ceux qui tentaient leur chance dans un autre pays que le leur – dès fin 1945, la France signe avec l'Italie un accord migratoire.

Cette situation exceptionnelle menaçait de déborder les autorités à peine restaurées des pays européens, ainsi que les Alliés administrant les zones d'occupation allemandes et autrichiennes. L'ONU se chargea de coordonner les politiques migratoires des différents pays, tandis que la Croix-Rouge était sur tous les fronts ; ou presque, car les Allemands concernés par les accords de Potsdam relevaient exclusivement de la responsabilité des trois Alliés signataires

---

<sup>6</sup> Klaus J. BADE (dir.), *Enzyklopädie Migration in Europa*, Paderborn, W. Fink, 2007, p. 1116. De 1939 à 1945, on estime entre 50 et 60 millions le nombre de personnes déplacées sous la contrainte en Europe (partie européenne de la Russie incluse), soit plus de 10% de la population (Klaus J. BADE, *L'Europe en mouvement*, Paris, Le Seuil, 1994, Introduction). Pour l'après-guerre jusqu'en 1950, rien qu'en Europe centrale et balkanique, on compte plus de 14,5 millions de personnes déplacées par expulsion, échanges de population et changements de frontière (sans tenir compte des peuples déportés par Staline et en estimant les Allemands concernés seulement à 12 millions), d'après Rainer MÜNZ, « Where did They All Come From? Typology and Geography of European Mass Migration in the Twentieth Century », *Demographie aktuell. Vorträge, Aufsätze, Forschungsberichte*, n° 7, 1995, p. 7-8.

<sup>7</sup> Voir ainsi le colloque organisé par Corine Defrance du 23 au 25 mai 2013, *Les personnes déplacées (DPs) dans l'Allemagne d'après-guerre. Enjeux de Guerre froide*, au Goethe-Institut de Paris.

et des pays expulseurs. Les germanophones de Tchécoslovaquie, dits aussi « Allemands des Sudètes », entraient dans cette catégorie<sup>8</sup>.

### **L'expulsion des Allemands des Sudètes, une profonde rupture**

Entre mai 1945 et fin 1946, la grande majorité des germanophones de Tchécoslovaquie (comptant alors environ deux millions et demi de personnes) furent expulsés vers les quatre zones d'occupation alliées en Allemagne et, dans une moindre mesure, vers l'Autriche, au nom de leur attitude pendant la guerre<sup>9</sup>. Le programme du gouvernement provisoire (publié à Košice le 5 avril 1945), puis une série de décrets signés par le président Beneš les considérèrent comme ressortissants d'un pays ennemi. Seuls les adversaires et les victimes du national-socialisme furent exemptés de ce statut<sup>10</sup>.

L'expulsion eut lieu avec des degrés divers de rapidité et de brutalité, très élevés dans les premiers mois ayant suivi la fin des hostilités, de façon moins inhumaine lors des « transferts organisés » (pour reprendre la terminologie de l'époque) de l'année 1946. Elle s'est produite en parallèle avec l'internement de la population germanophone dans des camps de travail dispersés à l'intérieur du pays. La mise en place d'une machinerie de l'expulsion, c'est-à-dire d'un ensemble de directives, de structures matérielles et de personnes (bureaucrates et militaires) spécialisées<sup>11</sup>, a permis de faire baisser le degré de violence, tandis que des règles plus humaines étaient peu à peu établies dans les camps d'internement. Ce retour à un ordre relatif ne compensait pas l'insécurité globale de la situation des expulsables, caractérisée par la suppression de leurs titres de propriété, par l'impossibilité d'accéder à l'information et à certaines professions, par des rations alimentaires insuffisantes et par la déchéance de leurs droits civiques. Par ailleurs, les germanophones étaient en butte à une méfiance spécifique, prétexte à des mesures expéditives. Tout Allemand surpris à l'extérieur de son domicile pouvait être accusé de préparer la résistance contre les vainqueurs et s'exposait à être interné pendant des mois sans jugement. En

---

<sup>8</sup> Le terme d'« Allemands des Sudètes » s'est diffusé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour désigner les germanophones de Bohême et de Moravie, dont le peuplement remontait au XIII<sup>e</sup> siècle. Nous l'employons ici de façon purement descriptive, comme synonyme de « germanophones de Tchécoslovaquie, à qui l'Allemagne a conféré la citoyenneté du *Reich* après l'annexion des régions sudètes (10 octobre 1938) ». La Slovaquie, où les germanophones (dits « Allemands des Carpathes ») étaient estimés à 130 000 en 1945, a connu une expulsion moins rigoureuse qui ne sera pas traitée ici.

<sup>9</sup> L'effectif réel de la population n'est pas connu avec certitude et oscille entre 2,3 et 2,8 millions de personnes en 1945. Le nombre de victimes de l'expulsion est encore plus difficile à établir et on peut, au plus, affirmer qu'il se monte à plusieurs milliers.

<sup>10</sup> Il s'agissait surtout de sociaux-démocrates et de germanophones de religion ou d'origine juive qui, en tant que victimes du national-socialisme, n'étaient théoriquement pas concernés par les mesures contre les autres Allemands. Certains cas de refoulement ont néanmoins eu lieu.

<sup>11</sup> D'après l'expression du « musée virtuel » de l'EHES *Voix du Goulag* (<http://www.cercec.fr/archives-sonores-de-leurope-du-goulag.html>, consulté le 11/03/14).

outre, toujours au titre de réparations de guerre, l'URSS se réservait la possibilité de déporter autant d'Allemands que nécessaire vers les grands chantiers de Sibérie ou la mine d'uranium de Jáchymov (Bohême septentrionale).

Fin 1946, le processus s'inversa : l'économie tchécoslovaque avait désormais besoin de main-d'œuvre et on se mit à garder les germanophones de gré ou de force. La fin officielle du processus d'expulsion en 1949, à la fondation des deux États allemands, contribua à stabiliser la situation. Parmi les Allemands restés en Tchécoslovaquie (estimés à 150 000), certains y finirent leurs jours ; d'autres partirent dans les années soixante, profitant des efforts concurrents de la RFA et de la RDA pour les attirer. Chacun des deux États allemands avait accueilli une part du groupe : plus de 600 000 pour la RDA et plus de deux millions pour la RFA.

L'expulsion des Sudètes est donc bien une migration massive et forcée dans une situation de conflit extrême, participant comme sous-ensemble à un enchevêtrement de flux humains d'une grande complexité, à la fin de la Seconde Guerre mondiale où la construction d'un ordre nouveau intra- et interétatique a bouleversé en profondeur l'Europe, plus encore qu'après la Première Guerre mondiale. Participant de ces gigantesques bouleversements, ce processus en a été à la fois l'expression et l'un des facteurs. L'expression, car il s'agissait de supprimer enfin les revendications fondées sur le droit des nationalités, germes d'instabilité dans les relations internationales européennes depuis près d'un siècle quand elles étaient portées par des États belliqueux. Le facteur, car la redistribution des propriétés confisquées aux expulsés a permis de jeter les bases de la société socialiste, ne serait-ce qu'en permettant une réforme agraire qui, sinon, aurait été beaucoup plus difficile<sup>12</sup>.

## II. L'agency des migrants forcés dans le contexte d'éclatement des communautés (1945-1946)

L'expulsion est arrivée, pour beaucoup de ses victimes, comme une surprise, que la continuité apparente de la vie quotidienne pendant la guerre n'avait pas laissé prévoir. Depuis 1941, les sociaux-démocrates sudètes présents à Londres sous la direction de Wenzel Jaksch avaient été marginalisés par le gouvernement en exil d'Edvard Beneš et ils ne réussirent ni à empêcher l'expulsion, ni à en avertir leurs compatriotes. La Bohême-Moravie étant assez

---

<sup>12</sup> L'expulsion a joué un rôle important pour modifier les structures sociales des sociétés est-européennes ; par ailleurs, le régime d'arbitraire qui l'accompagnait, prorogeant l'usage de la violence de l'immédiat après-guerre, a contribué à la mise en place des dictatures. C'est la conclusion de Tomáš STANĚK dans son ouvrage de référence *Verfolgung 1945* [Persécutions de 1945], Vienne, Böhlau, 2002. Voir aussi l'entretien qu'il a accordé à *Paměť a dějiny* dans le n° 2 de 2013 (Petr BLAŽEK, Pavel ZEMAN en conversation avec T. STANĚK, « Nechat mluvit fakta [Laisser parler les faits] », p. 63-74, ici p. 67).

éloignée des bombardements alliés, ni l'approvisionnement ni la sécurité des civils allemands n'ayant été menacés du fait de la concentration du front sur l'Allemagne et Berlin, c'est seulement aux derniers jours de la guerre que les habitants perdirent tous leurs repères antérieurs. C'est ce que montrent les entretiens que nous avons collectés.

### Un échantillon plus homogène que prévu

Les soixante récits de vie (sur plus de quatre-vingts entretiens) que nous avons recueillis entre 1997 et 2001 à travers l'Allemagne<sup>13</sup> étaient d'abord destinés à une tout autre problématique, celle de comparer l'intégration des germanophones de Tchécoslovaquie en RDA et en RFA. Nos enquêtés en décidèrent autrement que nous : la grande majorité des récits se concentra sur l'expulsion, sur quoi aucune question n'avait été préparée. Ce sont donc des histoires de vie guidées par les représentations des témoins qui ont été collectées : ces derniers plaçaient eux-même l'accent sur les événements qu'ils jugeaient importants et les retours en arrière étaient possibles. À l'analyse, l'échantillon prit une homogénéité inattendue. Je savais que mes interlocuteurs provenaient du monde des petites villes et des villages, je découvris que chez trente-neuf d'entre eux, la profession exercée avant l'expulsion ou celle du père de famille, était celle de paysan à temps plein, ou artisan (ou ouvrier) avec un bout de terrain et un peu de bétail, souvent soigné par la mère de famille. Pour eux particulièrement, l'expulsion fut une expérience incompréhensible dans sa radicalité, suivie d'une longue période de misère ; jusqu'alors, l'idée prévalait que « les puissants passent, mais le peuple reste<sup>14</sup> ». « Après l'arrivée des Russes, nous avons pensé que l'ordre reviendrait avec les Tchèques, mais ce fut pire », m'a-t-on dit. Comme le relate le témoin Siegfried Hobrecht<sup>15</sup>,

ma grand-mère tchèque était morte en 1943 ; mon grand-père [germanophone, expulsé en septembre 1945] n'a jamais pu comprendre que des compatriotes (*Landsleute*) aient fait cela, il est mort en 1946.

Pour beaucoup, la « communauté conflictuelle » tchéco-allemande<sup>16</sup> ne prit donc pas fin en 1938, à l'annexion par le III<sup>e</sup> Reich, mais à l'expulsion de 1945, lorsqu'effectivement la structure du peuplement fut déchirée. Vision à

<sup>13</sup> Trente-sept de ces récits de vie ont été recueillis auprès de personnes installées en Allemagne de l'Est après l'expulsion ; deux interviews ont eu lieu à Broumov (République tchèque) et deux à Linz (Autriche). Tous les noms cités ici sont des pseudonymes.

<sup>14</sup> La citation exacte est « les peuples devraient rester ». Ida KAISEROVÁ, « Takhle se prostě tehdy žilo v každé obci [La vie simple d'autrefois dans chaque village] », dans Daniel LEÓN et Sabine GRÖPEL (dir.), *Živé paměti Sudet. Životní příběhy pamětníků ze západních Čech* [Mémoires vivantes des Sudètes. Des témoins de Bohême occidentale racontent leur vie], Pilsen, Centrum pro komunitní práci, 2011, p. 17.

<sup>15</sup> Siegfried Hobrecht est né en 1930 au nord de la Bohême d'un père artisan et d'une mère paysanne. Ancien ingénieur du bâtiment, il habite en Saxe.

<sup>16</sup> D'après l'expression de l'historien tchèque Jan KŘEN, *Die Konfliktgemeinschaft. Tschechen und Deutsche 1780-1918*, Munich, Oldenbourg, 1996.

courte vue, certes ; mais vision typique du milieu rural dans lequel la coexistence des différents groupes avait été moins politisée, partant moins séparée par communautés linguistiques que dans les agglomérations. Un signe en est que mis à part les plus pauvres, les paysans faisaient l'effort de faire apprendre le tchèque à leurs enfants par des échanges privés entre familles des « confins » (les régions germanophones) et « de l'intérieur » (au peuplement tchèque). Aussi bien mon corpus que les archives abondent de témoignages en faveur des « parents tchèques » des enfants accueillis, avec lesquels certains enquêtés avaient encore des relations lorsque je les ai rencontrés.

Il n'est donc pas surprenant que cet échantillon avant tout rural ait reflété les positions ambiguës du monde paysan envers le Parti sudète (autonomiste, puis aligné sur le Parti nazi allemand à partir de 1937). Plus qu'une autre catégorie socio-professionnelle, les paysans restèrent partagés entre le désir de défendre le peuple allemand, considéré comme humilié depuis 1918, celui de participer à la puissance retrouvée du Reich (en fermant les yeux sur tout ce qui pouvait heurter leur sensibilité de catholiques), et celui de ménager les relations nécessaires, souvent proches, avec les autres habitants de la région, notamment les Tchèques – des relations qu'ils savaient indispensables et dont ils voyaient avec angoisse l'érosion lors de la montée des tensions politiques des années trente.

### **Des marges de manœuvre inégales pendant l'expulsion**

Kilian Meier fait partie des familles nombreuses expulsées en premier, fin juin 1945 dans son cas ; il a alors huit ans et aide sa mère à s'occuper des quatre autres enfants. Ils errent avec un petit groupe originaire du même lieu pendant plusieurs semaines entre la Pologne (région de Sagan) et la Zone d'occupation soviétique. « Ce n'était pas facile, avec les petits frères et sœurs ; il fallait laver les couches dans le fossé et les faire sécher, ils attrapaient sans cesse la colique [...]. Je n'ai pas compris l'expulsion, je l'ai refoulée après la guerre. J'ai fait beaucoup de cauchemars<sup>17</sup>. »

La cellule familiale, désemparée et dominée par les événements, ne peut protéger cet orphelin de père d'une « expulsion sauvage », réalisée sans aucune préparation. Ceci explique l'errance entre les territoires venant d'être confiés aux Polonais (qui n'étaient donc plus susceptibles d'accueillir des expulsés, ce que les autorités tchécoslovaques avaient ignoré) et la Zone d'occupation soviétique où l'administration, partiellement désorganisée, se déchargea jusqu'en septembre 1945 de l'accueil des nouveaux venus sur les communes qui cherchaient souvent à s'en débarrasser le plus vite possible. Le récit passe avec pudeur sur le poids écrasant qu'a été pour l'enfant le devoir de soutenir sa mère dans son rôle de chef de famille, dans une situation d'insécurité et de précarité

---

<sup>17</sup> Technicien supérieur né en 1937. S'est installé finalement en Saxe après l'expulsion de Bohême orientale ; parents artisans et agriculteurs avant 1945.

très fortes. Le témoin concède tout de même l'ampleur du choc subi en décrivant les manifestations typiques d'un souvenir traumatique<sup>18</sup>. Le récit suivant montre une situation nettement plus favorable.

En septembre 1946, à Georgswalde/Jiřkov à la frontière saxonne, les voisins antifascistes n'arrivent plus à protéger Roland Bottich et sa mère de l'expulsion ; il faut partir pour le camp de rassemblement de Schluckenau/Šluknov. Celui-ci est, par chance, « dirigé » (sic) par le grand-père paternel de Roland, ancien secrétaire de mairie et homme aisé, « qui possédait quatre villas ». Grâce à ses relations, l'autre grand-père, propriétaire d'un commerce de chaussure, réussit à faire envoyer la famille à E. en Saxe, de l'autre côté de la frontière, alors que les autorités d'occupation soviétiques avaient interdit toute nouvelle immigration en Saxe. Avant d'être expulsé officiellement, Roland Bottich, alors âgé de quatorze ans, passe la frontière de nuit, « illégalement », pour enterrer dans le jardin d'une amie de sa mère quelques papiers importants : extrait d'acte de naissance, bulletins scolaires qu'il retrouvera après son arrivée en Saxe par le convoi d'expulsion.

Le père de Roland Bottich<sup>19</sup> est lui aussi mort à la guerre, mais la famille est plus complète, plus unie peut-être que celle de K. Meier et arrive à faire face à l'événement. Ces frontaliers, pourvus de relations et d'argent, sauvent de quoi se reconstruire une existence et ouvrent rapidement un commerce de l'autre côté de la frontière : le laps de temps dont ils ont bénéficié entre la fin de la guerre et leur expulsion leur a permis de prendre la mesure des circonstances et d'élaborer leurs propres stratégies. À l'anomie décrite par le premier témoignage s'oppose la relative marge de manœuvre dont la famille Bottich dispose, qui parvient à réduire les effets négatifs de l'expulsion : un exemple typique d'*agency*, de création et d'utilisation d'une certaine autonomie de la part de migrants, même forcés, à condition que les circonstances ne soient pas entièrement défavorables.

Le point commun entre ces récits emblématiques est la réduction de la communauté d'appartenance à l'environnement le plus proche. La communauté bilingue bohémienne (formée par les relations quotidiennes, ce qui n'implique pas une entente politique au niveau national) apparaît certes, mais sous forme résiduelle : comme on le voit ici, l'évocation des ménages mixtes (les grands-parents de Siegfried Hobrecht), le bilinguisme (le grand-père de Roland Bottich qui administre le camp de rassemblement) en laissent deviner les traces, mais elle passe au second plan des témoignages, en même temps qu'elle s'efface de l'histoire tchécoslovaque. Par ailleurs, un autre facteur d'homogénéité frappant du corpus d'interviews a été l'âge : presque la moitié (27 sur 60) des enquêtés

---

<sup>18</sup> Boris CYRULNIK, *Sauve-toi, la vie t'appelle*, Paris, Odile Jacob, 2012, particulièrement p. 82-118.

<sup>19</sup> Né en 1931 en Bohême du nord. Ses parents étaient commerçants, lui-même est devenu professeur de l'enseignement technique dans une petite ville de Saxe.

était née dans la décennie de 1930<sup>20</sup>. Les témoignages recueillis sont donc d'abord ceux de personnes ayant vécu la guerre puis l'expulsion comme enfants ou comme adolescents, dans une position où ils se sont sentis en devoir de seconder, voire de remplacer leurs parents ; d'autant plus que (autre ressemblance inattendue entre les enquêtés), presque tous étaient soit l'aîné(-e), soit le premier enfant de leur sexe. Mais ils ont accompli cette tâche dans une position d'extrême faiblesse, où les cadres de référence habituels avaient brusquement volé en éclat, pour être remplacés par le sentiment lancinant de peur et d'insécurité<sup>21</sup>.

### III. Les expulsés et les communautés d'appartenance de 1945 à l'Europe d'aujourd'hui

Cette enfance sacrifiée a conduit à une sur-identification avec les parents ou grands-parents, mais aussi avec les États d'accueil. On manque encore de travaux pour évaluer exactement cette adhésion ; mais les témoignages comme l'ensemble des études convergent pour établir sa réalité. De plus, l'intégration des expulsés était l'une des conditions de la stabilité de l'ordre d'après-guerre ; elle fut aussi idéologique et culturelle. En RFA, l'anticommunisme officiel s'appuyait d'abord sur eux, l'expulsion étant attribuée à Staline. En RDA, le sentiment d'appartenance à la dictature a pu se fonder sur des impressions comme celle de Richard Wenzel<sup>22</sup> :

Nous avons été expulsés mi-août 1946 ; je me souviens qu'à la frontière saxonne, on avait mis une banderole : "Bienvenue pour bâtir l'Allemagne démocratique". J'ai ressenti un grand sentiment de joie, celui d'être de nouveau parmi des Allemands.

Ce souvenir mêle deux aspects distincts, à la fois le soulagement de n'être plus l'ennemi à abattre (« être de nouveau parmi des Allemands ») et l'adhésion à un projet de reconstruction faisant table rase des erreurs du passé (« bâtir l'Allemagne démocratique »). Chez certains, cette adhésion a atteint un degré étonnant, particulièrement visible puisque la RDA a disparu entre novembre 1989 et l'unification allemande le 3 octobre 1990. Ainsi plusieurs témoins disent-ils qu'après des décennies passées à taire leur lieu de naissance, d'abord par crainte d'être accusés de revanchisme puis par habitude, ils se sont brusquement souvenus de leur origine sudète à la chute du Mur de Berlin, presque du jour au lendemain.

---

<sup>20</sup> Le plus jeune informateur est né en 1944, le plus âgé en 1910.

<sup>21</sup> Ces observations recourent celles d'Anne-Marie Losonczy sur les « caractéristiques d'une remémoration tardive » lors d'une conférence sur « Les Archives sonores de l'Europe du Goulag » à la bibliothèque des Langues orientales le 28 mars 2012, en ligne à l'adresse : <http://www.bulac.fr/conferencesrencontres/archives/colloques/les-archives-sonores-de-leurope-du-goulag-2012/resumes-des-communications>.

<sup>22</sup> Richard Wenzel (Berlin-est), ingénieur en retraite né en 1930 dans une famille paysanne de Bohême occidentale.

En effet, avec la RDA disparaissait le « grand récit<sup>23</sup> » qui lui avait donné sens : narration fondée, pour aller vite, sur l'antifascisme et la solidarité avec le Bloc de l'Est. Mais la fin de la guerre froide a aussi rendu caduc celui de la RFA et des anciens pays expulseurs. Tous ont été mis en demeure par l'opinion (nationale ou internationale) de ré-examiner leur histoire. Les seconds, pour y intégrer des pans entiers où les États en place n'avaient pas respecté les droits de l'homme : la dictature communiste certes, mais aussi la Seconde Guerre mondiale (et leur participation souvent occultée au génocide juif) et l'expulsion massive des minorités (qui, du point de vue des droits de l'homme, n'est pas défendable aujourd'hui). La première, parce qu'elle a été confrontée à la demande sociale de reconnaître les souffrances des Allemands pendant la guerre.

De façon générale, les « grands récits nationaux » soulèvent désormais plus de suspicion que d'enthousiasme, car toutes sortes de groupes sociaux s'en estiment exclus. Voici venu le temps des « petits récits<sup>24</sup> ». On leur demande moins de rassembler des communautés que d'être aptes à rendre compte de la diversité des attitudes et par là même, à servir de ressource à une société postmoderne, individualiste et dégagée de tout modèle global de comportement.

Ce besoin explique sans doute la multiplication actuelle des témoignages sur l'expulsion. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ces récits n'ont longtemps pas dépassé un cadre restreint, souvent celui de la famille. Ni la RDA ni ses alliés, les anciens pays expulseurs, n'y avaient intérêt, non plus qu'aux récits des populations témoins de l'expulsion de leurs concitoyens ou arrivées pour occuper les maisons vides des Allemands<sup>25</sup>. Quant aux Allemands de l'Ouest, ils avaient bénéficié après 1962 d'un ouvrage considérable, la *Dokumentation der Vertreibung*<sup>26</sup>. Cette source, toujours valable, appartient au genre de l'enquête de guerre<sup>27</sup>. Son rôle était donc d'établir le déroulement de

---

<sup>23</sup> D'après l'expression de Jean-François LYOTARD dans *La condition postmoderne*, qui connaît un engouement durable depuis une décennie dans l'historiographie centre-européenne.

<sup>24</sup> Stuart SIM (dir.), *The Lyotard Dictionary*, Edinburgh University Press, 2011, « Grand narrative, metanarrative », p. 86-88.

<sup>25</sup> Signalons la traduction en février 2014 de la bande dessinée *Alois Nebel* de Jaroslav RUDIŠ et Jaromír 99 aux éditions Presque lune (Rennes) comme exemple de ce retour à la parole sur l'expulsion des Allemands. Un film en a été tiré, diffusé en France et en Belgique en 2012 (Tomás LUNÁK et Alois NEBEL, long métrage germano-tchèque, 2011).

<sup>26</sup> Theodor SCHIEDER (dir.), *Die Vertreibung der deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder-Neisse. Dokumente der Vertreibung der Deutschen aus Ost- und Mitteleuropa*, Bonn, Ministère des Expulsés, 1953-1962. Cette publication en plusieurs volumes a été réalisée à partir d'environ 10 000 témoignages rédigés par des témoins oculaires, et de 18 000 récits rapportant le devenir des habitants des communes germanophones d'Europe centrale et orientale.

<sup>27</sup> D'après le modèle présenté par Nathalie MOINE, « Quand le récit de guerre n'est pas encore de l'histoire : comptabiliser, punir, réparer », *Le Mouvement social*, n° 222, janvier-mars 2008, p. 5-12.

l'expulsion et d'évaluer les pertes subies, pas de s'intéresser aux individus pris dans ce conflit.

L'élargissement de cette perspective quasiment comptable et strictement nationale est d'abord apparue au travers des nombreux documentaires télévisés diffusés par les chaînes germanophones depuis les années quatre-vingt-dix, le procédé le plus fréquent consistant à interroger des personnes âgées de nationalités différentes. De même, les musées font désormais appel à des histoires individuelles pour illustrer les salles portant sur l'expulsion<sup>28</sup>. Mais pas plus qu'à la télévision, les conditions du choix des témoignages ne sont explicitées. Visiblement, on recherche des récits représentatifs d'une réalité déjà historiquement documentée et susceptibles d'éveiller la sympathie du spectateur, l'effet devant être immédiat.

Une démarche plus approfondie, car elle ne coupe pas les récits de vie qui sont exposés dans toute leur ampleur, est celle de l'association Antikomplex qui publie depuis plusieurs années des recueils d'interviews menées dans les régions frontalières de la République tchèque. Le principe est chaque fois identique : la juxtaposition de témoignages d'anciens et de nouveaux habitants des « confins », les uns expulsés, les autres arrivés de façon plus ou moins volontaire après 1945<sup>29</sup>. Antikomplex a été fondé au début des années 1990 pour renforcer la démocratie et la société civile tchèques, notamment dans les anciens territoires d'expulsion. Actuellement, ces derniers sont souvent les plus touchés par les problèmes sociaux : chômage et vétusté de l'industrie, paysages abîmés, voire catastrophes écologiques (comme la mine de Jáchymov déjà évoquée), tissu social mal reconstitué depuis les années cinquante<sup>30</sup>.

Mis à part un effet de mosaïque évident, les présupposés scientifiques des auteurs ne sont guère expliqués dans ces ouvrages d'abord destinés à un

<sup>28</sup> Pour le cas qui nous intéresse, il s'agit du musée de l'histoire des Allemands de Bohême, en cours de constitution à Ústí nad Labem (République tchèque), ainsi que des musées ouverts dans toute l'Allemagne fédérale d'après le paragraphe 96 de la Loi sur les expulsés (1953) visant à conserver l'héritage culturel des anciens peuplements allemands à l'est de la ligne Oder-Neiße ; à leur tête, la nouvelle fondation « Fuite et expulsion » créée en 2008 par le *Bundestag*, qui ouvrira bientôt à Berlin. Voir, sur ce thème, les travaux en cours de Catherine Perron (CERI) et de Christian Jacques (université de Strasbourg).

<sup>29</sup> Sabine GRÖPEL, Tomáš SVOBODA et Daniel LEÓN (dir.), *Příběhy Sudet. Geschichten aus dem Sudetenland* [Histoires du pays sudète], Plzeň, Centrum pro komunitní práci et Volkshochschule im Landkreis Cham e.V., 2013 et Daniel LEÓN et Sabine GRÖPEL (dir.), *Živé paměti Sudet, op. cit.* ; Sarah SCHOLL-SCHNEIDER, Miroslav SCHEIDER et Matěj SPURNÝ, *Sudetské příběhy. Sudetengeschichten. Vyhnaní, starousedlíci, osídlenci. Vertriebene, Alteingesessene, Neusiedler* [Histoires sudètes. Expulsés, autochtones, nouveaux habitants], Prague / Augsburg, Antikomplex / Lehrstuhl für Bayrische und Schwäbische Landesgeschichte, 2010 ; Matěj SPURNÝ (dir.), *Sudetské osudy* [Destins sudètes], Prague, Antikomplex, 2006.

<sup>30</sup> Voir à ce sujet les travaux de Paul Bauer (Université Charles, Prague et CERCEC) et la présentation bilingue de l'association dans son ouvrage à succès : Petr MIKŠÍČEK (dir.), *Zmizelá Sudety* [Le pays sudète disparu], Domažlice, Antikomplex, 2007.

large public<sup>31</sup>. Ainsi la postface de *Příběhy Sudet* (Histoires du pays sudète) commence-t-elle par affirmer le caractère amateur de l'enquête : « Replacer les récits de ce livre dans leur contexte historique s'est avéré plus difficile que prévu. Nous ne sommes pas des professionnels de l'histoire, nous ne nous sentons pas compétents pour travailler avec les sources originales. [...] Il s'est avéré qu'il y a plus d'études sur le sujet que nous pensions ; en outre, il n'a pas été possible de se borner aux publications en tchèque [...] puisque les historiens s'exprimant en allemand, sans parler des autres, [...] ont une plus vaste liste de publications<sup>32</sup>. »

Cette naïveté peut être une stratégie de défense, puisque la question est encore difficile à aborder dans la région : on affirme se cantonner à la *vlastivěda* (*Heimatkunde*), c'est-à-dire au savoir nécessaire pour comprendre le *genius loci* : langues, coutumes, histoire locale. Cette limitation au quotidien se donne l'apparence d'éviter le politique. De fait, dans un contexte où le rapprochement entre les groupes n'a pas été institutionnalisé, les auteurs explorent, à travers les récits de vie qu'ils transcrivent, les ressources que les individus ont mises en œuvre pour créer des liens fondés sur la sympathie, les relations économiques ou la compassion, ce qui constitue déjà un apport intéressant à la connaissance de ces sociétés.

Il n'empêche que le projet prend une autre ampleur à la lecture du dernier ouvrage de Matěj Spurný<sup>33</sup>. En effet, en interrogeant les personnes de langue et d'origine multiples qui ont repeuplé les confins, comme des Tchèques de Volhynie, des Roms de Slovaquie, des Polonais, des Ukrainiens, en leur demandant en quoi leur origine (sociale ou linguistique) a pesé sur leur parcours de vie, ce travail montre en creux une pression constante, au nom de la nation, qui participe de la terreur sous-jacente exercée par la dictature dans ses années fondatrices. Elle est mise en mots par les représentants de l'État lorsqu'ils déterminent arbitrairement les critères de l'assignation identitaire (à travers le terme de « minorité » qui désigne en réalité tout ceux qui ne sont pas Tchèques de Bohême-Moravie ni conformes à la société majoritaire).

Prenons l'exemple de l'« Allemande » Marianna Tomašovská, née en 1946, qui a passé toute sa vie entre Teplice et Broumov (Bohême orientale)<sup>34</sup>. Avant sa naissance, sa mère n'est pas expulsée car on a besoin d'elle comme interprète au camp de rassemblement des Allemands. La famille reste sur place dans des conditions difficiles : apatridie (jusqu'en 1955), logement dans une

---

<sup>31</sup> *Příběhy Sudet*, *op. cit.*, p. 301 : « Le projet *Histoires du pays sudète* essaie de recueillir les dernières "images" du passé qui peuvent servir de support à la construction de l'identité des habitants de ces régions spécifiques, ou la compléter ».

<sup>32</sup> *Příběhy Sudet*, *op. cit.*, p. 287.

<sup>33</sup> Matěj SPURNÝ, *Nejsou jako my : Česká společnost a menšiny v pobraní (1945-1960)* [Ils ne sont pas comme nous : la société tchèque et les minorités dans les régions frontalières], Prague, Antikomplex, 2011. Voir aussi le dossier critique que lui a consacré la revue *Soudobé dějiny*, n° 1-2, 2013, p. 178-198.

<sup>34</sup> Matěj SPURNÝ (dir.), *Sudetské osudy*, *op. cit.*, p. 38-50.

chaumière misérable qui provoque la mort prématurée de la mère, alcoolisme du père revenu du front russe dégoûté de l'Allemagne mais longtemps exclu de la communauté tchèque. Grâce à une institutrice bienveillante qui joue pour elle le rôle de « passeur » dans la société majoritaire, la petite Marianna apprend le tchèque à l'âge de six ans et se sent comme les autres enfants, mais le rejet est toujours possible : « quand on passait des films antifascistes en cours d'histoire ou ailleurs, je savais qu'ils [les autres enfants] allaient me battre [...] et je me cachais<sup>35</sup> ». Avant l'âge de six ans, elle était encore plus démunie lorsqu'elle avait été recueillie un temps à l'orphelinat de Teplice : « Ils disaient qu'ils allaient me jeter dans la rivière Metuje, et je ne savais pas quoi faire, alors je me cachais quelque part et j'attendais qu'ils partent. Mais j'en tremblais d'effroi, que je ne saurais dire. Jusqu'à ce que plus tard je puisse en pleurer<sup>36</sup>. » Néanmoins, à l'adolescence, observe-t-elle,

j'ai vu beaucoup de films soviétiques sur la guerre [...] et ils m'ont touchée comme jamais rien d'autre plus tard. Et là, j'ai commencé à comprendre ce que cette guerre avait été. Jusqu'alors, jusqu'à l'âge de dix ans, je ne savais rien des camps de concentration, de la SS, des gestapistes, à l'époque où je vivais comme orpheline à Teplice, c'était loin de moi. Mais là, j'ai commencé à comprendre pourquoi ces gens m'avaient repoussée comme ça<sup>37</sup>.

D'une certaine façon, Marianna intériorise le discours antifasciste officiel, mais – et c'est l'intérêt de l'interview, qui semble ne pas avoir subi de coupure – le déroulement de son histoire de vie permet de comprendre ce qu'elle en fait : un moyen de communiquer avec ceux qui l'entourent, « qui n'étaient pas de mauvaises gens, la plupart du temps ». La manière dont elle a commencé l'entretien, penchée sur son arbre généalogique, donne en effet un autre ton à l'ensemble :

Je suis née Rathner. La famille de mon père et cette branche, ce sont de vrais Allemands [*ta se počítá echt německy*]. Par-delà toutes les péripéties avec les papiers, j'ai que je suis allemande de nationalité [*národnost*, au sens d'appartenance à un groupe national]. Tandis que par exemple mon oncle a épousé une dame Kleiner, c'est aussi un nom purement allemand, mais ils se considéraient comme Tchèques. De sorte que mon cousin est tchèque, d'appartenance nationale tchèque<sup>38</sup>. C'est tellement mélangé que personne ne peut dire de soi « je suis Allemand », c'est qu'il ne sait pas ce qu'il dit. Même dans ma famille il y a, je ne sais pas, des Prokop, ce ne sont pas des Allemands ; un Žid, une Kvasnička, ce sont des Tchèques<sup>39</sup>. Autrement dit, ce sang tchèque et allemand est

35 *Ibid.*, p. 42.

36 *Ibid.*, p. 41.

37 *Ibid.*, p. 42.

38 *Čech,ěeské národnosti*, « citoyen tchèque et membre du groupe national tchèque », ce qui pourrait aussi se traduire par « Tchèque ethnique ».

39 On notera que *Žid* signifie aussi « juif ».

complètement mélangé. Personne ne peut faire vibrer la corde nationaliste chez moi<sup>40</sup>.

Peut-on conclure de ces publications qu'elles permettent de constituer une mémoire dégagée des discours nationalistes, maintenant que les souvenirs centre-européens adviennent à la parole ? La recherche tend aujourd'hui à considérer la définition ethno-nationale de l'État moderne comme le paradigme de « l'ingénierie » meurtrière à l'œuvre en Europe au XX<sup>e</sup> siècle. La dépasser constitue alors un enjeu transnational, qui entre en effet en résonance avec le témoignage des victimes de ce processus. Cela apparaît notamment lorsque les enquêtés montrent (volontairement ou non) qu'ils considèrent l'assignation nationale comme un rôle à jouer. Il n'est pas étonnant qu'une telle interrogation sur l'identité collective ressorte particulièrement des interviews réalisées dans les régions de repeuplement tchécoslovaque, les histoires de vie étant hétérogènes et la confrontation avec la définition politique de la différence, constante jusqu'aux années 1960. Cet acquis pourrait encourager et renouveler le recueil de témoignages d'anciens expulsés. Ainsi nos témoignages, à peu d'exception près, n'ont-ils pas accordé une importance particulière au fait que les familles étaient mélangées, qu'ils pouvaient se faire passer pour Tchèques en cas de nécessité ou qu'ils venaient d'une communauté dans laquelle la diversité linguistique et la réflexion sur l'identité étaient des thèmes courants, tandis que leur vie entière montrait la plasticité relative des appartenances nationales. Rien n'empêche qu'à partir de nouvelles questions, leurs « représentations du passé » fassent davantage ressortir ces dimensions et qu'elles soient désormais considérées comme un héritage européen normal, plutôt qu'une exception à minorer.

## Conclusion

En Europe centrale, la période allant de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide a été marquée par des transformations sociales nombreuses, en partie violentes, où le remodelage des groupes sociaux a connu une dimension inouïe, souvent mal connue en Europe occidentale. Rendre les représentations des anciens expulsés accessibles au public paraît d'un intérêt particulier à l'heure où reviennent au grand jour des affects longtemps refoulés ou contenus dans la mémoire familiale, où l'on accorde une importance croissante aux sociétés civiles et où il devient enfin nécessaire d'inclure les expériences centre-européennes et est-européennes dans l'histoire générale du continent.

Les personnes que nous avons interrogées étaient souvent des enfants en 1945 et l'expulsion a pris pour eux l'aspect d'une catastrophe personnelle et sociale qu'elles ont mis des années à surmonter ; certaines n'ont jamais perdu le sentiment d'une perte particulière, qu'elle leur soit propre ou bien qu'elle soit représentative de celle qu'ont vécue leurs parents. Ceci explique

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 40.

L'investissement de beaucoup dans la société d'accueil qu'ils ont aidé à reconstruire. Ce rôle structurant de la communauté avait néanmoins pour prix de renoncer à se pencher sur une histoire trop douloureuse pour l'individu, trop dangereuse pour l'ordre international d'après-guerre. La fin de la Guerre froide a marqué aussi son avènement dans l'espace public, mais d'une manière nouvelle par rapport aux années cinquante : comme une histoire transnationale et pensée dans le cadre des droits de l'homme. L'intérêt actuel pour les individus, par exemple dans l'expulsion et le repeuplement des régions germanophones de Bohême-Moravie, s'inscrit donc dans une recherche de récits alternatifs considérés comme plus fiables que les « grands récits » d'avant 1989 pour se confronter aux conflits que les États d'après 1945 avaient passés sous silence. La concentration sur l'histoire des petites gens, sur le quotidien, contribue à élargir les points de vue, affiner les sensibilités, et surtout à réfléchir sur l'assignation identitaire de politiques faisant de l'appartenance à la nation (dont elles définissent les critères) un argument exclusif, normatif et uniformisant.



## II.

### AUTOUR D'UNE SOURCE

« SEUL CELUI QUI Y A PARTICIPÉ SAIT CE QUE SIGNIFIE LA GUERRE »  
LE JOURNAL DE GUERRE DE MATTHIAS WEISKIRCHER  
ERLEBNISSE AUS DEM WELTKRIEG 1914-1918



« SEUL CELUI QUI Y A PARTICIPÉ SAIT  
CE QUE SIGNIFIE LA GUERRE »

LE JOURNAL DE GUERRE DE MATTHIAS WEISKIRCHER

Jean-Noël GRANDHOMME

Conservé aux Archives municipales de Sarreguemines, où il nous a été confié par le directeur, Didier Hemmert, le Journal de guerre (*Erlebnisse aus dem Weltkrieg 1914-1918*) de Mathias Weiskircher – cahier manuscrit non daté de quarante-huit pages, écrit en allemand - est un document à bien des égards original, dont nous publions ici le texte intégral<sup>1</sup>.

Né le 1<sup>er</sup> mai 1882 à Carling, en Lorraine annexée, décédé le 15 mars 1964, Mathias Weiskircher est le fils de Conrad Weiskircher et de Barbara Braun, de Carling, qui se sont installés à Sarreguemines en 1885. Simple journalier, il épouse successivement Elisa Maurer, puis Anne Sieberg. Cet homme issu d'un milieu modeste arrive pourtant – sur certains points – à un degré de précision et d'analyse que l'on trouve en général plutôt chez des personnalités plus instruites. Son récit nous emmène des confins de la Lorraine annexée, c'est-à-dire de la Meurthe-et-Moselle française occupée, jusqu'aux Balkans : Serbie, Bulgarie et, pour une nouvelle campagne, Roumanie.

Depuis l'annexion de l'Alsace (sauf Belfort) et d'une partie de la Lorraine par l'Allemagne en vertu du traité de Francfort du 10 mai 1871, les jeunes gens du *Reichsland* sont astreints au service militaire dans l'armée allemande. C'est le cas de Mathias Weiskircher, en 1902, vraisemblablement. En août 1914 les Alsaciens et Lorrains sont tout naturellement mobilisés, en accord avec le droit international, dans l'armée de leur pays légal, sinon de leur patrie de cœur. Au fil de ces pages, Mathias Weiskircher, comme beaucoup d'Alsaciens et de Lorrains de sa génération, combat sans états d'âme pour l'Allemagne. La France

---

<sup>1</sup> Pour une plus grande clarté, certains termes originaux sont laissés en allemand entre parenthèses. Quelques précisions ponctuelles sont ajoutées entre crochets, les autres sont placées en notes. Le récit n'a subi aucune retouche de fond, mais la ponctuation a pu parfois être actualisée, le style télégraphique par endroits amélioré par des ajouts de sujets et de verbes entre parenthèses. Enfin, pour une plus grande fluidité, les temps de conjugaison ont été uniformisés (dans l'original l'auteur passe sans cesse du présent au passé simple et à l'imparfait, parfois dans la même phrase, ce qui rend la lecture pénible).

et les Français n'apparaissent jamais dans son récit autrement que comme « l'ennemi ». On y chercherait en vain une quelconque nostalgie de l'ancienne « Mère Patrie » de ses parents. En revanche, quand il parle de ses camarades et de lui-même, il emploie à plusieurs reprises l'expression : « Nous, Allemands ». Jamais il ne fait aucune allusion au fait que les Alsaciens ou les Lorrains constitueraient une entité particulière au sein de l'armée allemande. Il se considère et on semble en tous lieux le considérer comme un militaire allemand pareil aux autres.

Après des décennies d'histoire patriotique, ce n'est pas le moindre des intérêts de ces souvenirs que de rappeler une vérité longtemps tue. Cela n'a pourtant pas empêché l'ancien soldat du *Kaiser* de devenir en 1919, comme des dizaines de milliers d'anciens combattants placés dans le même cas de figure que lui, un citoyen français tout aussi respectueux des lois de la République qu'il l'avait été de celles du Second *Reich*.

Les souvenirs de Mathias Weiskircher ne sont pas le seul témoignage d'un soldat lorrain qui soit parvenu jusqu'à nous. Ont déjà été publiés, entre autres, des entretiens avec les derniers survivants (Léon Nonnenmacher, de Sarrebourg ; Louis Evrard, de Florange ; Antoine Froelicher, de Saint-Louis ; Charles Courteaux, de Fresnes-en-Saulnois<sup>2</sup> ; Charles Lambour, de Dabo-Schaeferhof<sup>3</sup>), les souvenirs de François Reich, de Neufgrange<sup>4</sup> ; de l'étudiant Léo Malnoury<sup>5</sup>, d'Avricourt ; ceux de l'aspirant jésuite Aloyse Stauder<sup>6</sup>, de Gros-Réderching ; la correspondance de Jules Achereiner<sup>7</sup>, de Troisfontaines. Toutefois, ces publications ne sont pas si nombreuses et presque toutes très récentes, c'est-à-dire posthumes, comme c'est le cas ici aussi. Longtemps, le fait d'avoir porté l'uniforme allemand était un sujet dont on ne parlait que dans le cercle familial et qu'il n'était guère question de confier à la sphère publique<sup>8</sup>.

À la différence des témoignages qui viennent d'être mentionnés – ceux de fantassins pour la quasi-totalité –, celui de Mathias Weiskircher provient d'un artilleur, ou plutôt d'un infirmier de l'artillerie, ce qui est encore plus rare,

---

<sup>2</sup> Jean-Noël GRANDHOMME, *Ultimes sentinelles. Paroles des derniers survivants de la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2006.

<sup>3</sup> *Ibidem*, « Témoignage de Charles Lambour », *Bulletin des anciennes et anciens élèves de l'école normale de Sélestat*, 2006, p. 10-14.

<sup>4</sup> François REICH, *Fünf Jahre in Sibirien. Erlebnisse und Eindrücke eines elsass-lothringischen Kriegsgefangenen aus dem Weltkrieg 1914-1918*, Sarreguemines, 1929.

<sup>5</sup> Jean MALNOURY, *Au lieu des vacances... la guerre. Parcours d'un jeune étudiant messin dans l'armée allemande tout au long de la guerre de 14-18*, Metz, éd. Serpenoise, 2008.

<sup>6</sup> Pauline GUIDEMANN, *Aloyse Stander. Les carnets d'un Lorrain dans la tourmente 1914-1918*, Sainte-Croix – Pontarlier, Éditions du Belvédère, 2012.

<sup>7</sup> Jean ACHEREINER, *De Troisfontaines en Russie en 1914-18. Parcours d'un soldat lorrain dans l'armée du Kaiser*, Sarrebourg, Société d'Histoire et d'Archéologie de Lorraine (Section de Sarrebourg), 2004.

<sup>8</sup> Voir Jean-Noël GRANDHOMME, « Une Mémoire double », *Les Saisons d'Alsace*, n° 14, *Guerres. La Mémoire vive de l'Alsace*, printemps 2002, p. 41-45.

voire unique pour l'instant. Ce n'est pas que l'auteur n'ait pas connu la boue, mais celle des positions de sa batterie n'est point celle des tranchées et son parcours est forcément différent de celui d'un combattant qui a servi pendant quatre ans dans l'infanterie. Souvent, il couche au sec, cantonné chez l'habitant ou dans des lieux réquisitionnés – du moins pendant les phases de guerre de positions. Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas exposé au danger, loin s'en faut. Les bombardements tuent à l'aveugle, les maladies aussi, et le personnel du service de santé est particulièrement vulnérable. L'infirmier lorrain ne connaît pas lui-même un sort dramatique, mais il est le témoin de la détresse de ses camarades – même si, curieusement, il n'évoque presque jamais ses patients. Son moral connaît de grandes fluctuations. Comme tout soldat, il est périodiquement sujet au cafard ; il lui arrive parfois d'envier les morts. Ainsi que pour d'autres auteurs de récits de guerre, le moment de Noël est pour lui particulièrement difficile, car le soldat pense à son foyer et à tous ceux et à ce qu'il n'a pas auprès de lui au cours de cette « Nuit Sainte », comme l'appelle le soldat catholique. Lorsque sa batterie est placée en réserve d'armée et qu'il passe ses journées à attendre, il en vient à souhaiter de l'action, du danger : tout plutôt que cet insupportable ennui.

Au-delà de leur caractère militaire, les souvenirs de Mathias Weiskircher, et c'est l'un des aspects les plus intéressants, revêtent souvent la forme d'un récit de voyage. En effet, la Grande Guerre – et l'auteur en est conscient, qui l'écrit explicitement – est aussi une formidable ouverture sur le monde pour ce simple journalier. Jamais, il le dit lui-même, il n'aurait eu l'occasion de découvrir l'Europe sans la guerre. L'Orient dans lequel est envoyé le jeune Lorrain est une région troublée depuis des décennies par la lente agonie de l'Empire ottoman, soumis aux convoitises de ses deux puissants voisins autrichien et russe et à l'explosion des nationalismes antagonistes des Serbes, Grecs, Bulgares et Roumains. Dans cette traversée des Balkans, fertile en épisodes variés, domine l'impression de dépaysement et d'aventure, même si c'est parfois sur fond de combats. Le voyageur involontaire s'intéresse à la taille et à l'agencement des villes, à l'aspect des rues et des maisons, aux scènes de la vie domestique chez les paysans, à la manière de cultiver la terre et d'en exploiter les fruits ; il décrit les coutumes des habitants, des plus charmantes et pittoresques jusqu'aux plus détestables (comme ce goût des Roumains et des Bulgares pour les atrocités). Dans son récit, les alliés de l'Allemagne (Turcs et plus encore Bulgares) ne sont pas mieux traités que ses ennemis (Serbes et Roumains).

Partout, c'est pour Mathias Weiskircher la découverte de l'altérité. Toutefois, ses descriptions « ethnographiques » sont inévitablement marquées par l'usage de stéréotypes courants à son époque. Ainsi, l'islam est pour lui la religion de la soumission des corps et de l'assujettissement des femmes – même si le regard sur les Turcs est plutôt admiratif par endroits. Le christianisme oriental ne peut soutenir la comparaison avec le catholicisme et lui semble davantage superficiel qu'intensément vécu par les individus. Les juifs – que contrairement aux musulmans et aux chrétiens orthodoxes, il connaît déjà car ils sont aussi présents en Lorraine – sont dépeints de manière peu flatteuse,

avec force usage de poncifs éculés sur leurs rapports au commerce, à l'argent et au patriotisme.

Le narrateur les rejoint pourtant sur ce dernier point, c'est-à-dire leur anti-patriotisme supposé. S'il ne parle pas de la France, il n'exalte en effet pas pour autant l'Allemagne. Au contraire, sans les nommer, il vilipende à plusieurs reprises dirigeants politiques et militaires en général, ses officiers en particulier et surtout un sous-officier (son chef de batterie), accusés, pour les uns, d'avoir provoqué la guerre et de l'entretenir à plaisir ; pour les autres, parfois corrompus, de ne se préoccuper que d'eux-mêmes plutôt que d'être solidaires de leurs hommes. En ce sens, il exprime une philosophie proche de celle du plus célèbre des diaristes alsaciens-lorrains de la Grande Guerre, le Sundgauvien Dominique Richert<sup>9</sup>. Cet état d'esprit a dû être partagé par plus d'un compatriote pendant la Grande Guerre, même si d'autres manières d'appréhender le conflit ont existé chez eux.

---

<sup>9</sup> Dominique RICHERT, *Cahiers d'un survivant. Un soldat dans l'Europe en guerre 1914-1918*, Strasbourg, 1994.

## ERLEBNISSE AUS DEM WELTKRIEG 1914-1918<sup>1</sup>

MATTHIAS WEISKIRCHER

### En Lorraine<sup>2</sup>

Appelé le troisième jour<sup>3</sup> de la mobilisation (*Mobilmachung*), le 4 août 1914. Arrivé au *Bezirkkommando*<sup>4</sup> de Sarreguemines à 10 heures du matin. À 14 heures départ de Sarreguemines pour Metz, arrivée à minuit. (Incorporé) dans les rangs de la 2<sup>e</sup> batterie du régiment d'artillerie à pied de la *Landwehr*, 8<sup>e</sup> bataillon (2. Batterie *Landwehr*<sup>5</sup>-*Fussartillerie Batl. Nr°8*), caserne *Steinmetz*. Grande mise sur pied sur le terrain d'exercices de la caserne *Steinmetz*. *Landwehr* I et II connus. Les servants des pièces sont présentés, habillés et formés. Le 8 août à 15 heures nous quittons Metz et marchons jusqu'à Ars[-sur-Moselle]. Nous y prenons nos quartiers chez l'habitant. Le service de guerre à été mis en place et toutes les mesures de sécurité sont prises. Rien n'indique la présence de l'ennemi. Seuls se montrent des avions français qui survolent Ars. Au bout de quelques jours, nous reprenons le même service qu'en temps de paix. Les forts de Metz ont tous leur garnison<sup>6</sup>.

---

1 Texte transcrit et traduit par Jonathan Derhan (étudiant en master à l'université de Strasbourg), annoté et mis en forme par Jean-Noël Grandhomme.

2 Titre ajouté.

3 En raison de son âge, trente-deux ans, Mathias Weiskircher est appelé quelques jours après la mobilisation générale, le 1<sup>er</sup> août.

4 Commandement de district (Sarreguemines n'est pas chef lieu de district, mais de *Landkreis*, arrondissement civil).

5 Équivalent de la territoriale française, la *Landwehr* est formée par les hommes mobilisables de vingt-sept à trente-neuf ans ; le *Landsturm*, équivalent de la réserve de la territoriale, par les hommes de trente-neuf à quarante-cinq ans, surtout chargés de mission de surveillance du territoire, des lieux stratégiques (gares, postes, centraux téléphoniques, ponts, routes), de travaux, mais plus tard parfois employés sur le front. En font également partie les jeunes de dix-sept à vingt ans, ainsi que les inaptes de vingt à trente-neuf ans.

6 L'ensemble fortifié Metz-Thionville est alors le plus important au monde, la *Landwehr* sert de garnison dans les forts. Voir Pierre DENIS (Général C.R.), *La Garnison de Metz 1870-1918*, Metz, éd. Serpenois, 1995 et Philippe BURTSCHER, François HOFF, *Les Fortifications allemandes d'Alsace-Lorraine, 1870-1918*, Paris, Histoire et collections, 2008.

Après trois mois, le 23 octobre 1914, arrive soudain l'ordre de partir pour la France. Notre point de chute est Conflans[-en-Jarnisy, en Meurthe-et-Moselle occupée]. Pendant le trajet nous observons pour la première fois quelques conséquences de la guerre. Les céréales sont encore pour partie dans les champs, condamnées à pourrir sur pieds. On peut voir des maisons détruites. À Conflans, nous occupons des appartements abandonnés.

Les gens ont fui et ont laissé derrière eux tous leurs biens et possessions<sup>7</sup>. Notre batterie a été rééquipée à neuf avec des canons de 10 centimètres. Nous ne tirons pas. Nous restons un jour de plus et attendons les ordres suivants. Notre prochaine position est Jeandelize [également en Meurthe-et-Moselle], pas d'autres ordres. Nos canons restent sur les charriots. Le 26 octobre 1914 nous poussons jusque vers l'ennemi. Nous installons nos positions dans la forêt de Bouzonville [hameau dépendant de Puxe, Meurthe-et-Moselle] et mettons nos pièces en état de tirer. Le lendemain nous ouvrons le feu, auquel répond l'ennemi. Notre principal objectif est le village de Hennemont [Meuse]<sup>8</sup>. En raison de tirs de contre-batterie beaucoup trop nombreux, nous installons une nouvelle position environ quatre cents mètres en arrière et y transportons les canons sous un puissant feu ennemi. Nous avons de la chance car la première position est détruite dans les règles par le feu ennemi. Dans la nouvelle position nous ne courons pas un tel risque. Aucun coup n'arrive jusqu'à nous. Non loin d'ici se trouve la ferme Waldimont, dans laquelle nous établissons nos quartiers. D'après ce que j'ai entendu, un général français en aurait été le propriétaire. Là, nous sommes bombardés pendant quatorze jours par obus et shrapnels.

Cependant, quelques jours après notre départ la ferme est mise en pièces par un tir. La position de notre batterie reste la même, seul le quartier général des sous-officiers de réserve, les cuisines de la troupe, etc. sont déplacés de cinq à six kilomètres. La ferme s'appelle *Bouzanville*<sup>9</sup>. Il est très agréable de vivre ici, pendant les périodes de repos. Notre batterie a été divisée en deux et on nous y

---

<sup>7</sup> « Aux populations françaises on a tout volé... réquisitionné. C'est formellement défendu sauf cas d'extrême urgence, mais on se moque de cette défense. (...) Un lieutenant part et revient avec vingt-cinq bouteilles de vieux *Pommard*. À midi il nous offre du *Graves* et du *Médoc*: réquisitionné ! », écrit de son côté le jeune médecin alsacien Paul Rohmer, cantonné presque au même endroit. « Mon prédécesseur (...) se promène dans un break [une calèche] élégant avec un cheval magnifique. On les a pris au maire de Jarny ; il s'en fait d'autant moins de scrupules qu'on a fusillé le bonhomme quelques jours après, avec le curé et quelques autres notables du pays, qui n'avaient rien fait, mais on avait tiré sur nos troupes du village. (...) Ce qui est écœurant, c'est le ton naturel et tranquille avec lequel ils racontent ces horreurs. Et pourtant, ce sont des gens gais, prévenants et débonnaires... » (Florent GRANGE, *Paul Rohmer, une vie au service de l'enfance*, Illkirch-Graffenstaden, 2005, p. 79). Le maire Henri Génot, l'abbé Léon Vouaux, frère du curé de Jarny, et deux autres hommes ont en effet été fusillés en plein centre-ville le 26 août 1914. Près d'une vingtaine d'autres personnes, dont des ouvriers italiens, ont été victimes à la même époque des troupes allemandes dans le secteur. Voir John HORNE, Alan KRAMER, *1914, les atrocités allemandes*, Paris, 2005.

<sup>8</sup> La commune voisine de Maizeray compte aujourd'hui un cimetière militaire allemand.

<sup>9</sup> Les lieux non identifiés avec précision sont écrits en italiques.

laisse alternativement. Nous fêtons notre premier Noël de guerre à *Bouzangville*. Toutes les conditions sont remplies pour conférer à la fête le caractère sacré qui convient. Nous avons cherché et joliment décoré des sapins ; nous jouons et chantons de belles chansons de Noël. Chaque soldat reçoit également une poignée de petits gâteaux, une pomme, des noix et d'autres choses utiles. Pour cette fête nous avons aussi invité les femmes, les hommes et les enfants qui se trouvent dans la ferme. C'est vraiment une belle veillée de Noël, au cours de laquelle coule plus d'une larme d'émotion. Cela nous rappelle avec trop d'insistance les Noël avec nos proches à la maison, au loin. Le 29 décembre 1914 vient l'ordre d'être prêts à partir. Le même jour, à 4 heures de l'après midi, toute la batterie se met en marche et fait halte à Saint Hilaire[-en-Woëvre, Meuse, à l'est de Fresnes-en-Woëvre et des Épargnes, important point d'abcès du front].

Comme lieu de cantonnement nous nous voyons attribuer un cloître abandonné. Nous vivons ici des temps difficiles. Le cloître est en ligne de mire directe de l'ennemi. Tous les jours nous devons nous réfugier à la cave, et cela par un froid terrible. C'est encore pire pour mes blessés de l'infirmier, bien que, dans la plupart des cas, il ne s'agisse que de maladies bénignes ; il est déjà suffisamment pénible pour ces pauvres gens de (devoir) s'asseoir dans le froid. Le bâtiment est (finalement) détruit par le feu ennemi. À Saint-Hilaire notre batterie connaît ses premières pertes. Un shrapnel frappe une chambre dans laquelle dort le cordonnier de la batterie. Par bonheur il en sort vivant, mais avec une commotion cérébrale. L'autre victime est l'ordonnance de la batterie. Un coup au but le déchire en mille morceaux. Tous les jours, des soldats sont victimes des obus et des shrapnels qui s'abattent dans les environs. Un jour un obus se faufile dans une salle de garde et tue dix soldats. De part et d'autre c'est un feu nourri, et pourtant la grande base de *Comprehobe*, de laquelle on a beaucoup parlé, n'a pas une si grande importance. Notre batterie est en position entre Saint-Hilaire et Doncourt[-aux-Templiers, Meuse], dans un champ de pommes de terre. Pendant les durs combats des 17, 18 et 19 mars 1915 nous pouvons nous estimer heureux de ne pas avoir subi de pertes, en dépit des shrapnels et des obus qui tombaient drus près de la position de notre batterie.

Mon service comme infirmier de la batterie consiste en une garde au cloître le matin jusqu'à 10 ou 11 heures, puis en une marche d'une heure ou de trois quarts d'heures jusqu'à la position de la batterie. En cas de bombardement important, je reste sur la position pendant vingt-quatre heures. Le plus ennuyeux pour moi là-dedans est de toujours être seul à faire le chemin. Je suis aussi le seul infirmier de la batterie. Suis-je demandé au poste d'observation ? Aussitôt je dois m'y rendre. Quand on a besoin de moi dans la batterie en position, on me téléphone. Se passe-t-il quelque chose dans les cantonnements ? Je dois également y courir. Et cela se répète ainsi. Même sous le feu le plus démentiel, je dois passer. Pourtant, j'ai toujours de la chance.

Comme le séjour au cloître est rendu désagréable par le vent, nous commençons à construire une hutte en tôle dans la forêt près de Butgnéville

[Meuse]. C'est vraiment la belle vie ici, quand l'occasion nous est donnée de nous reposer quelques heures. Quelle belle quiétude forestière dans notre nouveau chez nous ! En plus, nous avons un beau printemps. Les charmants oiseaux nous sortent du sommeil avec leurs chants agréables ; le puissant air de la forêt, l'harmonieuse paix de la forêt ! Ce beau rêve ne dure malheureusement que huit jours, puis tombe soudain l'ordre de nous tenir prêts au départ. Nous avons travaillé presque trois mois (à construire) un *Blockhaus* et nous n'avons eu que huit petits jours pour savourer la joie de vivre dans cet endroit ! Le 21 mars 1915 nous disons adieu à notre chère ville d'adoption. Transporter les canons se révèle plus difficile que prévu. À peine la dernière pièce sortie qu'un coup au but atteint avec un bruit terrible la position téléphonique et la détruit complètement. Cinq minutes plus tôt s'y trouvaient encore dix à quinze hommes. On peut à nouveau parler de chance. Nous sommes vraiment contents de nous en être sortis sains et saufs. Les chevaux à peine poussés en avant, nous jetons un (dernier) coup d'œil admiratif à notre *Blockhaus*.

Au commandement : « En avant, marche ! » (*Marsch-Marsch !*) la batterie se met en mouvement et chemine sur une route de campagne. Au bout de douze à quatorze kilomètres nous faisons une halte. Il est midi et il fait un froid de canard. Tout le monde se dirige vers la cuisine de campagne (*Kohldampfabwehrkanone*) et remplit sa gourde de café chaud. En regardant autour de nous, nous nous apercevons que nous sommes sur notre ancienne position près de Bouzonville. Cette fois, en revanche, nous ne sommes pas dirigés sur la ferme, mais deux villages plus loin, sur Saint-Jean[-lès-Buzy, Meuse], où nous prenons nos quartiers. Les pièces sont installées sur nos anciennes positions. Nous restons trois semaines à Saint-Jean, jusqu'à Pâques. Le premier jour des Pâques, les Français lancent une grande attaque, alors que Saint-Jean n'est pas encore fortifié. Nous déménageons alors dans un village proche de Saint-Jean, Olley [Meurthe-et-Moselle]. Nous y restons neuf jours. Pendant ce temps, la ferme de *Bouzangville*, où se trouvaient les quartiers de notre infanterie est de nouveau libre et nous retournons à notre ancien logement.

Depuis que nous nous trouvons en France, nous n'avons été confrontés qu'à la guerre de positions. Nous connaissons les environs comme notre poche. Nous nous efforçons de rendre nos quartiers toujours plus confortables, ce qui n'est pas une mince affaire du fait des mouvements de troupes continuels. Lors de l'installation dans le logement, il ressemblait à une étable. L'infanterie a généralement peu de temps à consacrer au nettoyage, ou n'en voit pas l'intérêt, du moins au début de la guerre. Plus tard, les fantassins sont devenus des maîtres dans l'art de construire des huttes en tôle.

À *Bouzangville*, nous avons vécu de bons et de mauvais jours. En dehors du service, nous avons toute latitude pour nous distraire. Nous savourons les heures de détente. À la guerre le soldat vit et pense au jour le jour. Qui se soucie de ce que demain apportera ! Aujourd'hui joyeux, demain mort. Ainsi, un autre jour nous apporte la nouvelle que nous sommes attendus dans un nouveau secteur. Notre bataillon est disloqué, de ce fait notre batterie quitte cet

endroit. À la gare la plus proche, Jeandelize, nous embarquons sur un train qui nous conduit à Thiaucourt [Meurthe-et-Moselle]<sup>10</sup>. Nous montons les pièces dans un petit bois près du Bois-le-Prêtre (*Priesterwald*)<sup>11</sup>. Le trajet par chemin de fer nous demande de multiples changements. Des hommes du *Landsturm* cultivent les champs, des ouvriers militaires (*Armierungsarbeiter*) et des Russes<sup>12</sup> améliorent les routes ; les vigneronns travaillent dans leurs parcelles et la nature est en paix.

Thiaucourt est une belle ville de 5 à 6 000 habitants, dont la moitié a fui. La ville, comme toutes les localités de la zone de guerre, est surpeuplée<sup>13</sup> jusqu'à la plus petite pièce. À Thiaucourt cela se passe vraiment très joyeusement. Au point de vue des cantines militaires nous avons plus que le nécessaire. Des généraux et des officiers supérieurs se sont choisis ici des appartements, et la fanfare de la division elle-même y est cantonnée. Certains propriétaires de magasins ont même laissé leur commerce ouvert tant qu'ont duré leurs réserves. Pendant longtemps la ville n'a pas été bombardée. L'emplacement de notre batterie est trop éloigné de la ville. Entre-temps, nous avons pu trouver dans le village de Viéville[-sous-les-Côtes, Meuse] quelques chambres pour notre batterie. Nos canons ne se trouvent qu'à deux kilomètres. Un tiers des maisons de Viéville sont déjà ruinées. Dans les premiers temps de notre présence tout va bien, jusqu'au beau jour où le village est bombardé par soixante ou soixante-dix pièces de gros calibre. Il ne faut plus songer à y rester plus longtemps. Nous allons donc réoccuper nos quartiers forestiers.

La forêt se nomme Bois de Haye et se trouve entre Thiaucourt et Viéville. Nous sommes très satisfaits de ce changement. L'expérience prouve que les cantonnements en forêt sont toujours les meilleurs. Notre bois est visé par les tirs, mais chaque projectile ne fait heureusement pas mouche. Jusqu'à présent, au bout de presque deux ans de guerre, les pertes de notre batterie s'élèvent à vingt-deux hommes, dix morts et douze blessés. Nous restons presque une année entière dans cette position, où l'emplacement est excellent pour les canons. Les canons sont installés dans un petit bois, un étroit petit bois, derrière une forêt de hêtres que les avions ne peuvent pas observer facilement. L'ennemi ne soupçonne pas notre présence ici, comme le prouvent ses impacts de tirs. Le Ciel en soit loué ! Il ne vient plus à l'idée de la plupart d'entre nous, quand s'annoncent les obus ennemis, de se mettre à l'abri. À cinquante ou soixante mètres de notre batterie, guère plus, les cratères d'obus

---

<sup>10</sup> Alors occupée par les Bavarois, la ville compte aujourd'hui un cimetière allemand et un cimetière américain.

<sup>11</sup> À la sortie de Pont-à-Mousson [Meurthe-et-Moselle], tout près de la frontière franco-allemande : lieu de combats acharnés, essentiellement entre septembre 1914 et juillet 1915. Voir Bernard OLRÉ, *Ceux du Bois-le-Prêtre, 1914-1918*, Haroué, 2004 ; Dominique TOUSSAINT, *Les Loups du Bois-le-Prêtre*, Haroué, Gérard Loué, 2007.

<sup>12</sup> Il s'agit de prisonniers de guerre, disséminés dans tout l'Empire et dans les territoires occupés au sein de *kommandos* de travailleurs.

<sup>13</sup> Du fait de la présence de très nombreux militaires.

se chevauchent. Nos courageux canonniers ne se laissent pas une seconde distraire de leur partie de cartes quand un obus tombe dans la forêt proche. L'homme s'habitue à tout. Chacun s'occupe, il est bon d'être ici. Pourtant l'homme pense, et Dieu dirige (*der Mensch denkt, und Gott lenkt*).

Le 13 août 1916 nous quittons positions, emplacements de canons et quartiers forestiers. Nous n'emmenons pas les canons cette fois. Un ordre est venu de nous utiliser sur un autre théâtre d'opérations. On ne voit toujours pas la fin de la guerre, toujours et encore la même boucherie, toujours et encore la même haine entre les hommes. Des hommes qui ne se sont jamais vus doivent s'entretuer. Les responsables seront ils poussés à rendre des comptes ?

### **Mon expérience vécue de la guerre dans les Balkans pendant les années 1916-1917**

Le 17 août au matin nous sommes embarqués sur le quai de la gare de Thiaucourt. Nous allons par le chemin de fer jusqu'à Cologne, où nous subissons une nouvelle (période d')instruction. Jusqu'à maintenant nous appartenons au 69<sup>e</sup> bataillon d'artillerie à pied (*Fussartillerie Bataillon Nr°69*) et nous puisons nos hommes dans les réserves de Metz, où tient garnison le 8<sup>e</sup> régiment d'artillerie à pied. Nous devons prendre part à l'offensive de la Somme<sup>14</sup>. Nous devons nous mettre en marche le 27 août.

Mais le destin en décide autrement. Au soir du 26 août se déclare un horrible incendie dans l'abattoir où sont logés la majorité des chevaux du bataillon. Plus de trois cents charrettes de foin y sont entreposées. Plus de cent chevaux sont soit grièvement soit légèrement brûlés. Les chevaux et les équipements collectifs sont la proie des flammes. Maintenant, c'en est fini du départ immédiat. Tout doit d'abord être remplacé à neuf. Dans un court laps de temps de trois jours tout le bataillon est de nouveau mis sur le pied de guerre. Le bataillon a le même aspect que quand nous sommes partis pour la première fois en campagne. Tout est neuf, jusqu'à nos vieux os (les derniers sont déjà assez fragiles). Le 31 août nous sommes fin prêts sur le quai de chargement de Cologne.

Au cours de la même nuit, notre transport quitte le hall de la gare. Comme notre départ a été retardé par le catastrophique incendie, il est possible que notre bataillon soit envoyé sur un autre théâtre d'opérations. C'est ce que nous pensons, et il en est effectivement ainsi. Un autre bataillon d'artillerie à pied a dû y passer, pour participer à l'offensive de la Somme. Pour cette grande offensive le commandement de l'armée de terre a envoyé en renfort tout ce qui était disponible aussi vite que possible. Une grande affaire était en jeu. Au lieu d'aller au feu dans l'enfer de la Somme<sup>15</sup>, nous serons intégrés à l'armée des

---

<sup>14</sup> Offensive déclenchée par les Britanniques et les Français le 1<sup>er</sup> juillet.

<sup>15</sup> La Somme peut être considérée comme la plus grande bataille jamais menée jusqu'alors. 170 000 Allemands y ont été tués pour plus de 200 000 Britanniques et près de 70 000 Français.

Balkans. Peu de temps auparavant la Roumanie a rejoint le camp de la guerre contre l'Allemagne et ses alliés<sup>16</sup>. C'est pour cette raison qu'une armée des Balkans a été formée<sup>17</sup>. Quoique, du fait de ce changement, il faille s'attendre à davantage de privations que sur le front Ouest, cela nous est indifférent. Les Balkans représentent pour nous la nouveauté. Cela ne peut pas être pire dans les Balkans que sur le front de l'Ouest. Et nous en avons plus qu'assez des deux ans passés sur le front de l'Ouest. Dans la vie ordinaire, l'occasion de tels grands voyages ne se présente que rarement.

Du fait de la Grande Guerre, on peut voir et connaître du pays ; en temps de paix, seuls les gens les plus riches peuvent entreprendre de tels voyages. Aussi sommes-nous de bonne humeur et laissons-nous la guerre être la guerre. Pourtant, nous nous demandons : « Reverras-tu ta chère maison ? » Nous savons également que, à n'en point douter, l'un ou l'autre (parmi nous) ne reverra jamais son pays natal. Mais qui sera touché ? Une pesante, triste, question ! Même en compagnie de tant de camarades on se sent seul face à son destin. Maintenant, parlons du voyage dans les Balkans. Le 31 août 1916 nous partons de Cologne, et passons par Leipzig [Saxe], Breslau [Basse-Silésie – aujourd'hui Wrocław, en Pologne], Bautzen, Görlitz [Saxe]. À Oderberg [Silésie] (Autriche) se trouve la première station de ravitaillement autrichienne. Nous sommes le 1<sup>er</sup> septembre 1916. En Autriche nous passons par *Dezlaner*, *Barkkaman*, Budapest (Hongrie), *Theresabe*, Neusatz. Le 3 septembre 1916 nous empruntons le long pont Semlin-Belgrade, qui a été dynamité par les Serbes et remplacé par les pionniers [sapeurs] autrichiens par un pont provisoire en bois. Puis nous continuons à travers la Serbie<sup>18</sup>, et faisons halte dans la ville serbe de Cupria [Ćuprija, en Serbie centrale]. La ville compte environ quatre à cinq cents habitants. Un habitat dispersé. Principalement des constructions en argile avec deux ou trois pièces. Il y a peu d'activité dans la ville. On voit dans les rues des femmes et des hommes affamés qui filent (de la laine).

Le 5 septembre 1916 le voyage continue jusqu'à la capitale de la Serbie, Nisch<sup>19</sup> ; le 6 septembre 1916 jusqu'à Sofia, la capitale de la Bulgarie<sup>20</sup>. La voie

---

<sup>16</sup> Le 27 août 1916 la Roumanie, ancien membre de la Triplice, déclare la guerre à la seule Autriche-Hongrie.

<sup>17</sup> En raison des défaites initiales de l'armée austro-hongroise sur le front de Transylvanie, dont la perte de Braşov (Kronstadt – Brasso), l'armée allemande est venue lui prêter main-forte dès le début de septembre 1916.

<sup>18</sup> Occupée par les Puissances centrales depuis l'écrasement de son armée par celles, coalisées, des Allemands, des Austro-Hongrois et des Bulgares à l'automne de 1915 (offensive Mackensen).

<sup>19</sup> Niš n'est la capitale de la Serbie que depuis le début de la guerre lorsque le gouvernement s'y est réfugié, Belgrade étant trop exposée. Après la prise de Belgrade au tournant de novembre et de décembre 1914 par les troupes du général autrichien Potiorek, la ville est reprise le 15 décembre par le voïvode (maréchal) serbe Putnik. À la suite de la grande offensive austro-allemande du 6 octobre 1915, Belgrade tombe de nouveau aux mains des Puissances centrales, le 9, puis également Niš le 5 novembre. Commence alors la longue retraite des troupes et des autorités serbes, entraînant avec elles des milliers de civils, sur les pistes enneigées des montagnes

est surveillée par des Autrichiens, des Bulgares et des Turcs<sup>21</sup>. Le 8 septembre 1916 nous sommes à six kilomètres de Varna, une ville sur la mer Noire<sup>22</sup>. Le 9 septembre 1916 à Dobritch [Dobrić – Đakovica], une fortification frontalière contre les Bulgares<sup>23</sup>. Terminus pour notre voyage ferroviaire, nous débarquons sur les quais. Notre voyage en train a duré dix jours complets. L'homme s'habitue à tout. Dix jours dans un wagon de chemin de fer, y passer ses jours et ses nuits, ce n'est pas une brouille. Chaque compartiment accueillait huit hommes. Pour dormir, l'un se couchait à gauche, l'autre à droite dans un filet à bagages. Sur chaque banc se couchait un homme. Un autre devait se coucher sur le sol et par dessus tous les autres, le huitième homme couchait dans un hamac. Le hamac était composé de deux toiles de tentes et fixé aux filets à bagages. Pour des raisons évidentes, c'est le plus léger qui occupait cette balançoire suspendue. Tout le monde se doute de ce qu'il a dû endurer là-haut. En dehors de cela, ce fut un voyage intéressant, très dépaysant.

À ce sujet, voici ce que j'ai remarqué pendant le trajet : comme déjà en Silésie, Autriche-Hongrie, les femmes vont le plus souvent pieds nus. Pieds nus pour les travaux des champs, au chemin de fer, pour manier la pelle, ainsi que pour tous les travaux difficiles. Ces gens ne connaissent pas les cors aux pieds. La majorité des femmes des campagnes des Balkans n'a jamais eu de chaussures aux pieds. Les hommes portent des sandales. Tous ici vivent selon les mœurs orientales. Ici les femmes portent sur la tête des cruches de pierre, toutes joliment peintes. Les céréales ne sont pas traitées comme chez nous. À celui qui voit cela pour la première fois sans s'esclaffer, le destin a dû jouer un mauvais tour. Les céréales sont disposées dans un cercle assez grand, les épis vers l'intérieur, puis (écrasées par) une pierre à six faces, de la taille d'un tambour de pré, sur laquelle est fixé un siège tiré par deux petits chevaux. L'ensemble est dirigé depuis le siège. Maintenant le circuit peut commencer. Ainsi (la meule passe) plusieurs centaines de fois sur les épis. Si le cocher est une Turque, surtout, l'effet est fortement augmenté, particulièrement à cause de son costume avec le voile.

---

d'Albanie. Au début de 1916 les débris de l'armée serbe sont transportés à Bizerte et à Corfou par les flottes alliées.

<sup>20</sup> En déclarant la guerre à la Serbie le 5 octobre 1915 – ce qui la place *ipso facto* dans le camp de l'Allemagne –, la Bulgarie entend prendre sa revanche sur son ennemi de la seconde guerre balkanique de l'été de 1913, afin de s'emparer de l'essentiel de la Macédoine.

<sup>21</sup> L'Empire ottoman tient, au mépris du bon sens en matière de stratégie, mais pour des raisons politiques et même sentimentales, à disperser ses troupes non seulement sur ses frontières (dans le Caucase, en Palestine, en Mésopotamie et aux Dardanelles), mais aussi sur des théâtres d'opérations qui correspondent à ses anciennes possessions européennes (Galicie, Dobroudja et Balkans).

<sup>22</sup> En fait le plus grand port commercial du pays et la base de la marine royale bulgare.

<sup>23</sup> Dobrić fait partie du Quadrilatère, un territoire très majoritairement peuplé de Bulgares pourtant annexé par la Roumanie après sa victoire de l'été de 1913. Ce prolongement de la Dobroudja roumaine, au-delà du Danube, le long de la mer Noire, a été fortifié à la hâte. Dès le début de septembre 1916 l'armée roumaine y a subi un désastre à Turtucaia (Tutrakan).

Qu'un homme inconnu s'approche d'une Turque et le voile est rabattu sur le visage avec une rapidité féline et maintenu à l'aide de la main jusqu'à ce qu'elle se soit soustraite au regard masculin. Dès qu'arrive le train la beauté turque saisit le voile. Seule une paire de petits yeux clignent avec méfiance. C'est à mourir de rire quand notre train croise un tel fantôme turc en train de passer des céréales au rouleau. Habituellement les petits chevaux volontaires font un écart. Et l'exercice presque acrobatique auquel doit se livrer une Turque dans un tel moment est difficile à décrire. À l'aide d'une main elle doit plaquer le voile sur son visage, et avec l'autre il lui faut ramener les chevaux dans le droit chemin. Du plus pur théâtre. Bien souvent la meule part en plein champ au lieu de passer sur le blé quand la conductrice turque n'est plus maîtresse de ses chevaux. Autre scène bucolique : un jeune berger avec ses sept troupeaux qui paissent, deux à trois chiens fidèles maintenant la cohésion de l'ensemble. Au moyen d'une flûte de sa propre fabrication il joue des mélodies étranges. Au crépuscule, en particulier, quand aucune créature ne se trouve aux alentours, la vision ne manque pas de charme.

Maintenant, venons-en au troc. Que notre train s'arrête à proximité d'un village et aussitôt les habitants surgissent de toutes les directions, une partie par curiosité, l'autre pour faire des affaires avec nous. Avec du tabac, on peut tout avoir. Les femmes aiment autant fumer que les hommes. On peut échanger du fromage de chèvre, des œufs, des melons et des gâteaux de maïs contre du tabac. C'est un beau désordre coloré : les pâtres avec leur long bâton de berger, vêtus de leurs culottes courtes, une longue chemise blanche jusqu'aux genoux et, devant, une ceinture de cuir à laquelle pend une sacoche de cuir ; femmes et filles dans leurs costumes nationaux multicolores ; et le Turc, guindé et indolent, une cigarette au bec et la prochaine déjà en préparation, tout cela forme un sacré tableau ! Je tiens à ajouter que le voyage à travers la Serbie fut le plus intéressant. De surcroît, les paysages de la Serbie sont plus romantiques que ceux de la Bulgarie.

Revenons maintenant à la rampe de chemin de fer de Dobrić. Je viens juste de décharger mon matériel sanitaire quand je remarque que beaucoup d'hommes de notre batterie se groupent autour d'une maison proche de la gare. Je me dis que quelque chose de singulier doit s'y passer. La curiosité me pousse à y entrer à mon tour. Je vais brièvement raconter ce qui s'y passe. Autrefois Dobrić était une ville roumaine, mais majoritairement peuplée de Bulgares. C'était une ville frontalière fortifiée entre la Roumanie et la Bulgarie. Par sécurité, à cause de l'espionnage, les Roumains avaient enfermé cinquante civils bulgares dans la maison. Pour ainsi dire comme otages. C'étaient des hommes, des femmes et des enfants, tous mélangés ici. Lorsque les Roumains ont dû se retirer en hâte, ils ont exécuté les pauvres prisonniers de la manière la plus horrible, comme seul un homme à l'état animal (*Tiermensch*) peut le faire. Dans les pièces étroites tout le monde a été fusillé et passé au fil de la baïonnette<sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> Les réquisitions et la terrible répression « préventive » du préfet Cămărășescu s'exercent en priorité contre les civils allogènes : Bulgares, Tartares, Turcs, Tziganes de la Dobroudja,

Par bonheur nous ne voyons plus les cadavres. Les Bulgares ont déjà enterré leurs concitoyens. Seules, à cet endroit, les taches de sang sont encore visibles. Des cheveux, des poils et des vêtements collés ensemble par le sang adhèrent encore aux murs et au sol. Même le revêtement devant la maison est éclaboussé de sang, probablement celui des malheureux qui voulaient fuir. Des mères innocentes avec leurs chers enfants au sein ont été réduites en masse grouillante de mouches. Une bête féroce n'aurait pas fait de pires ravages. Cela produit sur nous une impression inoubliable.

Nous installons notre première position de batterie ici, à Dobrić. Pas de combats. Nous menons une vie calme dans la ville. Les commerçants pratiquent dans les rues leur vénale activité. Nous achetons surtout des melons. Le melon est une plante acqueuse à peu près aussi grosse qu'une boule (de jeu de quilles). Elle a une grosse enveloppe, comme les concombres. Comme le concombre, le melon est doté plus qu'il n'en faut en pépins. C'est une plante sucrée et goûteuse, excellente pour apaiser la soif. Dans les Balkans le melon est presque indispensable en raison de la chaleur tropicale. La pièce coûte dix à vingt *bani* (un *ban* est un centime<sup>25</sup>). Ici, il est habituel pour la plupart des artisans d'exercer (leur métier) dans la rue. Cordonnier, tailleur, boulanger etc. travaillent à l'air libre. Les affaires marchent fort ! On boit peu de bière, surtout de l'eau de vie. La vie en ville ressemble à peu près à celle de nos jours de carnaval (*Fastnachtstagen*). On y voit des costumes de toute sorte. Bulgares, Turcs, Autrichiens, Tartares, prisonniers russes, roumains et serbes<sup>26</sup>. Nous restons à Dobrić trois ou quatre jours, puis nous continuons en Dobroudja<sup>27</sup>. La Dobroudja est un peu plus petite que l'Alsace-Lorraine. C'est une plaine aride, où pendant des heures on ne voit ni arbre ni cours d'eau. Une mer de céréales et de champs de maïs. Le paysan roumain a plutôt la tâche facile dans

---

considérés comme « suspects », sont déportés et sommairement exécutés, ce qui conduit certains survivants à se mettre au service de l'armée d'invasion et, parfois, à attaquer les troupes roumaines dans leur retraite.

<sup>25</sup> La monnaie roumaine est le *leu* (pluriel *lei*), divisé en cent *bani* (singulier *ban*).

<sup>26</sup> Les Russes ont formé à partir de leurs prisonniers sud-slaves de l'armée autrichienne une légion de volontaires « serbes », qui se bat le 4 septembre à Bazargić, dans le Quadrilatère, puis défend Dobrić avec les Russes et les Roumains. Le 7 septembre des éléments russes et serbes essaient de reconquérir Bazargić, en vain, faute de coordination entre les divers corps engagés. L'offensive des Puissances centrales le 14 entraîne dès le surlendemain une retraite générale des Russes et des Roumains, que les Bulgares essaient d'acculer à la mer, en se heurtant toutefois à une forte résistance des volontaires serbes autour d'Enigea le 18, ce qui les empêche momentanément d'avancer en direction de Constantza. D'une manière générale les Serbes sont considérés comme ayant combattu très bravement au cours de la campagne d'août 1916-janvier 1917.

<sup>27</sup> Ancienne province de l'Empire ottoman, la Dobroudja est cédée à la Roumanie en 1878 au moment du Congrès de Berlin. C'est une terre de colonisation, que le gouvernement roumain s'efforce de mettre en valeur, alors peuplée non seulement de Roumains, mais aussi de musulmans turcs et tartares, de Bulgares, de Russes (Lipovans) et de Tziganes.

ses travaux agricoles<sup>28</sup>. Il en laisse autant que possible le soin à Mère Nature. Le sol est très fertile.

La terre est noire. Le bétail est laissé à l'extérieur en liberté toute l'année. La mesure des Roumains n'est pas construite pour y amasser des provisions en abondance. Une chambre et une cuisine suffisent pour qu'elle soit habitable ; avec cela une petite armoire et une étable. Les céréales sont battues à même le champ. La paille est réunie en gros tas. Chaque année une nouvelle couche de paille est ajoutée, ainsi, lorsque la récolte est bonne, une partie seulement de la paille est utilisée. Les occasions de vendre (leurs produits) se présentent rarement (aux paysans) en raison du manque de voies de chemin de fer et de voies de circulation. On voit ainsi des meules de paille qui ont au minimum vingt ans et plus. En pratique, le paysan ne sème que ce dont il a besoin pour gagner sa vie et un supplément pour payer ses impôts. Les impôts ne sont pas calculés au plus juste. On trouve en ville une énorme quantité de fonctionnaires qui mènent la grande vie aux frais de la population rurale. Il y a, rien qu'à Bucarest, des centaines d'avocats qui vivent en seigneurs, presque uniquement sur le dos des paysans.

Rares sont dans le monde les endroits où l'on constate une si grande différence entre la population des villes et celle des campagnes. À la ville règne la « sur culture », à la campagne la « sous culture ». Chez les femmes cela saute tout particulièrement aux yeux. Les dames de la ville portent des vêtements chics à la dernière mode de Paris (*Pariser Mode*) et aux pieds des chaussures avec des talons d'environ quinze centimètres. Les femmes de la campagne, au contraire, sont enroulées dans des haillons et vont pieds nus. Les gens de la campagne sont, sans grandes phrases, « naturels » (*Naturen*). La culture ne les a encore que peu touchés. Pour des raisons évidentes, on s'emploie soigneusement en haut lieu à ce qu'ils restent loin de la civilisation. À voir la manière dont sont construites leurs maisons, il est facile de se rendre compte à quel point ils sont au bas de l'échelle sociale. Une cuisine et une chambre leurs suffisent pour tout. Dans la première pièce, celle qui sert de cuisine, tout rappelle des temps depuis longtemps révolus. Il n'existe pas de fourneaux en fer. Le feu est encore fait sous la cheminée comme autrefois chez nous. Dans la cheminée pend une chaîne avec un crochet, où sont suspendus les pots dans lesquels est cuisinée la nourriture. Une seule casserole leur suffit. Une seule paire d'assiettes et de verres ; un grand nombre de cuillères et de fourchettes en bois constituent tout l'aménagement de la cuisine. La seconde pièce est utilisée comme pièce commune. Le mobilier d'intérieur, tel que nous le connaissons, est inconnu. Le long du mur un bat-flanc sert de couche. C'est ici que dort toute la famille, côte à côte, sur une natte de paille, couverte d'une couverture unique, de la taille du bat-flanc. On ne se déshabille pas complètement pour

---

<sup>28</sup> Après avoir parlé de terre inhospitalière – ce qui correspond effectivement à une partie de la Dobroudja –, Mathias Weiskircher passe sans transition à la description d'un pays de cocagne, qui évoque plutôt celle de la province voisine, la Valachie, un des greniers à céréales de l'Europe.

dormir. C'est pour cela que, leur vie durant, leur corps leur est presque étranger. Toutefois, pour ces gens, cela est absolument sans importance.

Quelques images pieuses aux murs, un rouet et tout un bric à brac, voici à peu près tous les éléments qui constituent ce que l'on peut appeler le mobilier de la maison. La pièce est chauffée en hiver par un feu de paille dans la cheminée. Dans la cheminée se trouve une avancée, laquelle se poursuit jusque dans la chambre, généralement construite en carré. Dans cet espace creux un feu est allumé depuis la cuisine jusqu'à ce que les murs d'argile soient chauds. La fumée est aspirée par la cheminée. Au moyen de ces murs d'argile chaude, la chambre se réchauffe. Pour les habitants, cela constitue un aménagement simple et économique. Les crottes de mouton séchées sont également très employées. Seuls des Balkaniques peuvent survivre à cette distillerie.

Dans chaque maison on trouve un four en argile. Les repas consistent en : pain de maïs, gâteau de maïs, purée de maïs<sup>29</sup>, maïs rôtie, et tout ce qui se laisse cuisiner avec du maïs. On peut dire que la principale nourriture des habitants des Balkans est le maïs. Pour varier l'ordinaire, il y a aussi des tomates, des carottes, des concombres, mais toujours conservés dans du vinaigre et assaisonnés à l'excès au paprika. Les oignons et l'ail sont également beaucoup utilisés. Néanmoins les forts assaisonnements ont beaucoup de qualités. Ils sont responsables de l'esprit à fleur de peau de cette race humaine. Ici tout particulièrement, Mère Nature donne aux hommes spontanément, même s'ils sont faibles, des produits désinfectants efficaces. Au point de vue de l'hygiène, en revanche, rien malheureusement n'est fait pour combattre les maladies. Et ainsi, justement, la nature prend la forme d'ail, de poivre, etc. Le fort assaisonnement est un produit désinfectant léger notoire.

Nous avançons. Toujours sus à l'ennemi, comme on dit ! Notre formation comprend des Allemands, des Autrichiens, des Turcs et des Bulgares. L'uniforme d'un homme de la *Landwehr* ou du *Landsturm* bulgares nous est impossible à déterminer. Ils ne se distinguent que peu des Russes. Cela s'applique aux uniformes neufs. Les soldats bulgares les plus âgés ont des effets usagés, loqueteux, particulièrement aux pieds, où une bande de chiffon fait office de bandes molletières. Sur dix hommes il n'y en a pas deux vêtus de la même façon. Ceux des classes les plus jeunes sont mieux habillés. Cela nous fait toujours beaucoup rire quand nous voyons un soldat bulgare en bottes de marche. Ces dernières ont été distribuées telles quelles aux Bulgares. Parce que les Bulgares portent rarement des chaussures leurs pieds deviennent gros et lourds, de sorte que les bottes sont beaucoup trop étroites pour leurs pieds. Ils ont alors recours aux solutions les plus simples en les découpant pour qu'elles soient suffisamment larges. Ainsi chaque soldat Bulgare qui porte des bottes a une plaie de cuir béante sur celle-ci. Les Bulgares ont une constitution corporelle forte et osseuse. La couleur du visage est jaunâtre, comme chez les Russes. L'officier bulgare est une exceptionnelle et fière apparition.

---

<sup>29</sup> *Mămăligă*, c'est-à-dire polenta, nourriture de base du paysan roumain.

Les soldats Turcs sont beaucoup plus intelligents. Des uniformes gris avec une belle coupe, des bandes molletières avec de solides brodequins. Le corps des Turcs est souple et mince. La couleur de peau s'approche du brun cuivré. La plus grande discipline règne chez les Turcs. Il existe des châtiments corporels. À la place des arrêts, ils ont vingt-cinq coups de bâton sur la plante des pieds. Le supérieur turc donne des ordres courts et précis ; le caporal n'hésite pas à gratifier ses hommes d'un direct dans le visage selon son humeur. Le soldat turc encaisse stoïquement les coups. Sa religion lui apprend à maîtriser son corps.

À chaque fois, nous ne restons que quelques jours dans une position. Ainsi, nous progressons lentement. Aux environs d'*Engheni* nous passons tout près de la captivité. Nous menons de durs combats près de *Dopreisa*. Là, seule l'infanterie allemande est utilisée. Le régiment a sûrement perdu presque mille hommes en trois jours. Notre batterie aussi a beaucoup de victimes à déplorer. Le chancelier allemand Bismarck avait déjà utilisé cette expression : « Tous les Balkans ne valent pas les os d'un grenadier poméranien. » Et à cause de la guerre actuelle, des milliers de soldats allemands reposent dans la terre froide des Balkans. *Dopreisa* est le poste avancé de la ville portuaire de Constantza : à la fin il n'est que faiblement défendu par l'ennemi, vraisemblablement dans le seul but de ménager la ville de Constantza.

Le 22 octobre 1916 nous poussons jusqu'à la ville de Constantza. Ici aussi les Russes nous rappellent leur fureur destructrice. Avant leur départ ils mettent le feu à deux réservoirs de pétrole. Le ciel tout entier est enveloppé d'un nuage malodorant de fumée noire. Une gigantesque colonne de flammes monte vers le ciel. L'incendie dure plus de quatorze jours<sup>30</sup>. Nous passons la nuit à Constantza. Le lendemain, nous poursuivons notre chemin. Au bout de plusieurs heures de marche nous recevons l'ordre de faire demi-tour car nous avons perdu le contact avec l'ennemi. Nous retournons à Constantza. Nous avons ainsi l'occasion de voir la ville de plus près. Constantza est la plus grande ville portuaire de Roumanie, avec d'agréables maisons précédées de jolis jardins. La ville est parcourue par de grandes et larges rues. C'est une superbe petite ville extrêmement bien située sur la mer Noire. La veille nous avons été sévèrement bombardés par un navire de guerre russe au moment où nous entrons dans la ville. Nous avons répliqué contre ce bateau et le troisième tir a été un coup au but. Visiblement très endommagé, il est parti à pleine vapeur au-delà de notre horizon.

Le 24 octobre 1916 une autre direction de marche nous est indiquée, qui nous fournit l'occasion de cheminer pour partie en territoire bulgare. Une

---

<sup>30</sup> Russes, Français et Britanniques veulent éviter que les énormes stocks de la Roumanie, second producteur de pétrole en Europe (derrière la Russie) en 1914, tombent aux mains des Puissances centrales. Voir Jean-Noël GRANDHOMME, « L'Incendie des puits de pétrole roumains par les Alliés en 1916. Un exemple de politique de "terre brûlée" » dans Luigi LORENZETTI et Vanessa GIANNÒ (dir.), *Al fuoco! Usi, rischi e rappresentazioni dell'incendio dal Medioevo al XX secolo*, Lugano, Casagrande Fidia Sapiens, 2010, p. 237-251.

marche de quatorze jours, à raison de trente-cinq à quarante kilomètres par jour, avec deux jours de repos. De cette grande marche à travers la Bulgarie il y aurait beaucoup à dire. Je n'en raconterai que quelques épisodes. Le pays ne nous a pas fait bonne impression au cours de la traversée. De manière générale, les relations avec les Bulgares sont difficiles car ils éprouvent vis-à-vis de nous une trop grande méfiance. Les peuples des Balkans se partagent mutuellement cette vertu. À plus forte raison à l'égard d'un étranger. La majorité d'entre eux n'a certes pourtant jamais vu un soldat allemand. Notre casque, en particulier, les impressionne fortement. Quelle image se font-ils de nous, à vrai dire ? Dans les villes on peut toutefois se comporter plus librement. Mais on peut aussi se faire rouler dans la farine lors de l'achat de marchandises. En général, nous devons tout payer plus cher que les gens du coin. C'est pour cela que nous sommes leurs alliés. Quand nous partons à la recherche d'un cantonnement, nous nous croyons souvent dans un théâtre. Les enfants commencent à pleurer et se cachent dans les jupes de leur mère, comme des petits poussins sous la poule. Les enfants sont en règle générale toujours timides quand un étranger entre dans une maison. Mais comme ici, je ne l'ai jamais vu auparavant. On doit vraiment les plaindre.

À peine dans sa chambre, on est observé en cachette. Même la nuit les hôtes sont aux aguets. Ici, le dicton se confirme une fois de plus : on ne peut faire confiance à celui qui ne vous fait pas confiance. Ici, dans les Balkans, le vol est une institution. Ce n'est pas sans raison que chaque fenêtre est protégée par des barres de fer destinées à empêcher les intrusions. Comme autre mesure de préservation : deux ou trois gros chiens. Il est presque impossible de sortir de nuit sans être armé. J'ai vu une horde de vingt ou trente chiens. Tout ce qu'une chienne met bas, même à peine viable, est gardé et élevé, y compris un cabot atonique. De temps en temps une maladie canine se charge de réduire le nombre excessif de ces bêtes. Dans les villages turcs c'est encore pire avec ces clébardes. La religion interdit aux mahométans de tuer les chiens. À Constantinople des meutes de cent chiens ne sont pas rares. Ils se promènent sans maître dans la rue et se nourrissent d'ordures. Les poubelles sont inconnues et toutes les ordures sont jetées dans les rues. On économise de l'argent pour le ramassage des déchets !

En Dobroudja beaucoup de localités sont peuplées exclusivement de Turcs. Nous nous réjouissons à chaque fois que nous entendons de la bouche de ceux qui s'occupent de nos cantonnements que nous allons être hébergés par des Turcs<sup>31</sup>. Soit dit en passant, personne n'est tout à fait satisfait chez les Orientaux, bien que l'on ait un toit sur la tête. Pendant la journée une chaleur épouvantable et pendant la nuit un froid à peine supportable. Au matin tout est mouillé par la rosée. C'est pour nous un climat inhabituel, malsain. Si d'aventure on cherche un cantonnement dans une localité turque, on peut

---

<sup>31</sup> Comme beaucoup de voyageurs occidentaux en Orient – puisque c'est de cela qu'il s'agit ici, au-delà de l'aspect militaire des choses –, Mathias Weiskircher semble exprimer une préférence pour les Turcs vis-à-vis des chrétiens orientaux, jugés sales et arriérés par rapports à eux.

s'attendre (à assister) à un acte d'une pièce de théâtre. Dans les villages turcs il est de coutume que tous les habitants de la maison (s'abritent derrière) un mur d'argile aussi haut qu'un homme, consolidé par de petites branches. Cependant, l'entrée de la maison n'est pas facile à trouver. Plusieurs portes s'ouvrent dans ce mur, mais toutes sont fermées à clé de l'intérieur. On est content, lorsque l'on entend les aboiements d'un chien, d'être arrivé à la bonne porte, et on peut enfin entrer. Mais d'autres difficultés surgissent alors du fait des Turcs. Trois à quatre femmes turques voilées se mettent devant la porte pour empêcher quiconque d'entrer.

Le Turc est autorisé à pratiquer la polygamie, et chaque Turc peut avoir autant de femmes que sa fortune le lui permet. Comme sur commande, les femmes se mettent à faire un vacarme épouvantable et lèvent la main en criant : « Allah (*Alla*), Allah, Allah » (c'est ainsi qu'ils nomment leur Dieu). Leurs appels à Allah et leurs voix contre la porte ne peuvent rien contre notre poussée. Visiblement le Dieu chrétien est plus puissant que l'Allah mahométan, et la porte s'ouvre. Naturellement les dames voilées disparaissent sur le champ. Une fois que nous sommes à l'intérieur apparaît le souverain père de la maison, le Turc. Nous essayons de nous comprendre aussi bien que possible avec force mots et signes pour obtenir au moins une pièce avec un peu de paille (nous nous contentons de peu) et nous devenons (finalement) les meilleurs amis du monde. Après une telle scène les Turcs deviennent même très hospitaliers et nous fournissent désormais toujours de quoi manger. Presque toujours du pain frais de maïs, des cornichons au vinaigre, des tomates qu'ils nous présentent sur une petite table de vingt centimètres de haut. Nous sommes accroupis comme il est de coutume chez les Turcs, sur le sol autour de la table (on ne connaît pas les chaises ici) ; nous y déposons la nourriture que nous avons apportée et nous la consommons en commun. J'ai toujours envie de rire en silence quand je me souviens de ces repas.

Lorsqu'il est assis par terre le Turc met ses jambes en croix. Comme nous ne voulons pas paraître ridicules nous essayons nous aussi de nous asseoir jambes croisées, mais horreur ! peu importe le balancement de nos pauvres jambes, elles ne veulent pas se placer comme il faut. Chez les uns les jambes sont trop longues, chez les autres trop courtes. Personne ne peut rester tranquille cinq minutes, alors qu'un Turc peut garder cette position des heures durant. Souvent nous nous moquons en la circonstance de notre camarade de Wiesbaden, un petit trapu rouge comme une écrevisse. Pendant que nous mangeons, une Turque non voilée se montre et prend une part active à notre divertissement, riant quand nous rions, qu'elle nous comprenne ou pas. Selon toute apparence leur stricte loi sur le visage voilé a trouvé son exception. La consommation d'alcool est également défendue aux mahométans. Pourtant, quand nous leur en apportons, ils ne le vident pas à terre. Seuls les hommes en prennent, les femmes jamais. La maladie permet des entorses à la loi sur l'alcool. En cas de maladie, le malade a le droit de prendre de l'alcool. Et je pense que pour le mahométan il n'est pas difficile de simuler la maladie pour assouvir une envie d'alcool. Je ne sais pas qui accorde cette autorisation de

consommation d'alcool : le médecin, le dignitaire religieux, ou s'en donnent-ils eux mêmes l'autorisation ? Chaque loi est faite pour être contournée.

C'est quelque chose de pénible qu'une guerre de mouvement. Une fois en service ici, une fois là. Tentative d'encerclement, marches quotidiennes de quarante kilomètres. Nous sont (successivement) fixés comme buts de marche : Constantza, Megidia, Cernavodă, Istria, *Esdraewania*, *Karareck*, *Kamanear*, *Rozgrad*, *Popowa*, *Polski-Tremeck*, *Kabili*, *Saisto*. L'ennemi résiste mollement et cette marche rime donc avec « pieds en sang ». Nous avons déjà à peine la possibilité de nous laver le visage et les mains, alors il ne faut même pas penser aux soins des pieds. Le mot d'ordre est d'aller toujours au contact de l'ennemi. Mais celui qui n'est plus capable d'aller plus loin reste couché. Qu'arrivera-t-il à celui qui ne peut plus suivre ? Rien de bon en ces périodes d'excitation. Chacun donne ce qu'il peut. C'est une question de vie ou de mort. *Saisto* se trouve directement sur le Danube. Le franchissement du Danube doit avoir lieu à partir d'ici. L'attaque contre la Roumanie réussira avec deux armées.

Le *Generalfeldmarschal* Falkenhayn marchera avec son armée sur la Transylvanie (Siebenburgen)<sup>32</sup>. Le *Generalfeldmarschal* Mackensen<sup>33</sup>, auquel appartient notre bataillon d'artillerie à pied, attaquera depuis la frontière roumano bulgare et progressera à travers la Dobroudja. Le but des deux armées est Bucarest. Le *Generalfeldmarschal* Mackensen a intentionnellement choisi le secteur où le Danube est le plus large à traverser. Les préparatifs dureront environ dix jours. Des positions de batteries sont aménagées, les matériaux de construction sont acheminés jusqu'ici, et on concentre suffisamment de troupes pour l'attaque éclair. En vue de ce franchissement, le premier rôle est dévolu aux pionniers. Le 25 novembre 1916 à 5 heures du matin commencera l'attaque de notre côté. Les pièces tirent sans discontinuer, l'air tremble sous le tonnerre

---

<sup>32</sup> Le 6 septembre 1916 l'ancien chef du grand état-major (limogé le 28 août pour ses échecs à Verdun et sur la Somme et pour n'avoir pas su anticiper l'entrée en guerre de la Roumanie), Erich von Falkenhayn (Burg Belchau, 1861 - Potsdam, 1922) reçoit le commandement d'une armée nouvelle, la IX<sup>e</sup>, qu'il entend employer pour faire tomber le point faible du dispositif roumain, Sibiu (Hermannstadt - Nagyszeben), ville saxonne de Transylvanie, occupée quelques jours plus tôt. Dans les opérations d'encerclement qui commencent le 22 septembre, il utilise le corps alpin bavarois (*Alpenkorps*) du général Krafft von Dellmensingen. Cette unité d'élite contourne sans se faire repérer l'aile droite de la 1<sup>re</sup> armée roumaine et s'empare par surprise du col de Turnul Roșu (la Tour rouge) le 23, ce qui lui permet d'intervenir dans le dos du dispositif roumain. Falkenhayn lance l'attaque le 29. À l'issue de combats longtemps indécis, les Austro-Allemands culbutent les troupes adverses. Les Roumains se heurtent en effet à présent à des adversaires aguerris et bien équipés, d'une toute autre valeur que les troupes territoriales hongroise (*bonvéd*) rencontrées à la fin du mois d'août, alors qu'ils entraient, euphoriques, en Transylvanie. Le 4 octobre ils sont contraints d'évacuer Făgăraș (Fogaras – Fogarasch), pivot de leur avance ; puis Brașov les 8 et 9. Après sept semaines de combats ils sont rejetés sur leurs bases de départ. Ainsi prend fin la campagne de Transylvanie, fertile pour eux en désenchantements.

<sup>33</sup> « Bourreau de la Serbie » en 1915, August von Mackensen (Haus Leipzig, 1849 - Burghorn, 1945) est mis en août 1916 à la tête d'une armée hétéroclite formée au sud du Danube, avec laquelle il s'empare de la Dobroudja. Après la prise de Bucarest, il prend le commandement des forces d'occupation de la Roumanie, qu'il conserve jusqu'en novembre 1918.

des canons. L'infanterie, baïonnette au canon, est prête à l'assaut. Nos pionniers commencent leur travail sous ce feu meurtrier. Des barges et des petits vapeurs sont mis à l'eau, à partir desquels est construit un pont pour les troupes d'infanterie. Le plan est bien pensé, car l'ennemi ne s'était pour ainsi dire pas préparé à une attaque à cet endroit (où le fleuve est si) large. La rive ennemie est occupée en force et ainsi se poursuit le franchissement.

Opération sans résistance de l'adversaire. Quelques soldats roumains sont tués dans cette affaire<sup>34</sup>. Avec (l'établissement de cette) passerelle toute la tension retombe chez nous. Au point de vue moral, nous avons tout de même éprouvé une sensation pareille à un cauchemar. On ne peut s'empêcher de penser que sa dernière heure a sonné. Quelle mort effroyable que d'être aspiré par les flots déchaînés du Danube ! Dieu soit loué, tout s'est bien passé pour nous ! Vingt-quatre heures après l'attaque notre bataillon emprunte à son tour le solide pont de bateaux construit pendant la journée par les pionniers. Un troisième pont d'urgence a même été construit. Nous nous lançons rapidement à la poursuite de l'ennemi pour l'empêcher d'implanter ses batteries. Pendant la traversée du pont j'ai compté neuf cents pas, une belle largeur. Lorsque nous arrivons sur l'autre rive, nous ne trouvons, à part les quelques tués roumains, aucune trace de l'ennemi. Pourtant, les incendies et les braises nous indiquent que nous avons également des Russes devant nous. Tout détruire, c'est la marque de fabrique des Russes. Des moulins avec de grands silos contenant des centaines de tonnes de céréales ont été incendiés. Les tas de céréales rougeoient encore. Ici il n'y a plus rien à sauver ; ailleurs, de grands stocks de fruits en partie brûlés, tous les autres fruits sentant la fumée. Un tel brasier, c'est à pleurer, et pourtant des millions de personnes affamées n'ont pas de pain à manger. La guerre est la destruction de toute vie. Seul celui qui y a participé, sait ce que signifie la guerre.

Après le franchissement du Danube, tout le monde croit que nous sommes en route pour la Bessarabie<sup>35</sup> ; ce n'est qu'au bout de deux étapes que nous remarquons que nous ne marchons pas dans cette direction. Nous allons vers Bucarest, la capitale de la Roumanie (d'après un ordre secret). Notre

---

<sup>34</sup> Depuis des semaines les troupes germano-bulgares se concentrent sur le Danube, notamment dans la région de Roustchouk (Rusé), terminal ferroviaire. Utilisant les ponts jetés sur le fleuve à Zimnicea par le génie austro-hongrois, elles font facilement irruption en Valachie le 23 novembre, les défenseurs de la rive roumaine ayant vite cédé le terrain. Ainsi Mackensen peut-il établir le contact avec Falkenhayn, qui passe sous son commandement, sauf le groupe Gerok (qui, avec les I<sup>re</sup> et VII<sup>e</sup> armées, forme le groupe d'armées de l'archiduc Joseph). Le plan du chef de la mission militaire française appelé en Roumanie par le gouvernement de Ion I.C. Brătianu, le général Berthelot, qui voulait concentrer toutes les forces roumaines de Valachie sur la ligne stratégique de l'Olt et livrer une bataille sur le modèle de celle de la Marne, s'effondre. Le groupe Kosch (composé d'éléments allemands, bulgares et turcs) se dirige à marches forcées sur la capitale. Trois jours plus tard les Germano-Bulgares franchissent une seconde fois le Danube, à Giurgiu.

<sup>35</sup> Province de l'Empire ottoman peuplée en grande majorité de Roumains annexée en 1812 par la Russie, en partie récupérée par la Roumanie en 1856, puis réannexée par le tsar en 1878.

batterie est affectée à la réserve de l'armée. Les nombreux troupes et véhicules n'appartiennent pas tous à l'armée de réserve. Aussi loin que porte le regard, nous voyons des soldats et des véhicules.

Dans une guerre de mouvement comme ici dans la sauvage région de Dobroudja, il n'est pas facile de trouver de la nourriture et moins encore de l'eau potable, c'est plus aisé sur le front qu'au sein d'une réserve d'armée. Quand nous arrivons dans un village, les puits sont déjà en grande partie vides depuis longtemps. On sait ce que cela veut dire par une telle horrible chaleur<sup>36</sup> ! Surtout si l'on pense que la distance jusqu'au prochain village s'élève au mieux à trente kilomètres. En dehors de ces puits dans les localités il est inutile de songer à trouver de l'eau potable. Nous ne recevons que peu de café.

Nous nous estimons heureux le jour où nous entendons des tirs d'infanterie à peu de distance. Tout plutôt que d'être cantonnés dans cette déprimante réserve d'armée ! Plutôt une mort rapide que cette vie torturée ! En fait, tout nous est simplement indifférent... Et à la vue d'un mort, la remarque tombe cent fois : « Il est en paix, si seulement moi aussi je pouvais trouver le repos. » Mais, devant nous, notre infanterie engage le combat contre l'infanterie ennemie. Tout de suite notre batterie à pied reçoit l'ordre : « En avant, marche ! » (Nous poussons) le fourgon d'artillerie tiré par les chevaux vers la gauche, (nous calculons la) direction du tir, (nous évaluons) l'endroit à atteindre, la distance (et c'est un) feu rapide. Cette fois l'ennemi nous a surpris. Entre nous et la division voisine s'est créé un grand vide, ce qui a rapidement été mis à profit par l'ennemi, qui a manqué de peu d'encercler et de capturer la très valeureuse réserve d'armée. Pendant que nos deux divisions ont perdu le contact, nos troupes de première ligne ont eu l'ennemi dans leur dos. À l'issue de deux jours de combats rapprochés acharnés, à l'occasion desquels la cavalerie turque et bulgare a lancé en permanence des attaques, le sol est gorgé de sang et l'espace entre les divisions comblé.

D'après ce qu'on raconte plusieurs officiers de haut rang ont été limogés, ce qui ne leur rapportera pas de médailles, tout au plus le gibus<sup>37</sup>. Le *Generalfeldmarschal* Mackensen paraît en personne pour élaborer un nouveau plan de campagne. Il faut signaler que l'ennemi n'a aucune chance de remporter de victoire sur nos troupes (il lui manque l'artillerie nécessaire, particulièrement celle de gros calibre) et que les Roumains et leurs alliés russes, c'est un fait avéré, ont vaillamment combattu. Entre-temps, Bucarest est prise sans grands combats<sup>38</sup>. La formation à laquelle appartient notre bataillon à pied contourne alors Bucarest par le nord-est. Les Bulgares sont furieux et pleins de rancœur ! Les voilà empêchés de fondre sur la capitale de la Roumanie, où toutes (les richesses) sont encore accumulées, les maisons et les granges pleines de marchandises réquisitionnées. Ce sont en grande majorité des troupes

---

<sup>36</sup> Mathias Weiskircher effectue ici un retour sur le début de la campagne, en septembre.

<sup>37</sup> C'est-à-dire qu'ils seront renvoyés à la vie civile.

<sup>38</sup> Le 6 décembre 1916.

allemandes et autrichiennes qui sont entrées dans Bucarest. Les Bulgares sont des maîtres en matière de pillage. À peine un village roumain est-il pris que le bétail est chassé devant eux par les Bulgares ; les objets ménagers, les outils agricoles et tout ce qui est transportable sont chargés sur des voitures volées et transporté on ne sait où. Probablement en Bulgarie. Pas une église n'est épargnée : aucun cierge ni tronc n'est laissé intact. Comme ils volent et pillent, ils violent femmes et enfants. Combien de fois portons-nous secours à ces pauvres parmi les pauvres, quand ils nous supplient, s'agrippent à nos mains, nous embrassent et nous implorent : « *Germanski, Germanski!* », quand le danger représenté par de tels monstres se présente. Nous avons même souvent recours aux armes pour protéger ces pauvres créatures de ces monstres.

Et ces êtres immoraux sont les alliés des Allemands ! On nous sert toujours la même excuse : les Roumains font de même. Ce sont vraiment des Balkaniques ! Je proteste souvent auprès de mes supérieurs au sujet du comportement des soldats bulgares. On m'explique que ce sont des choses qui ne nous concernent pas, nous Allemands. Il nous est donc impossible de porter remède à la situation. Tous ceux qui ont été soldat savent que cela consiste à toujours fermer sa gueule. Nous, Allemands, sommes perpétuellement en minorité dans cette division bulgare. Bulgares et Turcs constituent l'essentiel de l'effectif. Notre bataillon à pied n'est prêté qu'en renfort. Dans tout ce qu'ils font les Bulgares se vengent en fait de nous, Allemands, qui ne leur avons pas donné le droit de mettre Bucarest à sac.

Par exemple, si les Bulgares entrent avant nous dans un village, il est certain que nous ne trouverons plus ensuite aucun logement disponible. S'ils ne peuvent pas occuper toute la place dans une pièce avec leurs hommes, alors ils y mettent leurs chevaux. Nos officiers ne s'intéressent pas beaucoup à nous ! Nous leur importons peu pourvu qu'eux, ils aient leurs aises. Nous pouvons aussi bien camper dehors par temps de pluie. En ce qui concerne le ravitaillement que nous touchons, nous nous serrons chaque jour davantage la ceinture ; en plus (il faut supporter) cette mauvaise eau salée dans tous les environs du Siret<sup>39</sup>. Café à l'eau salée, thé à l'eau salée ; l'ambiance est tout autre

---

<sup>39</sup> Le grand quartier général allié, qui s'installe à Bârlad le 8 décembre 1916, donne l'ordre du repli général vers l'est. Les Russes n'entreprennent donc rien de significatif pour arrêter, ni même pour freiner la poursuite lancée par les Austro-Allemands. Pourtant leurs adversaires ne sont alors plus guère en état de faire face, fatigués et trop occupés à piller. Les troupes roumaines se regroupent dans un premier temps sur une ligne de front à l'ouest de Ploëști. Commencé dans la boue, le repli se poursuit dans la neige, à raison de quinze kilomètres par jour. Comme ils l'ont toujours préconisé, les Russes organisent les directions de la retraite vers le Siret, rivière de la grande province du nord de la Roumanie, la Moldavie, qui se jette dans le Danube à Galați, ville qui est évacuée le 18 décembre. La dernière tentative de résistance autour de Râmnicul-Sărat, vers Noël, échoue elle aussi. Le 25 décembre les Allemands entrent dans Buzău. Le 5 janvier 1917 l'armée russe évacue encore Brăila, puis elle se met à résister sérieusement : il est vrai que la Bessarabie est désormais menacée. En Dobroudja Mackensen exploite immédiatement le retrait ordonné par le général Sakharov en lançant deux divisions bulgares et deux divisions turques à la poursuite de Russes qui, le 21 décembre, décident d'évacuer la province côtière. Le 23 les Bulgares prennent Tulcea et Isaccea, dans le delta du Danube. Seul le nord de cette zone très

que celle rapportée par les journaux en Allemagne : bon moral chez nos soldats du front !!! Pour la Noël de 1916 nous sommes arrivés dans une localité plus importante, *Ciresi*. Voici la lettre que j'ai écrite aux miens au cours de la Nuit Sainte :

« Bien chers tous (*Meine Lieben* !),

Aujourd'hui c'est Noël, ni sapin ni lumières qui scintillent. Loin du cher pays natal (*Heimat*) ni cadeau d'une main aimée, ni même une petite lettre de votre part, mes chers. Et en plus je suis éloigné de trois fois mille kilomètres de la maison. »

Alors aujourd'hui je pense au bon vieux temps, je suis triste, en même temps qu'une certaine rancœur monte en moi, dirigée contre notre ancien chef de batterie. Ce grand personnage n'a pas jugé nécessaire, pour la Nuit Sainte [de l'année précédente, 1915], de rester à sa batterie. En tant que chef de batterie il aurait dû porter davantage d'attention à ses hommes. Mais non, un égoïste qui ne connaissait que sa propre personne ! Un gros lard d'un quintal ! Et ce fabricant de graisse de voitures dans le civil est parti en permission à la maison pour la Sainte Nuit. Avec une charrette réquisitionnée (certains disent volée), il est passé à côté de la position de notre batterie et nous a quittés sans un aurevoir et sans un mot, bien emmitoufflé au milieu de ses caisses et de ses coffres, certainement pas vides (alors qu'à son arrivée dans la batterie en France tout son avoir tenait dans le creux d'une main). Nous l'avons entendu, lorsqu'il est arrivé à notre hauteur, interpeller l'officier payeur d'une voix de stentor : « Monsieur le payeur, Monsieur le payeur, ma solde, ma solde ! Puis je emporter l'argent avec moi ?! » Visiblement Monsieur le payeur n'avait plus trop d'argent car le maître tout-puissant de la batterie est parti en lui lançant un regard furieux, avec ses médailles sur sa large poitrine, vers une vie plus agréable.

« Feu ! » L'ordre vient d'arriver. Et les obus et schrapnels s'envolent en direction du camp ennemi, où ils apportent mort et destruction. On nous qualifie de bonne batterie, celle à laquelle le chef de batterie doit ses distinctions, lui qui se laisse admirer comme un héros chez lui.

Ici, à *Ciresi*, se déroulent d'importants combats jusqu'au 28 décembre 1916. Une fois brisée la résistance de l'ennemi, nous nous installons de nouveau à *Maisethur*. L'ennemi se retire jusqu'au fleuve Siret. Le 6 janvier 1917 nous

---

marécageuse demeure finalement au pouvoir des Russo-Roumains. Le front se consolide alors sur le Siret, Russes et Allemands entreprenant, chacun de son côté, d'importants travaux de défense. Les Russes, qui ont gardé quelques petites têtes de pont sur la rivière, les perdent les unes après les autres, comme celle de Nãmãloasa, d'où ils sont délogés par des gaz asphyxiants. Un froid continental s'installe sur le pays et le front s'engourdit. Le 19 janvier 1917 Mackensen donne l'ordre à ses troupes de se cantonner désormais à la défensive. Les lignes courent désormais sur 130 kilomètres. Par rapport à la situation initiale, au 27 août 1916, le front est considérablement raccourci.

atteignons un gros village du nom de Măxineni<sup>40</sup>, terme de notre marche en avant. Le froid est vif, - 24°. Aussitôt commencent les préparatifs pour l'hivernage. Nous remercions tous le Ciel. Cette guerre de mouvement a duré quatre mois complets, la plupart du temps passés en pleine campagne, avec une tente pour chambre à coucher. Plus d'une fois nous avons été surpris dans notre sommeil par la pluie et par le vent. En raison d'une bien trop grande fatigue, nous ne prenions pas (toujours) nos précautions, et le matin nous couchions dans la boue, ou bien le vent arrachait la tente et nous devions la remonter sous la pluie dans l'obscurité. Très grave également fut le fléau des poux. Notre corps n'était plus qu'une plaie, tant il était rongé par les poux, des poux particulièrement voraces. Nous ne pouvions rien faire contre eux que de nous gratter. À force de démangeaisons, je me suis un jour frotté le mollet avec du papier de verre (c'était insupportable), jusqu'à tant que le sang me coule le long des jambes. Mais où et comment aurions-nous pu nous laver ?! Partout où nous allions (nous suivaient) des parasites. Vraiment, nous avons passé un joyeux moment pendant la guerre de mouvement !

(Maintenant<sup>41</sup>) nous pouvons nous tenir relativement propres. Et après toutes ces fatigues, nous nous sentons de nouveau des êtres humains. Măxineni grouille de troupes. Les civils relégués à l'arrière doivent s'entasser à huit ou dix personnes dans une pièce exigüe. Les animaux de ces pauvres gens, vaches, chevaux, moutons, poules, etc., sont obligés de rester dehors jour et nuit, jusqu'à ce qu'ils soient réquisitionnés (c'est-à-dire volés). Les pauvres gens ne reçoivent plus aucune nourriture pour leurs misérables troupeaux. Le matin on voit les pauvres petits poneys avec des jambes toutes minces et de la glace sur le dos qui renflent un peu partout et de leurs petits pieds sortent des touffes d'herbe de la neige. L'hiver de 1916-1917 est neigeux, froid, comme il n'y en a plus eu depuis vingt ans, ainsi que les habitants nous l'ont assuré. Ils croient même que nous, (l'ennemi), l'avons apporté. Certains expriment l'idée que l'hiver est un châtement de Dieu. Mais nous en souffrons tous. À la guerre personne n'est épargné, dit la chanson. Sauf les vainqueurs de la guerre et tous ceux qui ont intérêt à la faire durer si longtemps.

Le 21 février 1917 une demi-section de notre batterie, dont je fais partie, va à *Piscul*, à environ trois kilomètres de la ville portuaire de Brăila<sup>42</sup>. Comme presque toutes les localités des Balkans, *Piscul* est un gros village tout en longueur, avec trois églises. Dans pratiquement tous les bourgs on trouve plusieurs églises. Les habitants des Balkans sont profondément orthodoxes (cela ne les empêche pourtant pas de voler). Leur religion ne se différencie pas beaucoup de la religion catholique. Les orthodoxes ne reconnaissent pas le

---

<sup>40</sup> Entre Galați (restée aux mains des Alliés) et Brăila (occupée par les Puissances centrales), dans la direction de l'ouest.

<sup>41</sup> C'est-à-dire pendant la nouvelle phase de guerre de positions, sur le Siret.

<sup>42</sup> Comme Galați, Brăila est un port important sur le Danube, peu avant l'immense delta par lequel le fleuve rejoint la mer Noire.

Pape de Rome comme leur chef. Le seigneur de leur pays est aussi prince de l'Église<sup>43</sup>. Les orthodoxes honorent leurs saints, ont leurs sacrements, leurs quêtes, leurs confessions, comme les catholiques. Ils n'ont pas de chaire. Celui qui va se confesser s'avance vers l'autel les bras en croix et la tête baissée, devant le prêtre, et lui raconte sa peine, ou ce qu'il à cacher. La croix du Sauveur a cette forme<sup>44</sup>. Ils font rapidement trois signes de croix.

À *Piscul* la situation est aussi mauvaise sinon pire que partout ailleurs. Comme le bois de chauffage n'a pas été livré, des maisons sont détruites et tout ce qui y est en bois brûlé. On ne peut tout de même pas se laisser mourir de froid ! Nous sommes bouleversés de voir errer des civils affamés, à moitié nus. Pour couvrir mes besoins en médicaments, je vais dans la ville déjà mentionnée de Brăila. Ici, à la ville, la misère est pire encore qu'à la campagne. Et par conséquent il y règne une insécurité indescriptible. Brăila est très bien située et possède de magnifiques bâtiments. Mais, en ces durs temps de guerre, qui comprend encore l'art et la beauté ou lui porte encore de l'intérêt ? Une chose qui sort de l'ordinaire c'est le spectacle d'un marché oriental. Tout est posé sur le sol. Ne sont pas seulement proposés à la vente des produits alimentaires comme de la volaille vivante, mais aussi des (*illisible*). Les produits à base de maïs sont les plus nombreux. Et tous ces costumes bizarres pour nous. Si nous n'étions pas ici, mais à la maison, nous dirions que c'est mardi gras.

Pour finir, un petit chapitre sur les juifs. Pour ma part je n'ai jamais considérés les juifs comme des imbéciles. Le but unique du juif est le commerce. Pour faire des affaires, il ne demande pas si on est un ami ou un ennemi. Cela se vérifie aussi ici, s'il peut rouler ses concitoyens, alors il s'estime satisfait. Le juif n'a pas de nation, que veut dire le mot « patrie » pour lui ? ! On pourrait croire que les juifs connaissent toutes les langues. Je suis très étonné d'être accosté en allemand par un Hébreu ici, à Brăila : « Venez vous du tabac, du pain, des bottes, des chaussures ou avez vous autre chose à vendre ? » Pour ces articles (les juifs) n'hésitent pas à aborder les soldats. Naturellement ils n'offrent que peu d'argent en échange. Ils transforment les bottes militaires en

---

<sup>43</sup> Mathias Weiskircher fait ici allusion au césaro-papisme, tradition d'origine byzantine. Toutefois, après la chute de l'Empire romain d'Orient en 1453, c'est d'abord, pour plusieurs siècles, le patriarche de Constantinople qui prend la tête du monde orthodoxe, sous la tutelle du Sultan. Tandis que, de plus en plus, le tsar de Russie entend faire revivre la tradition byzantine – Moscou se prétendant « troisième et dernière Rome » – et domestique son Église, les orthodoxes de l'Empire ottoman désireux de s'émanciper des Turcs commencent par s'éloigner des Grecs ottomans, considérés comme les auxiliaires de leurs oppresseurs. L'éveil des nationalités est ainsi accompagné par l'autocéphalie des Églises. C'est ainsi qu'après l'union des principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie en 1859 sous l'égide du prince Alexandru Cuza, la métropole orthodoxe roumaine unie proclame unilatéralement, en 1864, son autocéphalie, finalement reconnue par le patriarche de Constantinople en 1885 (après l'indépendance de la Roumanie en 1878 et son érection en royaume sous le sceptre de Karl de Hohenzollern – Carol I<sup>er</sup> – en 1881). En 1925 le siège de Bucarest, devenue la capitale de la « Grande Roumanie » après les unions de 1918 avec la Transylvanie, le Banat, la Bucovine et la Bessarabie, est élevé au rang de patriarcat par Constantinople.

<sup>44</sup> Mathias Weiskircher a dessiné une croix à deux branches, presque une croix de Lorraine.

chaussures civiles et les revendent avec un gros bénéfice. Dans les Balkans peu de juifs sont tombés sur le front. Quand on leur demande leur nationalité, ils répondent toujours qu'ils sont étrangers et ainsi ils vivent vieux. Lorsqu'on leur parle de patriotisme, ils n'ont qu'un petit sourire. À vrai dire, ce sont eux qui ont raison.

Le 15 mars 1917, je suis conduit à l'hôpital militaire de Brăila pour une néphrite. De là, avec d'autres patients, nous sommes mis sur des brancards et emmenés par véhicule sanitaire au lazaret de Buzău, une grande localité roumaine qui a été transformée en ville hôpital et où sont accueillis des milliers de soldats malades. Pendant que je suis hospitalisé, une épidémie de typhus en taches<sup>45</sup> éclate dans un hôpital voisin. En quelques jours il meurt de cette épidémie jusqu'à mille malades, principalement des prisonniers russes. Le médecin-chef et beaucoup de (membres du) personnel sanitaire succombent du fait de cette épidémie. Toutes les mesures préventives sont prises pour éradiquer, avec succès, cette terrible et contagieuse maladie. L'administration sanitaire se donne beaucoup de peine pour éviter une réapparition du mal. C'est en raison de la malpropreté, particulièrement celle des civils, que le typhus en taches peut se déclarer.

Des colonnes entières de civils, pour la plupart tziganes, sont conduites à la désinfection par ici sous surveillance militaire, et même tout un village avec un roi des Tziganes. Finalement, le 10 juin 1917, vient le jour de la délivrance. Il faut faire de la place dans les hôpitaux pour de nouveaux malades qui doivent arriver. Tous ceux qui sont transportables seront évacués sur l'Allemagne. Nous, malades des reins, dormons dans une salle séparée. En général, jusqu'à trente hommes. Nous devons continuellement rester couchés. Le matin, au réveil, la première chose que nous faisons c'est d'aller voir les camarades. Presque toujours il y a un camarade mort dans son lit. Quand je repense à cette journée du 10 juin, les larmes me montent aux yeux. Tous se prétendent transportables quand ils entendent qu'il s'agit de rentrer en Allemagne. Jusqu'au mourant, tous les camarades se font implorants : « Emmenez-moi ! » Saisi par l'émotion, je ne décris que de façon très brève ce départ. « Emmenez-moi ! » Nous les consolons : « Oui, avec le prochain transport ! » Le prochain transport : c'est pour la terre froide des Balkans. Honneur à leur mémoire ! Qu'ils reposent en paix.

Pour moi, en route pour le pays natal ! Heureux celui qui a la chance de revoir son pays, dit la chanson. Le 11 juin 1917 nous sommes dans le train-hôpital. Direction l'Allemagne ! Comment le train-hôpital est-il équipé ? Voici à quoi il ressemble : de bons lits, un approvisionnement régulier. Il y a une salle d'opérations, une cuisine, une salle à manger ; des wagons de réserve sont attachés (au convoi). Comme personnel : médecin, infirmières de la Croix-

---

<sup>45</sup> L'éruption cutanée, accompagnée d'une forte fièvre, est l'un des principaux symptômes du typhus exanthématique, qui fait des ravages des deux côtés du front au cours de l'hiver et du printemps de 1917. La maladie est transmise par les poux.

Rouge, gardes-malades. La vérité m'oblige à dire que nous sommes bien soignés pendant le voyage. Le médecin fait plusieurs visites par jour au malade. Après un certain temps, cependant, un des gardes-malades bien zélés montre des signes de relâchement. Faire de bonnes affaires est sa seconde nature.

Nous nous rendons compte que le même personnel occupe le train depuis longtemps. Au bout d'un moment notre cher garde-malade X a découvert qu'il y avait un moyen de se faire des à cotés au cours d'un si long voyage. Son supérieur, le Dr. X B., doit probablement être mouillé lui aussi. Notre garde-malade se déplace très librement. Son commerce n'est certes pas un crime. Sa combine repose sur la base suivante : dans les plus grandes villes le train hôpital s'arrête plus longtemps (que dans les autres). Et en un clin d'œil notre meilleur garde-malade disparaît dans la gare. Il revient chargé de paquets, qu'il compte écouler dans la prochaine grande ville, et ainsi se perpétue jusqu'en Allemagne un marché de vente et de troc, dont il apporte le produit final jusqu'au client. L'article le plus prisé en Allemagne est le tabac turc. Une fois, nous avons ri de bon cœur quand, lors d'une halte dans une gare en cours de route, il est arrivé en roulant devant lui un tonneau de cinquante ou soixante litres d'eau de vie, qu'il a hissé jusque dans son compartiment. Ce renard rusé a même essayé de nous posséder : dans les Balkans nous avions des lei (un leu correspond à quatre-vingts pfennigs). Alors il nous a proposé d'échanger les lei au cours de 0, 70 pfennigs. Il nous a expliqué qu'en Allemagne le leu avait un cours plus bas, ce qui s'est plus tard révélé faux. Le maître-payeur nous a plus tard changé l'argent au vrai cours. Plus d'un trouillard a dû être victime de cet escroc. Ce type a tout simplement fait d'énormes affaires. C'est l'un de ceux qui a dû trouver que la guerre n'a pas duré assez longtemps.

Arrivés en Allemagne après un long voyage, nous sommes déchargés à Schwabisch Gmünd, dans le Wurtemberg, et répartis entre les hôpitaux du coin. Nous sommes le 17 juin 1917. Dix jours plus tard je suis envoyé, jusqu'à ma guérison complète, dans l'agréable ville de Sankt-Wendel [Sarre, à une soixantaine de kilomètres seulement de Sarreguemines], ou je peux remercier saint Wendelinus<sup>46</sup> d'avoir pu sortir de l'enfer des Balkans. Après ma guérison je suis versé à l'*Ersatz-Bataillon* de Thionville (Diedenhofen). Le 1<sup>er</sup> mars 1918 je suis libéré comme apte au travail (*Arbeitsverwendungsfähig*)<sup>47</sup> pour Sarreguemines. Pour moi la Grande Guerre comme combattant (*Frontsoldat*) est terminée.

---

<sup>46</sup> Le culte de Saint Wendelin (554-617), moine d'origine écossaise inhumé en Sarre à l'endroit où s'élève une église autour de laquelle est née la ville qui porte son nom, et dont les reliques ont plus tard été transférées à Trèves, est très populaire dans la vallée du Rhin et en Alsace-Lorraine.

<sup>47</sup> C'est-à-dire inapte au front et même à la garnison d'une forteresse ; donc versé au service auxiliaire.

### III.

## TRAVAUX DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE



## RETOUR SUR L'ATLANTE STORICO DELL'ITALIA RIVOLUZIONARIA E NAPOLEONICA<sup>1</sup>

Jean-François CHAUVARD

Cet ouvrage est né d'un constat, analogue à celui que François Furet et Michel Vovelle formulaient dans la préface de *l'Atlas de la Révolution française* : il manquait à la Révolution un atlas. Ils se félicitaient que l'ambitieuse publication qui avait débuté deux ans plus tôt vînt combler un vide éditorial.

Près d'un quart de siècle après, le même constat s'imposait pour le *Ventennio francese* en Italie : la bibliographie qui y est consacrée est immense, riche, en continuel renouvellement, mais on y cherchera en vain un atlas historique.

C'est cette lacune que l'École française de Rome a voulu combler en lançant ce chantier éditorial en 2008, grâce à la légitimité qu'elle avait acquise dans ce domaine de recherche et à la position qui est la sienne dans le monde académique italien, en jouant un rôle fédérateur entraînant dans son sillage d'autres institutions : le département d'histoire de l'Université de Roma Tre, la Fondation Primoli et la Société italienne de géographie et plus d'une vingtaine de collaborateurs, historiens et cartographes.

Réaliser un atlas, ce n'est pas écrire un livre d'histoire de plus, mais faire un livre différent qui appartient à un genre doté de remarquables propriétés heuristiques. À la dispersion des travaux scientifiques, l'atlas oppose un effort de synthèse et de vulgarisation ; contre les lacunes qui ne manquent pas d'exister, il requiert des dépouillements *ad hoc* ; de phénomènes qui ne sont connus que par le récit historique, il donne une transposition graphique et cartographique qui contribue à en modifier et à en enrichir la compréhension ; aux manques que la narration peut habillement dissimuler, il oppose une représentation qui spatialise avec précision l'état des connaissances ; à des phénomènes documentés à différentes échelles, il donne une forme visible ; au nécessaire inventaire des données, il ajoute toujours une interprétation car cartographier c'est opérer des choix dans l'opération de lisibilité du monde.

---

<sup>1</sup> Maria Pia DONATO, David ARMANDO, Massimo CATTANEO, Jean-François CHAUVARD (dirs.), *Atlante storico dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica*, Rome, École française de Rome, 2013 (CEFR 477), 440 p.

De telles qualités n'ont pas échappé aux historiens de la Révolution et de l'Empire. Il a déjà été fait mention de l'*Atlas de la Révolution française*. Ce monument demeure la référence obligée et le modèle auquel toute nouvelle entreprise doit se confronter. Le présent atlas fait siens quelques uns de ses principes directeurs : traiter de questions thématiques – regroupées là en 11 fascicules séparés, ici en 10 sections dans un seul volume ; couvrir un arc chronologique qui déborde la conjoncture révolutionnaire et impériale *stricto sensu* ; associer images graphiques et commentaires qui ne sont pas de simples légendes, en faisant une large place à la bibliographie, aux sources et aux fonds cartographiques utilisés ; s'efforcer, enfin, d'offrir, pour reprendre les mots de Serge Bonin, co-directeur de l'*Atlas* avec Claude Langlois, « un bilan en marche, un instrument de recherche, une ouverture sur de nouveaux chantiers<sup>2</sup> ». Cette aventure n'est pas transposable pour au moins trois raisons : elle mobilisa, pendant presque deux décennies, des bataillons d'historiens et de cartographes ; elle pouvait puiser dans de très nombreuses thèses régionales et elle avait à disposition des données d'une grande homogénéité, avant même 1789, qui étaient susceptible de rendre compte de beaucoup de phénomènes à l'échelle nationale. En ce sens, l'*Atlas* est un *unicum*.

Mais l'intérêt pour une approche géographique de l'histoire de la Révolution n'a depuis jamais cessé : en 1993, Michel Vovelle s'employait à montrer comment la découverte de la politique avait redessiné l'espace français<sup>3</sup>.

Il n'est pas trop fort de parler aujourd'hui d'une véritable saison éditoriale qui a mis l'atlas au goût du jour en s'appuyant sur une très ancienne tradition de collaboration de la géographie et de l'histoire qui remonte à Vidal de la Blache et en touchant, au-delà du cercle des spécialistes, un public étudiant et cultivé. Les Éditions Autrement sont pour beaucoup dans cette floraison grâce au lancement de différentes collections d'atlas urbains, géopolitiques et historiques parmi lesquels figurent des volumes consacrés à l'histoire de la France<sup>4</sup> qui proposent une « géographie rétrospective » et, plus spécifiquement, deux atlas dédiés à la Révolution<sup>5</sup> et à l'Empire<sup>6</sup> qui épousent l'historiographie la plus récente en étudiant ces épisodes à une échelle atlantique et européenne.

---

<sup>2</sup> Serge BONIN, « L'Atlas de la Révolution française », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 3, 1989, <http://ccrh.revues.org/2925>.

<sup>3</sup> Michel VOVELLE, *La découverte de la politique. Géopolitique de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 1993.

<sup>4</sup> Jean BOUTIER, Olivier GUYOTJEANNIN et Gilles PÉCOUT, *Grand atlas de l'histoire de France*, Paris, Autrement, 2011.

<sup>5</sup> Pierre-Yves BEAUREPAIRE et Silvia MARZAGALLI, *Atlas de la Révolution française. Circulation des hommes et des idées, 1770-1804*, Paris, Autrement, 2010.

<sup>6</sup> Jean-Luc CHAPPEY et Bernard GAINOT, *Atlas de l'Empire napoléonien 1799-1815. Ambitions et limites d'une nouvelle civilisation européenne*, Paris, Autrement, 2008.

En prenant pour objet d'étude la seule péninsule italienne, le présent atlas ne s'inscrit pas à contre-courant de ces entreprises, d'abord parce qu'il est soucieux de sortir d'une stricte perspective nationale en s'intéressant à la circulation des hommes et des idées, à l'étroite articulation entre les projets politiques des Républiques sœurs et les choix du Directoire, aux dispositifs institutionnels et juridiques communs à l'Europe française, ensuite parce qu'il part du présupposé que le cadre national permet de poser d'importantes questions qui regardent l'histoire de la modernité italienne et européenne : l'unité formée par le *Triennio* républicain et l'époque napoléonienne, l'articulation avec l'âge des Lumières et des réformes, la place du *Ventennio* dans les origines du *Risorgimento*.

Le précédent de *l'Atlas de la Révolution* et la vogue actuelle en faveur des atlas historiques introduisent une évidente dissymétrie entre la production éditoriale française et italienne du fait du plus étroit voisinage de l'histoire en Italie avec la philosophie qu'avec la géographie au point d'E. Grandi a pu parler « d'analphabétisme visuel ». Cette moindre attention des historiens italiens à l'espace est, en réalité, démentie par plusieurs entreprises éditoriales : *l'Atlante storico italiano*<sup>7</sup>, lancé au milieu des années 1960 et inabouti, qui fit le choix d'une approche administrative et institutionnelle très vite limitée à l'époque moderne et qui se fondait sur l'ambition d'une cartographie définitive, intégrale, sans marges d'erreur ; *l'Atlante de la Storia d'Italia* d'Einaudi<sup>8</sup> (1976) ; les *Mappe della storia*<sup>9</sup> (2002), sous la direction de G. Giarrizzo et E. Iachello, qui proposaient une cartographie thématique des ressources et des infrastructures du Royaume de Naples à l'époque moderne ; ou encore *l'Atlante della letteratura italiana* en trois volumes (2010-2012) et *l'Atlante culturale del Risorgimento* (2011) qui s'apparente davantage à un dictionnaire raisonné des idéaux politiques qui ont animé trois générations d'acteurs du *Risorgimento*, et est à rapprocher dans sa structure de *l'Italia napoleonica : Dizionario critico*, publié sous la direction Luigi Mascilli Migliorini la même année<sup>10</sup>.

Si la production d'atlas historiques a été limitée en Italie à la différence

---

<sup>7</sup> Angelo MASSAFRA ET Elena FASANO GUARINI, « L'Atlante storico che non si fece, ma... », dans E. IACHELLO et B. SALVEMINI, 1998 (dir.), *Per un atlante storico del Mezzogiorno e della Sicilia in età moderna. Omaggio a Bernard Lepetit*, Naples, Liguori, 1998, p. 123-139 ; Angelo MASSAFRA, « Il «laboratorio» dell' Atlante storico italiano: un bilancio ancora aperto », dans C. OSSOLA, M. VERGA et M. A. VISCEGLIA (dir.), *Religione cultura e politica nell'Europa dell'età moderna. Studi offerti a Mario Rosa dagli amici*, Florence, L. Olschki, 2003, p. 41-73.

<sup>8</sup> Lucio GAMBÌ et Giulio BOLLATI (dir.), *Storia d'Italia*, VI, *Atlante*, Turin, Einaudi, 1976.

<sup>9</sup> Giuseppe GIARRIZZO et Enrico IACHELLO (dir.), *Le mappe della storia. Proposte per una cartografia del Mezzogiorno e della Sicilia in età moderna*, Milan, Franco Angeli, 2002.

<sup>10</sup> Sergio LUZZATTO et Gabriele PEDULLÀ (dir.), *Atlante delle letteratura italiana*, 3 vol., Turin, Einaudi, 2010-2012 ; Alberto Mario BANTI, Antonio CHIAVISTELLI, Luca MANNORI et Marco MERIGGI (dir.), *Atlante culturale del Risorgimento*, Bari-Rome, Laterza, 2011 ; Luigi MASCILLI et MIGLIORINI (dir.), *Italia napoleonica : Dizionario critico*, Turin, UTET Libreria, 2011.

de la France, mais aussi de l'Allemagne et du monde anglo-saxon<sup>11</sup>, le laboratoire de l'*Atlante storico* et l'intérêt pour les catégories et les pratiques spatiales ont créé un environnement propice à une vivace réflexion sur le caractère historique de la territorialité<sup>12</sup> et les apports de la cartographie à la méthode historique dont témoignent plusieurs numéros monographiques de revues (*Ricerche storiche*, 1, 2011 ; *Società & storia*, 4, 2008). Cette réflexion a aussi été puissamment stimulée par les évolutions techniques (SIG) qui ont modifié les bases épistémologiques du travail cartographique, transformant la carte en un instrument de travail passible d'améliorations et non un produit définitif. C'est à partir de cet arrière-plan éditorial et de ce cadre épistémologique que cette entreprise s'est donc définie.

Elle repose sur des choix ouvertement assumés. D'abord, celui de rendre compte, dans la mesure du possible, des phénomènes historiques à l'échelle péninsulaire. Cet objectif n'est pas toujours atteint à la fois parce qu'on ne dispose pas de données homogènes à cause de la fragmentation de l'Italie et parce que l'état de l'historiographie reflète d'importantes disparités régionales. A cependant été réalisée, pour la première fois, une carte géo-référencée des départements de l'Italie en 1811, départements qui bouleversèrent l'organisation et le contrôle du territoire. Si le cadre péninsulaire a été un horizon, c'est bien la variation des échelles de représentation qui a permis de rendre compte de la complexité des phénomènes. Cet Atlas opère aussi des choix interprétatifs en tant qu'il voit dans la période une césure profonde qui ouvre la voie à une société plus ouverte et sécularisée et au Risorgimento. Cette lecture, aujourd'hui admise par les historiens, s'est heurtée à celle libérale et progressiste de l'histoire italienne qui soit a insisté sur l'importance des Lumières et des réformes du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le processus de modernisation de la péninsule, soit a placé, à l'image de Benedetto Croce, l'émergence du Risorgimento plus en aval, dans les années 1830, pour en faire un mouvement de renaissance nationale affranchi de toute influence étrangère. Ce courant a des prolongements dans une historiographie contemporaine prompte à décrire l'Italie française comme un espace sans autonomie où auraient été importés des modèles extérieurs. À l'opposé, une interprétation nationaliste a vu dans la résistance à la présence française la matrice de l'identité italienne, et sa version conservatrice contemporaine est encline, dans un renversement de perspective, à y déceler l'origine d'un mouvement de défense des traditions locales.

L'*Atlante* s'efforce, par le truchement des cartes et des graphes, de répondre à trois grandes questions : quel est le degré de rupture avec l'Ancien

---

<sup>11</sup> Walter GOFFART, *Historical Atlases. The First Three Hundred Years, 1570-1870*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 2003.

<sup>12</sup> Biagio SALVEMINI et Annastella CARRINO, « Il territorio flessibile. Flussi mercantili e spazi meridionali nel Settecento e nel primo Ottocento », dans G. GIARRIZZO et E. IACHELLO, *op. cit.*, 2002, p. 99-122 ; Angelo TORRE, « Un "tournant spatial" en histoire? », *Annales H.S.S.*, LXIII, 5, 2008, p. 1127-1144.

Régime ? Le *Ventennio* est-il doté d'une unité ? En quoi contribue-t-elle à l'uniformisation de la péninsule italienne ?

Il est indéniable que la période est trop brève pour que se produisent des transformations en profondeur dans des domaines qui n'obéissent pas à la même temporalité, qu'il s'agisse de la démographie, des mentalités religieuses, de l'alphabétisation. Force est également de constater que l'épisode républicain et napoléonien ne fait qu'accélérer des dynamiques amorcées au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et aussi différentes que les réformes ecclésiastiques, la paupérisation des campagnes et des classes populaires urbaines, le développement de pratiques culturelles comme le théâtre.

La rupture n'en est pas moins radicale et durable si l'on en juge par la fin portée aux privilèges et à la féodalité qui substitue à une société d'ordre une société censitaire ; par l'introduction du Code civil dans l'Empire, puis dans les Royaumes d'Italie et de Naples, qui fonde une société d'égaux face à la loi et impose un régime juridique unique qui contraste avec la diversité juridictionnelle des États d'Ancien Régime ; enfin, par la réduction du poids de l'Église, atteinte dans ses effectifs, ses structures, ses biens et ses fonctions.

L'unité de la période ne s'impose pas avec évidence. L'historiographie a, d'ailleurs, longtemps décliné une périodisation qui opposait l'expérience républicaine des années 1796-99 et le régime autoritaire mis en place après 1800. Penser l'unité de cette séquence historique, c'est d'abord prêter attention à la chronologie pour tenir compte de la durée variable de la guerre et de la présence française et du retour entre le *Triennio* et Napoléon des anciens souverains, c'est ensuite cesser d'opposer un moment de liberté et un régime autoritaire grâce à une double réévaluation : celle de la politique du Directoire et du lien entre le bonapartisme et la révolution. Ainsi la République cisalpine apparaît-elle comme un laboratoire où est élaboré un nouveau cadre constitutionnel, social et militaire, destiné à être étendu au reste de la péninsule et qui perdure avec la République italienne et le Royaume d'Italie.

La dernière question est celle du processus d'uniformisation de l'Italie durant la période, uniformisation qui ne signifie pas homogénéisation et encore moins unification. Ce processus a été freiné par la persistance d'importantes disparités régionales inscrites dans les structures (Nord/Sud, plaines/montagnes) et produites par la conjoncture (durée de la présence française, rattachement à la France).

Il n'en demeure pas moins puissant et trouve son expression la plus profonde et la plus durable sur le plan territorial par la réduction à l'époque napoléonienne de l'Italie à trois entités étatiques d'égale importance, par l'imposition d'un même régime juridique et d'un même modèle de gouvernement après des siècles de particularismes locaux, par la création, enfin, d'un nouveau cadre administratif – le département – qu'il faut interpréter non seulement dans une logique de rationalisation de l'espace mais aussi dans un sens politique car il a permis l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante, gage de stabilité du régime. Cette nouvelle classe dessine les contours d'une

notabilité fondée sur la richesse et les compétences en mesure d'agréger les anciennes élites nobiliaires et les hommes nouveaux de l'administration et des affaires. Elle est le fruit de la disparition de la société d'ordre et de la mise en place de dispositifs institutionnels qui ont accru la position sociale et politique des serviteurs de l'état : administrateurs, ingénieurs, savants. Ce processus d'uniformisation des élites et de recomposition sociale est à l'œuvre partout, selon des degrés divers.

Le système urbain, qui obéit en temps ordinaires à un rythme lent, est lui aussi remodelé à l'échelle locale et nationale dans le sens d'une plus grande uniformité. Le déclin des anciennes capitales laisse apparaître un système plus hiérarchique, dominé par les capitales des trois États où Milan, en plein essor, joue un rôle de premier plan, et organisé autour d'une échelle intermédiaire, le chef-lieu, dans le cadre de la départementalisation. Ce nouveau dispositif conduit à une accentuation des différences entre grands et petits centres, malgré la vivacité de la résistance de l'échelle communale.

Le processus d'uniformisation prend, enfin, appui sur la force transformatrice de l'administration, des pratiques politiques, de l'obligation de la conscription qui a certes provoqué une violente résistance, mais fut aussi le ferment d'une expérience commune qui a nourri la mémoire de la première génération du Risorgimento.

À l'issue du *Ventennio francese* qui a imposé trois Italie et en dépit de la force des États régionaux, fussent-ils redessinés, émerge une Italie. Pas une Italie qui serait une expression géographique, mais bien une Italie qui serait un espace géographique en voie d'uniformisation territoriale et fédéré par une communauté d'expériences.

*Que faisais-tu sous l'oligarchie ? La guerre civile de 404-403 et ses lendemains à Athènes* – Quoique la guerre civile qu'avait connue Athènes après la prise de pouvoir par les oligarques à la fin de la guerre du Péloponnèse se fût achevée par une décision d'amnistie quasi générale, le désir de stricte justice, voire de vengeance privée, l'emporta parfois sur le souci de réconciliation, sur l'oubli qui avait paru nécessaire à la reconstruction de la communauté civique. Les textes d'éloquence judiciaire du corpus athénien témoignent de la façon dont les accusateurs rusaient avec les dispositions légales pour tenter d'obtenir la condamnation de leurs adversaires dans les années qui suivirent le retour de la démocratie. L'examen préliminaire à l'exercice de toute charge fut utilisé ensuite pour rappeler le passé sans enfreindre la loi. Il semble cependant que les juges tirés au sort parmi l'ensemble des citoyens aient été plus sensibles à l'intérêt commun qu'aux outrances rhétoriques.

Anne Jacquemin est membre de l'UMR ARCHIMÈDE et professeur d'histoire grecque à l'Université de Strasbourg. Spécialiste de l'époque classique et en particulier de la religion grecque, ses nombreux travaux incluent *Offrandes monumentales à Delphes* (Paris, Athènes, 1999) et un *Choix d'inscriptions de Delphes* (Athènes, 2012).

*What were you doing under the oligarchs ? The 404-403 Athenian Civil War and its aftermath* – The Athenian civil war that followed the oligarchic takeover at the end of the Peloponnesian War ended up in a very large amnesty. Yet, desire for justice or even private vengeance sometime superseded the quest for reconciliation and the forgetfulness that had been a necessary condition of the refashioning of the civic community. Athenian judiciary eloquence bears witness to the way accusers managed to circumvent legal dispositions in order to seek condemnation of their adversaries after the return of democracy. The examination that was a preliminary to any legal office would later provide opportunities to recall the past without breaking the amnesty laws. The judges, who were drawn from the citizenry as a whole, seem to have been more sensitive to common interest rather than to rhetorical excesses.

Anne Jacquemin is a member of the research group UMR ARCHIMÈDE and Professor of Ancient Greek history at the University of Strasbourg. A specialist of classical Greece and of greek religion, her many works include *Offrandes*

*monumentales à Delphes* (Paris, Athens, 1999) et un *Choix d'inscriptions de Delphes* (Athens, 2012).

*Was machtest du in der Zeit des oligarchischen Regimes? Der Bürgerkrieg von 404-403 v. C. und die folgenden Jahre in Athen* – Obwohl der Bürgerkrieg, den Athen nach der Machtnahme der Oligarchen am Ende des Peloponnesischen Kriegs erlebt hatte, mit einer quasi Gesamtamnestie geendet wurde, konnte manchmal das Verlangen nach der strengen Gerechtigkeit und sogar der persönlichen Rache, dazu neigen, über das Versöhnungsbemühen und das Vergessen siegen - das Vergessen galt vorher zur Wiedererstellung der Bürgergemeinschaft für nötig. Die Redekunsttexte aus dem athenischen Rechtskorpus lassen erkennen, wie, in den nach dem Rückkehr der Demokratie folgenden Jahren, die Ankläger schlau mit den Rechtsvorschriften spielten, um die Verurteilung ihrer Gegner zu erlangen. Die vor jeweiliger Amtbesetzung notwendige Prüfung wurde danach ausgenutzt, um an die Vergangenheit zu erinnern, jedoch ohne gegen das Gesetz zu verstoßen. Die Richter, die durch Los aus der Gesamtheit der Bürger ermittelt waren, scheinen trotzdem empfindlicher auf den Gemeinnutz als auf die rhetorischen Höhenflüge zu reagieren.

Anne Jacquemin ist Mitglied der Forschungsgruppe UMR ARCHIMÈDE und Professorin für griechische Geschichte an der Universität Straßburg. Sie ist Spezialistin für die Klassische Periode und besonders für die griechische Religion; unter ihren zahlreichen Schriften sind zu finden: *Offrandes monumentales à Delphes* (Paris, Athen, 1999) und *Choix d'inscriptions de Delphes* (Athen, 2012).

\*

***Pierre II de Challes, capitaine armagnac (1409-1436). Renseignement, désinformation et pillage durant la guerre civile*** – Durant la guerre civile qui oppose Armagnacs et Bourguignons (1407-1435), les princes se déchirent. En quoi le destin d'un capitaine de compagnie, Pierre II de Challes, illustre cette opposition ? Cet article esquissera, d'abord, le profil de Pierre II et de sa famille. Il donnera un aperçu de la fidélité des seigneurs de Challes, envers les sires de Beaujeu et les ducs de Bourbon, contre les ducs de Savoie. Il brossera également le tableau de la composition de sa compagnie. Il abordera, dans un second temps, le rôle des transfuges et du renseignement dont use Pierre II au profit des Armagnacs. Il se penchera sur un cas de désinformation dont il est lui-même victime. Un exemple qui montre que les camps en lutte savent alerter l'opinion afin de discréditer leurs adversaires. Enfin, il présentera l'efficacité de Pierre II, rompu aux pillages dans le Mâconnais, ainsi que les bénéfices qu'il tire de ses activités guerrières. Cependant, l'opposition des princes le touche également. En 1431, ses biens sont pillés par son concurrent et adversaire : François de La Palud.

Benoît Léthenet est professeur d'Histoire et de Géographie en lycée. Il est membre associé à l'EA3400 (ARCHE) et docteur en histoire médiévale de l'Université de Strasbourg.

*Pierre II de Challes, Armagnac captain (1409-1436). Intelligence, Disinformation and Plunder during the Civil War* – During the Armagnac-Burgundian Civil War (1407-1435), princes were at each other's throats. How does the case of Pierre II de Challes illustrate this state of opposition? This paper profiles Pierre II and his family, as well as Pierre's military company. It also analyses how Pierre used defectors and intelligence in his service to the Armagnacs. Pierre II de Challes is also the victim of a significant endeavour of disinformation that illustrates how competing parties appealed to public opinion. The paper finally shows how Pierre, a very apt plunderer, was able to make warring profitable. He was not immune however to princely opposition and was in turn the victim of fellow plunderer and personal foe François de La Palud.

Benoît Léthenet teaches History and Geography in Senior high school. He is an associate member of EA3400 (ARCHE) and holds a Ph.D. in Medieval history from the University of Strasbourg

*Pierre II von Challes, ein Hauptmann der Armagnacs (1409-1436). Nachrichtendienst, Fehlinformation und Plünderung während des Bürgerkriegs* – Während des Bürgerkriegs der Armagnacs und Bourguignons (1407-1435) zerreißen sich die Fürsten. In wie fern ist diese Gegnerschaft durch den Schicksal eines Truppenhauptmanns, Pierre II von Challes, veranschaulicht? Der Beitrag wird zuerst das Profil von Pierre II und seiner Familie skizzieren. Er wird die Treue der Herren von Challes zu den Herren von Beaujeu und den Herzogen von Bourbon gegen die Herzogen von Savoyen schildern. Er wird auch die Zusammensetzung seiner Kompanie darlegen. Anschließend wird er die Rolle der Überläufer und dem Nachrichtendienst, das Pierre II zum Gunsten der Armagnacs anwendet, behandeln. Der wurde selbst Opfer einer Fehlinformation, der Beitrag wird sich mit diesem Fall befassen. Das Beispiel zeigt, dass die kämpfenden Lager sich verständigten, die Öffentlichkeit zu alarmieren, um ihre Gegner zu diskreditieren. Der Artikel wird endlich die Effizienz von Pierre II an die erfolgreichen Plünderungen im Mâconnais und an die Erträge seiner militärischen Aktivitäten zeigen. Die Gegnerschaft der Fürsten schont ihn aber nicht. 1431 wurden seine Güte von seinem Gegner und Wettkämpfer, François de La Palud, geplündert.

Benoît Léthenet lehrt Geschichte und Erdkunde im Gymnasium. Er ist Doktor für mittelalterliche Geschichte der Universität Straßburg.

\*

*Face à l'occupation étrangère de 1815-1818. Les sorties de guerre des Alsaciens* – Partant du constat du manque d'étude historique des civils ordinaires ainsi que

des soldats durant les guerres napoléoniennes, cet article, en s'appuyant sur des archives locales et des sources publiées, entend commencer à reconstruire les expériences individuelles à la « fin » de ces dernières, pendant les trois années d'occupation de la France par les puissances alliées entre 1815 et 1818. Concentré sur l'Alsace, il propose d'étudier cinq parcours individuels dans ce contexte de fin de conflit : le maire d'un petit village luttant pour affirmer son autorité face aux troupes d'occupation ; un soldat du Wurtemberg tué par un groupe de douaniers français ; un entrepreneur juif ayant bénéficié de contrats de réquisition en faveur des troupes d'occupation ; un jeune Parisien éduqué envoyé enseigner au collège jésuite à Colmar, par ailleurs siège des autorités militaires autrichiennes ; et enfin une veuve qui, dix ans après la fin de l'occupation, cherche encore à obtenir une indemnisation pour le logement d'un officier du Wurtemberg. S'il n'y a pas d'histoire-type de la position des individus dans ce conflit, ensemble, ils illustrent la gamme des expériences de l'occupation, entre violence et fraternisation, laquelle varie en fonction du genre, de l'âge, de la classe mais aussi de la langue de l'occupant et de l'occupé.

Christine Haynes, docteur de l'Université de Chicago, est professeure associée à l'Université de Caroline du Nord (Charlotte). Spécialiste d'histoire politique et culturelle de la France du XIX<sup>e</sup> siècle, auteur notamment de *Lost Illusions : The Politics of Publishing in Nineteenth Century France* (Cambridge, 2010) elle prépare actuellement un ouvrage sur l'occupation alliée de la France de 1815-1818.

*Facing the 1815-1818 foreign occupation. Alsations Post-wars* – Noting the lack of historical study of ordinary civilians as well as soldiers during and after the Napoleonic Wars, this article employs local archival and published sources to begin to reconstruct the experiences of individuals at the « end » of this conflict, during the three-year occupation of France by the Allied powers of Europe from 1815 to 1818. Focusing on the region of Alsace, it describes five cases of individuals in this context of continued conflict : a mayor of a small village struggling to assert his authority vis-à-vis the occupying troops ; a soldier from the German kingdom of Wurtemberg who was killed by a group of French customs guards ; a Jewish entrepreneur who profited from government contracts for requisitions for the occupying troops ; an educated young man from Paris who was sent to teach in a Jesuit school in Colmar, the headquarters of the Austrian contingent, during the last two years of the occupation ; and a widow who was still demanding indemnification for lodging a Wurtemberger officer almost a decade after the occupation ended. While there is no « typical » story of an individual in this conflict, together these cases illustrate the range of experience of this occupation, between violence and fraternization, varying with the gender, age, class, politics, and language of both occupier and occupied.

A doctor of the University of Chicago, Christine Haynes is Associate Professor at the University of North Carolina, Charlotte. A specialist of 19<sup>th</sup> century France political and cultural history, she is the author of *Lost Illusions : The Politics of Publishing in Nineteenth Century France* (Cambridge, 2010). She is

currently working on a on book about the 1815-1818 occupation of France by the troops of the allied European powers.

*Vor der ausländischen Besatzung 1815-1818 : Wie der Krieg für die Elsässer zu Ende ging* – Die Geschichtsschreibung der napoleonischen Kriege hat bislang das Thema der Zivilbevölkerung sowie der einfachen Soldaten wenig behandelt. Dieser Artikel will anhand von lokalen Archivbeständen und zeitgenössischen Veröffentlichungen zur Schließung dieser Lücke beitragen. Hier werden fünf individuelle Erfahrungen im Elsaß während der Besatzung Frankreichs durch die alliierten Mächte zwischen 1815 und 1818 untersucht: zuerst die des Bürgermeisters eines kleinen Dorfes und seines Kampfes, um sich vor den Besatzungstruppen zu behaupten; dann eines württembergischen, schließlich von französischen Zöllnern getöteten Soldaten; eines jüdischen Unternehmers, der an der offiziellen Beschlagnahme zugunsten der ausländischen Armeen beteiligt ist; eines jungen und gebildeten, als Lehrer zum Jesuitenkolleg in Colmar (Sitz der österreichischen Militärbehörden) gesandten Pariser; zum Schluß eine Witwe, die sich noch zehn Jahre nach der Besatzung um eine Entschädigung für die Unterbringung eines württembergischen Offiziers bemühte. Diese Herangehensweise ermöglicht zwar nicht, Idealtypen zu erarbeiten, verbildlicht aber das Spektrum der Besatzererfahrungen zwischen den Polen Gewalt und freundlicher Aufnahme des Fremden. Aus den Erfahrungen und Handlungen der Individuen wird geschlossen, daß Geschlecht, Alter, soziale Schicht und Sprache der Betroffenen das Verhältnis zwischen Besatzern und Besetzten maßgebend geprägt haben.

Christine Haynes ist Doktor der Universität Chicago. Sie ist außerordentliche Professorin an der Universität von North Carolina (Charlotte). Spezialistin für politische und kulturelle Geschichte von Frankreich im 19. Jahrhundert, sie verfasste unter anderen Schriften *Lost Illusions: The Politics of Publishing in Nineteenth Century France* (Cambridge, 2010). Sie erarbeitet ein Buch über die alliierte Versatzung von Frankreich 1815-1818.

\*

*« Un métier de chien que de suivre l'armée ». Prosper Baccuët (1797-1864), peintre militaire au service de l'exploration scientifique de l'Algérie* – Pendant la période la plus incertaine de la conquête de l'Algérie, entre 1830 et 1850, plusieurs artistes militaires sont chargés de la mise en œuvre d'une représentation visuelle des différents territoires que l'autorité doit soumettre et contrôler; en complément de la topographie, ces peintres militaires procèdent donc, de manière intentionnelle et consciente, à l'enregistrement visuel et stratégique des territoires algériens. Quelle est la nature de cet embrigadement des artistes militaires qui expérimentent tous le terrain de manière très subjective? Quelles sont les conditions d'élaboration des différentes images créées à partir de l'expérience de cette guerre de conquête? Pour tenter de répondre à ces

questions, l'article s'appuie sur quelques éléments de la correspondance de Prosper Baccuët, officier de cavalerie au service de l'exploration scientifique de l'Algérie, et montre ses tentatives pour atteindre une forme d'autonomie artistique, sa volonté de construire une image de l'Algérie, qui soit dégagée des stratégies politiques, mais conforme à des objectifs scientifiques et artistiques.

Nicolas Schaub est docteur en histoire de l'art contemporain de l'Université de Strasbourg. Sous la direction de Christine Peltre, il a soutenu en 2010 une thèse intitulée « L'armée d'Afrique et la représentation de l'Algérie sous la monarchie de Juillet ». Ses recherches portent sur l'usage et la circulation des images de l'Orient musulman du XIX<sup>e</sup> siècle.

*« Following the army is pure drudgery ». Prosper Baccuët (1797-1864), a military painter and his contribution to the scientific exploration of Algeria – During the uncertain term of the conquest of Algeria in the 1830s and 1840s, several military artists were in charge of producing a visual representation of the different territories that the army was trying to subjugate and control. They complemented topography by their intentional and conscious making of a visual and strategic recording of the Algerian landscape. While all were experimenting the field very subjectively, what was the degree of their indoctrination ? What were the conditions for the making of images translating the experience of a war of conquest ? This paper deals with those questions by turning to the correspondence of a cavalry officer : Prosper Baccuët. It evidences his attempts to reach some sort of artistic autonomy as well as his will to produce images of Algeria freed from political strategies and yet still conforming to scientific and artistic goal.*

Nicolas Schaub holds a Ph.D. in contemporary art history from the University of Strasbourg. In 2010, under the supervision of Pr. Christine Peltre, he defended a thesis entitled, « The *Armée d'Afrique* and the representation of Algeria under the July Monarchy ». His research deals with the use and circulation of images from the Muslim East in the 19<sup>th</sup> century.

*« Was für einen verdammten Beruf, die Armee zu begleiten ». Prosper Baccuët (1797-1864), Militärmaler im Dienst des wissenschaftlichen Durchdringens Algeriens – Zwischen 1830 und 1850, in der unsichersten Zeit der Eroberung Algeriens, wurden mehrere Militärkünstler mit der Ausführung einer Bilddarstellung der verschiedenen Territorien beauftragt, die die Autorität unterwerfen und kontrollieren wollte. Die Topographie ergänzend, führten also diese Militärmaler die visuelle und strategische Erfassung der algerischen Territorien absichtlich und bewusst durch. Von welcher Natur war die Rekrutierung der Militärkünstler, die alle sehr subjektiv das Feld untersuchten ? Was waren die Erstellungsverhältnisse der verschiedenen durch das Erlebnis des Eroberungskriegs geschaffenen Bilder ? Um diese Probleme zu beantworten, werde ich mich auf einigen Elementen des Briefwechsels von Prosper Baccuët, Reitoffizier im Dienst des wissenschaftlichen Durchdringens Algeriens, stützen. Ich werde dann zeigen, wie er versucht hat, eine Art von künstlerischer Unabhängigkeit zu erreichen und ein Bild Algeriens zu schaffen, das aus den*

politischen Strategien befreit sei, aber wissenschaftlichen und künstlerischen Zielen entspreche.

Nicolas Schaub ist Doktor für zeitgenössische Kunstgeschichte der Universität Straßburg. Mit einer Dissertation über « L'armée d'Afrique et la représentation de l'Algérie sous la monarchie de Juillet » (Die Armee von Afrika und die Vorstellung Algeriens unter der Julimonarchie). Seine Forschungen befassen sich mit dem Gebrauch und dem Umlauf der Bilder des muslimischen Ostens im 19. Jahrhundert.

\*

*Quand un neutre prend les armes : Wilhelm Dinesen (1845-1895), un Danois dans la guerre franco-allemande de 1870-1871* – Souvent connu comme étant le père de la romancière Karen Blixen, le personnage de Wilhelm Dinesen mérite pourtant que l'on s'y intéresse, et son parcours, notamment dans les années 1860-1870, a toute sa place dans les papiers de l'historien. Aristocrate, fils d'un grand propriétaire du Jutland, officier de formation et fervent opposant à la politique extérieure de la Confédération d'Allemagne du Nord, Wilhelm Dinesen est alors un homme de son temps, fidèle à sa condition, héritier des épreuves endurées par son petit pays. Parmi ces épreuves figure bien sûr le « désastre » de la guerre des Duchés qui, en 1864, vit le Danemark perdre 800 000 habitants et un tiers de son territoire. On comprend bien pourquoi le royaume s'intéresse de près à la montée des tensions entre la France et à la Prusse à l'été 1870 ; la première est une puissance traditionnellement « amie » de la cause nationale danoise, la seconde est celle qui a confisqué la province du Schleswig et qui, depuis six ans, reste sourde aux protestations de Copenhague. Vétéran de 1864, l'officier Dinesen voit en tout cas son engagement comme un acte presque naturel. Le 27 novembre 1870, il embarque depuis Copenhague pour la France en guerre, bien décidé à offrir ses services aux armées de la Défense nationale. Dans un Danemark déchiré entre la neutralité et une indéniable rancune à l'encontre du voisin prussien, sa marche vers l'enrôlement donne un aperçu des problématiques politiques et territoriales soulevées par la guerre franco-allemande dans les sociétés européennes.

Gilles Vogt est doctorant contractuel à la Faculté des Sciences historiques de l'Université de Strasbourg. Il travaille sur l'expérience de la neutralité durant la guerre de 1870 dans les sociétés de Belgique, de Suisse, du Danemark et des provinces de Pologne.

*When a Neutral takes up arms : Wilhelm Dinesen (1845-1895). A Danish citizen in the 1870-1871 Franco-Prussian War* – While mostly known for being the father of renowned novelist Karen Blixen, Wilhelm Dinesen deserves historical attention particularly considering his role in the 1860s and 1870s. The son of a landed aristocratic family from Jutland, and a decided opponent to the foreign policy of the North German Confederation, Dinesen is very much a man of his times,

faithful to his social class and to the beleaguered history of his small country. Among the country's trials is first and foremost the « disaster » of the Second Schleswig War. In 1864 Denmark lost 800 000 inhabitants and a third of its territory. It was therefore very attentive to the growing tensions between France and Prussia in 1870. While France was regarded as the traditional ally of the national Danish cause, Prussia remained perceived mostly in relationship to the conquest of Schleswig. A veteran of the 1864 war, Dinesen felt his endorsement of French interests to be most natural. In 1870, he left Copenhagen for France to serve in a war of national defence. While Denmark was torn between neutrality and hostility to its Prussian neighbour, Dinesen path to enrolment provides insights regarding the political and territorial issues that the Franco-Prussian War raised in European societies.

Gilles Vogt is a doctoral fellow of the Faculty of History of the University of Strasbourg. He works on the experience of neutralism in Belgian, Swiss, Danish and Polish societies during the 1870 war.

*Wenn ein neutraler Mann zu den Waffen greift: Wilhelm Dinesen (1845-1895), einer Däne im deutsch-französischen Krieg von 1870-1871* – Besonders bekannt als der Vater von der Schriftstellerin Karen Blixen, verdient Wilhelm Dinesen jedoch besondere Beachtung. Sein Werdegang, vor allem in den Jahren 1860-1870, ist einen Platz in den historischen Notizen wert. Junker, Sohn eines großen Landbesitzers Jütlands, als Offizier ausgebildet, überzeugter Gegner der Außenpolitik des Norddeutschen Bundes, ist damals Wilhelm Dinesen ein Vertreter seiner Zeit; er war seinem Zustand treu und Erbe der von seinem kleinen Land erduldeten Belastungen. Unter denen stand ganz gewiss das « Desaster » des Zweiter Schleswig-holsteinischer Kriegs, durch den Dänemark 1864 800 000 Einwohner und ein Drittel seines Territoriums verlor. Es ist daher gut zu verstehen, warum das Königtum sich für den Aufstieg der Spannungen zwischen Frankreich und Preußen im Sommer 1870 interessiere; Die erste Macht ist eine herkömmliche « Freunde » der dänischen « nationalen Sache »; die zweite ist die, die die holsteinische Provinz in Beschlag genommen hat und die sich seit sechs Jahren gegenüber die Proteste von Kopenhagen staub stellte. Als Veteran von 1864 versteht jedenfalls der Offizier Dinesen sein Engagement als eine quasi selbstverständliche Leistung. Am 27 November 1870 schiff er sich in Kopenhagen nach Frankreich, wo der Krieg herrscht; er ist wohl entschlossen, seine Dienste den Armeen der nationalen Verteidigung zur Verfügung zu stellen. In einem zwischen Neutralität und unleugbarem Groll zu seinem preußischen Nachbarn hin und her gerissenen Dänemark, gibt sein Weg zur Rekrutierung einen Überblick über die politischen und territorialen durch den deutsch-französischen in europäischen Gesellschaften hervorgerufenen Fragen.

Gilles Vogt ist Stipendiat und Doktorand der Universität Straßburg (Abteilung Historische Wissenschaften). Er forscht zum Thema Erlebnis der Neutralität im deutsch-französischen Krieg von 1870 in den belgischen, schweizerischen, dänischen und polnischen Gesellschaften.

\*

*Expulsions, grand récits nationaux et petits récits européens. Mémoires individuelles et construction des communautés en Europe Centrale depuis 1945* – L'élargissement de l'Union européenne à l'est a suscité le retour d'un passé qui semblait jusqu'alors refoulé. Les expulsions de population à la fin de la Seconde guerre mondiale appartiennent à ces événements longtemps intégrés au discours idéologique de la Guerre froide et les témoignages recueillis auprès d'anciens expulsés sont de plus en plus sollicités pour renouveler cette histoire. A travers ces récits apparaissent les manières dont les communautés (ici : Tchécoslovaquie, RFA et RDA) se sont défaites et refaites entre 1945 et les années 1950 ; il ressort tout particulièrement que les assignations identitaires (plus ou moins arbitraires) des Etats ont été déterminantes pour les biographies des témoins. Ces « petits récits », longtemps négligés, sont non seulement intéressants pour analyser l'articulation des individus à leur principale communauté d'appartenance, mais aussi pour montrer, en creux, le coût humain qu'a pu représenter le fait d'imposer de « grands récits » nationaux dans ce contexte.

Ségolène Plyer est membre de l'EA3400 (ARCHE) et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg. Ses recherches portent sur la mémoire et les identités collectives en Europe centrale ainsi que sur la place des dynamiques migratoires dans l'histoire des relations internationales.

*Expulsions, national grand narratives and European small ones. Individual memories and community making in Central Europe since 1945* – The expansion of the European Union to the East has enabled the comeback of an up-to-then repressed past. The post-WWII expulsions of populations found their place in Cold War area ideological accounts. Nowadays, direct testimonies from expulsees are essential to the rewriting of this history. Individual narratives highlight the making and unmaking of communities in the 1940s and 1950s (here Czechoslovakia, as well as both the GDR and the FRG). It appears that (more or less) arbitrary state-sanctioned identity prescriptions were essential to individual biographies. These for a long time overlooked « small narratives » therefore enlighten both the relationship between individuals and the main community they belonged to as well as the human cost of the imposition of such « grand narratives » in this particular historical context.

Ségolène Plyer is a member of research team EA3400 (ARCHE) and Assistant Professor in modern history at the University of Strasbourg. Her research deals with the memory and collective identities in Central Europe as well as with the place of migrations in the history of International Relations.

*Vertreibung, Erzählmuster und Zeugenberichte. Vom Aufbau der nationalen Gemeinschaften Zentraleuropas zum Vorzug individueller Erinnerungen in der Geschichtsschreibung seit 1945* – Im Zusammenhang mit der Erweiterung der

Europäischen Union nach Osten werden Teile der Zeitgeschichte Europas neu bewertet ; so die Zwangsmigrationen am Ende des Zweiten Weltkriegs, die lange als politischen Sprengstoff betrachtet wurden. Zur Umschreibung dieser Geschichte wird verstärkt Rücksicht auf Zeugenberichte genommen. In diesen Erzählungen ist zu sehen, wie sehr die Lebensläufe der Gewährpersonen durch die nationalen *master narratives* (hier von der Bundesrepublik, der DDR und der Tschechoslowakei) und die damit verbundenen (zum Teil willkürlichen) Zuschreibungen von kollektiven Identitäten beeinflusst wurden. Solche « kleine Erzählungen » zeigen zwar, wie es möglich war, sich nach der Vertreibung in eine neue nationale Gemeinschaft einzugliedern, aber auch auf welche Kosten sich solche « große » Erzählmuster durchgesetzt haben.

Ségolène Plyer ist Dozentin der Zeitgeschichte an der Universität Straßburg. Ihre Forschungen betreffen die Erinnerung und die kollektiven Identitäten in Zentraleuropa, sowie den Platz der Wanderungsdynamik in der Geschichte der internationalen Beziehungen.

\*

*« Seul celui qui y a participé sait ce que signifie la guerre ». Le journal de guerre de Matthias Weiskircher* – Jean-Noël Grandhomme est membre de l'EA3400 (ARCHE) et maître de conférences (HdR) à l'Université de Strasbourg. Membre des conseils scientifiques des Mémorial de Verdun et du Mémorial d'Alsace-Moselle, il est l'auteur de nombreux travaux sur l'histoire de la Grande Guerre et l'histoire militaire. Parmi ses publications récentes, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre* (Strasbourg, 2013).

*« Only he who took part in war knows what it actually means ». Matthias Weiskircher's war diary* – Jean-Noël Grandhomme is a member of EA3400 (ARCHE) and Associate Professor (with an *habilitation*) in modern history at the University of Strasbourg. He is a member of the scientific board of the Verdun Memorial as well as of the Alsace-Moselle Memorial. He is the author of numerous works regarding the history of the First World War and more generally military history. Among his recent publications : *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre* (Strasbourg, 2013).

*« Nur der, der am Krieg beteiligt war, weiß, was es bedeutet ». Das Kriegstagebuch von Matthias Weiskircher* – Jean-Noël Grandhomme ist habilitierter Dozent an der Universität Straßburg. Mitglied des wissenschaftlichen Rats des Memorials von Verdun und des Memorials von Elsass-Moselle. Er ist Autor zahlreicher Studien über die Geschichte des Großen Kriegs und die Militärgeschichte. Unter seinen letzten Publikationen, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre* (Strasbourg, 2013).

*Traduction allemande* : Laurence Buchholzer, Ségolène Plyer

*Traduction anglaise* : Jean-Pascal Gay



## I. DOSSIER : L'INDIVIDU DANS LES CONFLITS

---

### *Présentation*

Jean-Pascal Gay

*« Que faisais-tu sous l'oligarchie ? ». La guerre civile de 404-403 et ses lendemains à Athènes*

Anne Jacquemin

*Pierre II de Challes, capitaine armagnac (1409-1436).*

*Renseignement, désinformation et pillage durant la guerre civile*

Benoît Léthenet

*Face à l'occupation étrangère de 1815-1818. Les sorties de guerre des Alsaciens*

Christine Haynes

*« Un métier de chien que de suivre l'armée ». Prosper Baccniët*

*(1797-1864), peintre militaire au service de l'exploration scientifique de l'Algérie*

Nicolas Schaub

*Quand un neutre prend les armes. Wilhelm Dinesen (1845-1895), un Danois dans la guerre franco-allemande de 1870-1871*

Gilles Vogt

*Expulsion, grands récits nationaux et petits récits européens.*

*Mémoires individuelles et construction des communautés en Europe centrale depuis 1945*

Ségolène Plyer

## II. AUTOUR D'UNE SOURCE

---

*« Seul celui qui y a participé sait ce que signifie la guerre ».*

*Le journal de guerre de Matthias Weiskircher*

Jean-Noël Grandhomme

*Erlbenisse aus dem Weltkrieg 1914-1918*

Édition annotée

## III. TRAVAUX DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE

---

*Retour sur l'Atlante storico dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica*

Jean-François Chauvard